

مكتبة الأناضول

Radio-Télévision

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14677 - 8 F

- DIMANCHE 5 - LUNDI 6 AVRIL 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Ramiz Alia, à son tour...

EN décidant de démissionner de ses fonctions de président de la République albanaise, M. Ramiz Alia tire, avec élégance, les conclusions qui s'imposaient des élections législatives du 22 mars et de la cuisante défaite de l'ex-Parti communiste. Comme un vrai démocrate, serait-on tenté d'écrire. Mais ce dernier réflexe vient bien tard pour blanchir un homme qui a été l'un des principaux complices d'une dictature de près d'un demi-siècle ayant laissé un pays exsangue.

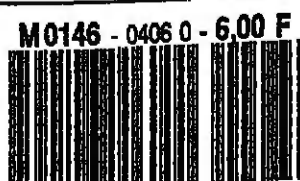
Ramiz Alia va donc rejoindre au cimetière des éléphants du socialisme scientifique tous les autres dirigeants des anciens pays communistes, balayés par le vent de liberté qui s'est levé en Pologne, sans que pour une fois Moscou ne s'y oppose. Comme Ramiz Alia, tous avaient essayé, dans un premier temps, de s'opposer à la contestation naissante, puis, devant l'impossibilité d'endiguer le vague, de « surfer » sur elle.

RIEN n'y a fait : de Varsovie à Sofia et de Budapest à Moscou, la transition douce vers un socialisme « à visage humain », espérée par ceux qui tentaient désespérément de sauvegarder leur pouvoir, aura totalement échoué. Pour plusieurs raisons : d'abord, et surtout, parce que les peuples des pays asservis n'ont pas voulu se contenter d'une liberté rationnée et d'une économie de marché édulcorée. Ensuite, parce que le communisme n'est pas réformable. Enfin, et le cas de Ramiz Alia est là pour le prouver, parce que les communistes eux-mêmes, et en premier lieu ceux qui ont exercé des fonctions importantes, ne sont pas, non plus, amendables.

Peut-être le mérite de ces ex-trançais communistes ou de leurs éphémères successeurs « rénovateurs » aura-t-il été d'éviter que la transition se fasse dans le sang. Sauf en Roumanie, pays à tous égards atypique et où les néo-communistes de M. Ion Iliescu sont d'ailleurs restés au pouvoir, le passage à la démocratie s'est effectué sans violence majeure.

UNE question demeure pourtant : si ces anciens dictateurs n'ont pas fait donner les chars ou tirer la troupe, était-ce par volonté d'épargner des populations qui avaient déjà eu leur part de malheur, ou — comme en RDA, par exemple — parce qu'une leur de sagesse leur a fait comprendre que leurs ordres ne seraient pas appliqués, que leurs armées ne les suivraient peut-être pas et qu'une répression n'aurait, de toute manière, pas pu empêcher le renouveau ? Peut-être l'histoire leur accordera-t-elle le bénéfice du doute. Que va devenir Ramiz Alia ? Apparemment, les responsables du Parti démocratique, vainqueur des élections, n'ont pas l'intention de se lancer dans une chasse aux sorcières qui risquerait d'ailleurs de se retourner contre eux. Qui n'a pas, un tant soit peu, « collaboré » dans un pays où la pression du parti unique et de ses chiens de garde était si étouffante ? Ramiz Alia vivra sans doute une retraite sereine — hantée, peut-être, par de mauvais rêves ? — comme les autres dictateurs de la région qui, à l'exception d'Erich Honecker, toujours réfugié à l'ambassade de Chili à Moscou, n'ont guère été inquiétés. Le départ du président albanaise clôt sans doute une des périodes les plus absurdes de l'histoire d'une partie de l'Europe. Une période sur laquelle il est pourtant difficile de tirer un trait. « Certes, disait le nouveau chef de l'Etat bulgare, Jello Jeleu, il faut tourner la page, mais, avant, il faut l'avoir lue. »

Lire page 3 l'article de JOSÉ-ALAIN FALON



A la veille de la réunion du Congrès des députés de Russie

M. Eltsine s'efforce de désarmer ses adversaires conservateurs

A la veille de l'ouverture du Congrès des députés de Russie, convoqué pour le lundi 6 avril, le président Boris Eltsine a cherché à désarmer ses adversaires conservateurs en modifiant les attributions gouvernementales de ses collaborateurs les plus contestés : après MM. Chakhrat

et Galdar, c'était vendredi au tour de M. Guennadi Bourboulis, le bras droit du président, de changer de portefeuille. M. Eltsine, qui est sur tous les fronts, a par ailleurs relancé le différend russo-ukrainien sur la flotte de la mer Noire par une mise en garde au président ukrainien, M. Kravtchouk.

Le va-et-vient de M. Bourboulis

MOSCOU

de notre correspondant

M. Boris Eltsine a trouvé un moyen original pour troubler les adversaires de tout poil qui fourbissent leurs armes à la veille du Congrès des députés de Russie : il déplace les cibles. Le mouvement a commencé au début de la semaine, lorsque Sergueï Chakhrat, vice-premier ministre chargé principalement des questions juridiques (et donc particulièrement dans la ligne de mire d'un Congrès appelé à voter une nouvelle Constitution), a annoncé sa démission. Jeudi, c'était Egor Galdar, symbole d'une réforme économique très contestée, qui était relevé de ses fonctions. Et vendredi 3 avril, troisième coup de

gong, M. Guennadi Bourboulis, universellement décrit comme l'émulsion grise sinon l'âme damnée du président, renouait à son poste de premier vice-premier ministre.

Le champ de tir est donc bouleversé, mais la réalité ? La démission de M. Chakhrat n'a toujours pas été officiellement entérinée, ce qui laisse tout loisir à l'intéressé pour revenir après le tir de barrage attendu des parlementaires. M. Galdar conserve son rôle de coordonnateur des réformes économiques et son titre de premier vice-premier ministre, d'autant plus éminent qu'il ne le partage désormais plus avec M. Bourboulis.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

Après la passation de pouvoirs entre M^{me} Cresson et M. Bérégovoy

L'opposition entend ne laisser aucun répit au gouvernement

M^{me} Edith Cresson a transmis officiellement ses pouvoirs, samedi 4 avril, à M. Bérégovoy, avant que ne soit rendue publique, en fin de matinée, la liste des quinze secrétaires d'Etat du gouvernement. Celle-ci ne comporte que trois nouveaux venus, tous trois socialistes : M. Martin

Malvy pour les relations avec le Parlement, M. Jean Glavany pour l'enseignement technique et M. Charles Josse pour la mer. La composition du gouvernement est sévèrement critiquée par l'opposition, qui a affirmé sa volonté de ne laisser aucun répit à M. Bérégovoy.

par Alain Rollat

Les Français ont une bonne opinion de M. Pierre Bérégovoy, si l'on en croit tous les sondages réalisés jusqu'à présent sur l'ancien ministre de l'économie et des finances, parce qu'ils le jugent compétent et sage. Devenu premier ministre sans s'être jamais départi de sa prudence d'artisan, M. Pierre Bérégovoy sait ce qu'il faut faire, ou plutôt ne pas faire, pour préserver ce capital de confiance. Il se montre économe de ses propos, depuis sa nomination à la tête du gouvernement, et il a raison. Tout le monde l'attend au premier tournant. Les premières réactions de l'opposition confirment qu'il ne peut espérer aucun répit sur sa droite, et cela ne saurait surprendre. Après la déroute des socialistes aux élections régionales et cantonales, il est clair que les autres partis feront tout pour les accabler davantage jusqu'aux prochaines élections législatives.

Lire aussi

- La liste des membres du gouvernement
- Les présidents des conseils généraux
- M. Bérégovoy à Nevers par DANIELLE ROUARD
- Jack Lang, de l'invention à la gestion par EMMANUEL DE ROUX et OLIVIER SCHMITT
- Livres politiques : deux « Tapies » par ANDRÉ LAURENS pages 6 à 9
- « La bal de la Bastille » par BRUNO FRAPPAT « Le Monde Radio-Télévision » page 31

Lire la suite page 7

Le grand reflux des boat-people

La plupart des émigrés vietnamiens qui végétaient dans des camps de la région vont être progressivement rapatriés

CAN-THO

de notre envoyé spécial

M^{me} Nguyen Thi Bong voulait, dit-elle, faire soigner à l'étranger son fils aîné, « frappé de semi-paralyse chaque fois qu'il est victime d'un refroidissement ». Son époux l'ayant quittée pour se remarier, elle a vendu sa maison et s'est enfuie en bateau en compagnie de ses deux enfants, d'un frère cadet et d'une nièce. Le groupe a échoué en Malaisie, dans le camp de réfugiés de Pulau-Bidong, en octobre 1989. Ils sont revenus au Vietnam le

4 novembre 1990, rapatriés par le HCR, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. « Après treize mois dans les camps de Malaisie, dit M^{me} Bong, ayant été classée immigrante économique, j'ai compris que je n'avais aucune chance d'être acceptée par un pays tiers et j'ai choisi de rentrer. »

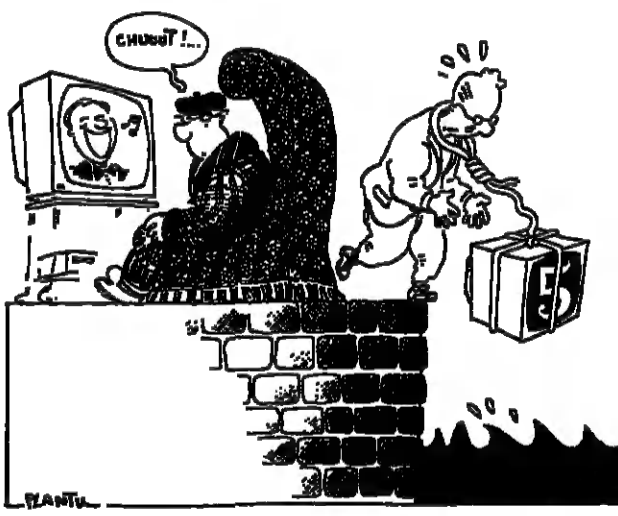
M^{me} Bong, qui affiche la quarantaine, a été recueillie par ses parents dont la modeste propriété se situe dans la verdure et au bord d'un cours d'eau dans un quartier résidentiel de Can-Tho, principale agglomération du delta

du Mékong. Le cadre ne manque pas de charme. Le frère cadet de M^{me} Bong explique que le HCR leur a fourni, au départ, une somme de 500 dollars, soit 100 dollars par tête. En milieu d'après-midi, le fils aîné, aujourd'hui âgé de vingt ans, n'est pas encore rentré de « son travail ». Dans la cour, la jeune nièce, qui termine ses études secondaires, est toute contente de pratiquer l'anglais qu'elle a appris « dans les camps » où, apparemment, elle ne s'est pas dépliée.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Lire la suite page 5

La liquidation de la Cinq



Lire les articles de MICHEL COLONNA D'ISTRIA Page 17

M. François Bayrou
délégué général de l'UDF
au « Grand Jury
RTL - le Monde »

LOIN DES CAPITALES

A Foxwoods, Connecticut, les Indiens Pequots ont ouvert le casino du « Bois-aux-Renards », qui attire chaque jour près de 15 000 joueurs.

page 4

HEURES LOCALES

Une étude sur les critères de délocalisation des entreprises

A l'occasion du troisième Salon « S'implanter », qui est organisé à Paris du 16 au 18 juin, la société Démoscopia a réalisé une enquête sur les attentes des entreprises lorsqu'elles envisagent de s'installer sur un nouveau site, et dont nous publions en avant-première les résultats.

pages 11 à 13

Le sommaire complet se trouve page 20

Frankreich steht
La presse allemande
innenpolitisch so
orientierungslaf du
notre naufrage électoral.
wie außenpolitisch.
Cette semaine en français, dans
Courrier International.

Si vous ne le lisez pas dans COURRIER INTERNATIONAL
vous ne le lirez jamais.

Cinéma : circuits en guerre

La distribution des films
cherche les chemins de sa survie

par Jean-Michel Frodon

Grand branle-bas dans le landerneau cinématographique. Les libelles vengeurs affluent sur le bureau du ministre de la culture (et désormais de l'éducation nationale), envoyés par les producteurs, les réalisateurs, voire les réalisateurs-producteurs, sans oublier le secrétariat national du Parti socialiste qu'on aurait cru suffisamment occupé ailleurs.

Le motif de ce charivari ? La distribution des films, secteur de l'industrie cinématographique depuis longtemps en difficulté, mais qui connaît actuellement une crise aiguë. Crise illustrée par un événement, l'échange d'actifs entre Gaumont et Pathé, et une série d'escarmouches, les obstacles à la diffusion de « petits » films ces dernières semaines : *Border Line*, *Nord*, *Au nom du père et du fils*, *L'Affût*.

Trust me... sans parler de tous ceux, étrangers surtout, qui n'ont tout simplement plus droit de cité dans les salles.

Les distributeurs sont les « grossistes » du cinéma. Intermédiaires entre les producteurs et les exploitants, ils assurent la commercialisation des films, s'occupent de leur promotion et se chargent de la remontée des recettes vers les différents ayants-droits. La crise de la fréquentation les a tous fragilisés, et a rendu plus sensible l'inégalité entre eux.

Deux grandes sociétés, Gaumont et UGC (surnommées les majors) sont présentes sur l'ensemble du secteur : production, distribution, programmation et exploitation. Une troisième, Pathé, ne prend en charge que ces deux dernières fonctions.

Lire la suite page 15

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles/Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 85 p ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,50 FB ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUERE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-30
Téléc : 208.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lemaire, gérant.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Arta

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-62-72-72

Téléc : 46-62-72-72

Le Monde et de l'Union de la Presse Europe SA

12, r. M. Groussier

Reproduction interdite de tout article

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0394-2037

PRINTED IN FRANCE

Reproduction interdite de tout article

Index du Monde au (1) 40-65-25-33

TÉLÉMATIQUE

Composés 28-15 - Tapes LEMONDE

ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF

FRANCE

3 mois

6 mois

1 an

1 620 F

2 066 F

3 980 F

ÉTRANGER :

par voie aérienne

tarif sur demande

pour vous abonner

renvoyez ce bulletin

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL

36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités

à formuler leur demande deux

semaines avant leur départ, en indi-

quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les

mois pour en capitaliser d'importance.

PP. Paris 19 201 MON 01

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lemaire : gérant

directeur de la publication

Bernard Pignatelli

directeur de la rédaction

Jacques Gelin

directeur de la gestion

Manuel Lemaire

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

Indépendant au directeur

de la rédaction

Yves Agnès

Jacques Aron

Thomas Fauriol

Philippe Hureau

Jacques-François Jirou

Daniel Vernet

Éditeur

des relations internationales

Antoine d'Almeida

Hubert Beuve-Méry (1944-1989)

Jacques Fauriol (1989-1992)

Jacques Lemaire (1992-1995)

André Fontaine (1995-1991)

DATES

Il y a cinquante ans

L'agonie de la Salonique juive



La première rafle de juifs séfarades de Salonique par la Gestapo le 11 juillet 1942. Les captifs furent contraints d'écouter des exercices humiliants devant Grecs et Allemands avant d'être dirigés vers les camps de concentration.

C'EST encore en semi-liberté malgré un an d'occupation allemande que les juifs de Salonique vont fêter le Pessah (la Pâque) en ce début d'avril 1942. Et leur grand rabbin, Tsevi Koretz, qui avait été arrêté par la Gestapo, vient d'être relâché.

Certes, dès l'entrée des troupes de Hitler dans la ville, le 9 avril 1941, les juifs avaient connu les humiliations et exactions du nazisme ordinaire, mais sans qu'aucune loi raciale ait été appliquée, et même sans campagne antisémite systématique. Aussi la communauté juive veut-elle encore croire que Salonique reste la « cité des miracles ».

« Cité des miracles », Salonique l'avait souvent été pendant plus de quatre siècles. Les ancêtres des juifs de 1942 s'étaient installés dans la ville après que les Rois catholiques, Isabelle de Castille et Ferdinand d'Aragon, dont le mariage unifia l'Espagne, les eurent sommés en 1492 de choisir entre le baptême ou l'expulsion. Des dizaines de milliers, parmi ces juifs convertis en Espagne depuis un millénaire, préférèrent l'inconnu de l'exil à l'abjuration. Beaucoup partirent pour les possessions du sultan de Turquie, notamment la Grèce.

A Salonique, simple bourgade, les séfarades (Espagnols, en hébreu) affirmèrent leur prépondérance. Le pur castillan du quinzième s'imposait, la culture, les coutumes, les lettres de l'Espagne. Rapidement, la ville devint la « Métropole d'Israël » du point de vue littéraire, scientifique, religieux, et aussi un centre industriel et le lien entre l'Empire ottoman et l'Europe occidentale.

Majoritaires à Salonique dès le milieu du seizième siècle, les séfarades le resteront jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, continuant par exemple à faire du samedi le jour férié pour tous. En 1900, ils représentaient encore la moitié des 170 000 habitants de la ville, leur communauté allait du grand financier au dockeur.

La population juive baissa graduellement, notamment à la suite de l'incendie catastrophique de 1917 qui laissa parmi elle plus de 50 000 sans-foyer. Les vagues d'émigration se succédèrent, souvent vers la France, après l'entrée des troupes grecques, en 1912, et l'hellénisation progressive qui vit se développer un antisémitisme inconnu jusqu'alors sous la domination turque. En 1940, les juifs n'étaient plus à Salonique que 50 000, le cinquième de la population de ce qui avait été durant quatre siècles, dans l'Empire ottoman, une véritable ville juive.

Mais la communauté séfarade conservait son conseil communal, son hôpital, ses temples, écoles, bibliothèques, imprimeries, œuvres d'assistance. Et elle gardait son espagnol archaïque, le *ladino*, ou judéo-espagnol, mêlé d'emprunts turcs, grecs, italiens sous l'influence d'un important groupe de juifs de Livourne, et français. A partir de 1873, l'Alliance Israélite universelle, animée de Paris, avait créé des écoles grâce auxquelles le français était devenu la langue de culture de la communauté. Au point qu'à la presse en judéo-espagnol s'ajoutaient deux quotidiens en français, le *Progrès* et l'*Indépendant*.

Place de la Liberté...

11 juillet 1942. Soudain, le glas sonne pour l'antique communauté : ordre a été donné par les autorités d'occupation à tous les juifs de quitter la place de la Liberté, de se rendre à la gare pour des « travaux de nécessité militaire ». Où ? Sur la place de la Liberté... que des mitrailleuses entourent.

La place est noire de monde, dès 8 heures du matin, ce samedi 11 juillet. Sous un soleil déjà brillant, des milliers d'hommes sont là, debout, en rangs serrés, sans bouger. Après des heures, immobiles en plein soleil, plusieurs tombent, que les coups de bottes ne suffisent pas à faire se relever. Ce seront les premiers morts, « de mort naturelle ».

Nouveau « rendez-vous » le lendemain au même endroit. Cette fois, ils ont un millier à prendre le risque de ne pas y aller, comprenant qu'il s'agit là du premier pas vers l'abîme. Les autres vivront un calvaire ponctué de rémissions destinées à entretenir savamment le foi espoir du salut. Les adultes inscrits seront vite réduits à l'état de forçats. Les morts sont nombreux, le rendement insignifiant. Dans sa grande « bienveillance », le conseiller de l'administration militaire allemande, le Dr Morten, propose aux juifs de les exempter de travaux moyennant finances. La ran-

çon est lourde, 2 milliards et demi de drachmes, l'équivalent de 250 000 francs-or, mais la communauté respire et s'active pour réunir cette somme.

Sous prétexte d'urbanisme, des antisémites du cru obtiennent des Allemands la destruction du vaste cimetière juif, où vingt générations ont déposé leurs morts. Le Dr Morten, supplié à genoux, consent à ce que soient conservées les tombes postérieures au XVIII^e siècle. Mais les ennemis des juifs, se sachant protégés, n'en embauchent pas moins 500 ouvriers pour détruire la totalité des 300 000 tombes, dont les plus anciennes portent la date de 1492. Le cimetière dévasté devient une carrière pour la ville entière et la construction de la future université. Les Allemands utilisent les pierres pour l'édification d'une piscine, de latrines, d'égoûts.

Voici qu'une commission ayant à sa tête les SS Wisliceny et Brünner (1) vient d'être dépechée par Eichmann à Salonique pour y appliquer les lois raciales nazies : pour commencer, les juifs devront porter l'étoile jaune et s'entasser dans plusieurs ghettos. Fidèle à sa position depuis le début, le grand rabbin prêche résignation, obéissance, discipline pour ne pas s'exposer aux pires châtiements.

Le Dr Morten assure que les associations non juives de Salonique exigent le départ des juifs et que les Allemands sont bien obligés de céder à cette pression. Justement, trois cents wagons sont en gare. Que tous se préparent au départ, pour la Pologne. Déportation ? Le vilain mot ! Egal à lui-même, Koretz affirme : « La grande communauté de Cracovie va vous recevoir et veillera à votre installation. Chacun de vous trouvera un emploi à son goût. »

Le premier convoi, où 2800 déportés s'entassent à 80 par wagon à bestiaux scellé, part le 15 mars 1943. Les autres suivront à deux ou trois jours. Le dix-neuvième et dernier part le 10 août. 45 659 juifs, sans espoir, sans coup fêré, ont été déportés directement de Salonique à Birkenau, celui des quatre camps d'Auschwitz plus spécialement affecté aux exterminations (2).

95 % des juifs de Salonique s'étaient laissés emmener à l'abattoir avec une docilité que l'on ne peut expliquer que par la solidarité familiale, la volonté des jeunes de ne pas abandonner leurs parents, les assurances bienveillantes de Koretz, le dénuement, la terreur, l'exécution publique de quelques évadés. Seul avait échappé à la déportation les quelque 500 qui avaient réussi à rejoindre les maquis, et ceux qui avaient pu trouver refuge auprès des occupants italiens d'Athènes, étrangers à la haine raciale de leurs alliés hitlériens, et qui les sauvèrent à la barbe des nazis dont ils pouvaient pourtant redouter la fureur.

La capitale avait, comme partout, ses « collabos », mais les nombreux défenseurs grecs des juifs contraindront le premier ministre à protester auprès de l'ambassadeur d'Allemagne. Il le fit avec une timidité que dénonceront l'archevêque orthodoxe d'Athènes et les présidents de vingt-neuf institutions et associations non juives. En vain.

Il y eut pourtant 520 « miraculés » : des juifs qui avaient la nationalité espagnole. Ils durent leur salut à un médecin de Madrid, le docteur Angel Pulido, sénateur, qui, au début du vingtième siècle,

avait fait campagne pour que l'Espagne se souvienne des séfarades, ces « Espagnols sans patrie ». Son obstination aboutit en 1924 à un décret royal autorisant les séfarades à demander la naturalisation espagnole, sans toutefois qu'il soit question d'admettre leur immigration massive en Espagne ou d'abroger le décret d'expulsion de 1492.

Arrive le soulèvement franquiste (1936). Les séfarades de Grèce lui sont majoritairement hostiles. Si la propagande des ennemis de la République espagnole met dans le même sac, à la manière de l'allié nazi, « communistes, juifs et franc-maçons », aucune loi raciale n'est édictée : celle de 1492, jamais abrogée, suffit.

Pendant la deuxième guerre mondiale, Franco-Jose les équilibristes entre Hitler, qui le presse d'entrer en guerre à ses côtés mais dont la victoire lui paraît de plus en plus improbable, et les Anglo-Américains, dont son pays saigné à blanc par la guerre civile dépend pour sa survie. Prudence, donc. Ainsi, en 1940, lorsque le consul général d'Espagne à Paris, Bernardino Rolland, demande des instructions au sujet des biens des séfarades soumis aux mesures des Allemands et de Vichy, le ministre des affaires étrangères, Serrano Suner, lui impose une « attitude passive ».

Son successeur, Gomez Jordana, ne répond pas autrement à Romero Radigales, nouveau consul à Athènes, qui, dès son arrivée en avril 1943, exprime son désir de rapatrier 510 séfarades de Salonique dont les Allemands autorisent exceptionnellement le départ, au plus tard le 15 juin, du fait de leur nationalité espagnole, qui en fait les ressortissants d'un pays appartenant au même camp.

Le consul insiste, souligne l'urgence, trouve même un bateau de la Croix-Rouge grâce au chargé d'affaires suisse, Réponse de Jordana : « Pas d'excès de zèle. » Vidal, l'ambassadeur d'Espagne à Berlin (3), vient à la rescousse. On lui répond que jamais Madrid n'a envisagé le rapatriement d'un tel nombre de juifs. Le ministre allemand des affaires étrangères s'impatiente. A l'expiration du délai de grâce, reporté au 30 juin, les 510 seront envoyés en camp en Allemagne, puis, si Madrid tarde à se décider, à Auschwitz. Mais Jordana fait encore la fine bouche. C'est seulement le 28 juillet qu'il déclare : « Sans la garantie qu'ils seront admis au Portugal ou en Amérique, nous ne pouvons affronter le grave problème de les avoir en Espagne. »

Les 367 Juifs espagnols de Bergen-Belsen

Et ce qui devait arriver arrive : le 2 août, un premier groupe de 367 juifs espagnols est déporté au camp de concentration de Bergen-Belsen, dans le Hanovre. Cette fois Madrid se décide : le rapatriement est autorisé, en transit. On découvre même qu'il ne faut pas perdre de temps. Mais le train de déportation est déjà loin. Il ne reste plus à Jordana qu'à ordonner à Vidal de recommander pour les 367 un « bon traitement » à Bergen-Belsen et la visite de fonctionnaires de l'ambassade. Pour la visite, on imagine la réponse. Quant au traitement, il est « excellent », dit Eichmann.

En fait, les détenus sont isolés du reste du camp : en cas de rapatriement, leur témoignage sur ce qui s'y passe pourrait être gênant. Nouveaux atterrissements de Madrid, nouvelle impatience des

Allemands, qui croient utile de rappeler que Bergen-Belsen n'est pas un lieu idéal pour l'hiver.

Finalement, le 27 novembre, Franco précise ses conditions pour la venue des 367 de Bergen-Belsen en Espagne : il faudra qu'ils en repartent immédiatement ; l'organisation juive antiraciste Joint Distribution Committee, qui les secourt devra prouver qu'elle possède leurs visas pour d'autres pays. Le 8 janvier 1944, Jordana ordonne à son ambassade à Berlin de préparer un premier départ, mais seulement de 50 personnes. Et là, c'est le monde à l'envers, les Allemands refusent de retarder la sortie des autres. Alors Vidal brusque les choses : il a sa liste de 365 noms (il y a eu deux morts), il les fait partir tous, en deux groupes.

Et c'est ainsi qu'en pleine guerre, 365 juifs quittent Bergen-Belsen en deux trains et arrivent à la frontière franco-espagnole les 10 et 13 février 1944.

Apprenant cette nouvelle incroyable, les juifs d'Athènes - qui est maintenant occupée par les Allemands après la chute de Mussolini - se croient eux aussi sauvés. Leur joie est de courte durée : plusieurs centaines d'entre eux sont arrêtés le 25 mars. Romero Radigales obtient des Allemands l'assurance que parmi eux 153 juifs espagnols de Salonique qui s'étaient réfugiés dans la capitale seront transportés eux aussi à la frontière franco-espagnole. En réalité, ils se retrouvent à Bergen-Belsen, moins malheureux toutefois que leurs compagnons non espagnols qui finiront, eux, à Auschwitz. Les 153 devront à leur tour être récupérés par Madrid, mais pas avant que les 365 aient quitté l'Espagne pour le Maroc.

Le débarquement allié du 6 juin 1944 en Normandie rendit évidemment impossible le transfert des 153 vers l'Espagne. Ils furent finalement embarqués avec les autres déportés dans un train errant à travers l'Allemagne et libérés par l'armée américaine le 13 avril 1945.

La communauté séfarade de Salonique ne compte plus aujourd'hui qu'un millier de personnes. Le SS Wisliceny a presque réuni son « chef-d'œuvre » : Salonique « nettoyée des juifs » (judenrein).

JEAN HOUDART

(1) Brünner reviendra en France et dirigera le camp de Drancy.

(2) La population juive de Grèce à la veille de la guerre était de quelque 80 000 personnes. Les Allemands en ont déporté 57 000 ; il y a eu un peu moins de 2 000 rapatriés. De leur côté, les Bulgares ont déporté 5000 juifs des régions grecques qu'ils occupaient ; tous ont été exterminés.

(3) Le consul général à Athènes communiquait avec Madrid, via Berlin.

Bibliographie. - Michael Molho et Joseph Neuma, *In Memoriam, Salonique, 1973* ; Antonio Marguina et Gloria Ines Ospina, *Exilios y los judíos en el siglo XX*, Espasa Calpe, Madrid, 1987 ; Haim Vidal Septhia, *L'agonie des Juifs séfarades*, Editions Entente, Paris, 1991 (3^e édition) ; Edgar Morin, *Vidal et les siens*, Seuil, Paris, 1989.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS AVRIL 1992

LA DEUXIÈME YUGOSLAVIE

Le 29 novembre 1945, Tito proclame la création de la République populaire de Yougoslavie. Il passe pour le plus dur des chefs d'Etat d'Europe orientale. Mais en juin 1948, coup de tonnerre, Tito est condamné par Staline. Pour survivre et se concilier de nouveaux appuis, il va mettre en place les ingrédients du titisme : fédéralisme et socialisme autogestionnaire à l'intérieur, non-alignement sur les Super-Grands à l'extérieur. Face à la condamnation du Kominform, les dirigeants yougoslaves font bloc un certain temps, puis les crises et les affaires se succèdent. En 1980, à la mort du maréchal-président, la construction tient... jusqu'à la proclamation des indépendances slovène et croate et à la guerre civile en 1991. La deuxième Yougoslavie est enterrée le 15 janvier 1992, lorsqu'un certain nombre d'Etats reconnaissent l'indépendance de la Croatie.

Et aussi, dans ce numéro, « Les clés de l'info ». Au sommaire : l'Exposition universelle de Séville, le Haut-Karabakh, les lois de 1982, la session parlementaire, la bioéthique...

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 10 F

NOUVEAUTÉ

NANCY 1900

Rayonnement de l'Art Nouveau



304 pages 150 illustr. 290 F
tirage de tête limité à 690 ex. num.
papier vergé, coffret reliure 1390 F
65 planches couleur collées à la main

G. KLOPP

82 88 56 18 BP 66
57102 THIONVILLE

ÉTRANGER

Italie : jeux de hasard à Palerme

La Sicile est le grenier à voix de la Démocratie chrétienne. Mais les élections générales des 5 et 6 avril s'annoncent incertaines, et la mafia, comme toujours, joue dans les coulisses...

PALERME

de notre envoyée spéciale

Sur les murs de Palerme, déchirés par le vent, les faire-part de décès affichés par la Démocratie chrétienne achèvent de devenir illisibles. Après la chasse à l'homme, la classe aux voix : près de trois semaines après l'assassinat en pleine ville, le 12 mars, du député européen Salvo Lima, le « pro-consul » sicilien du président du Conseil, M. Giulio Andreotti, l'heure des comptes est venue avec la fin de la campagne électorale. A qui iront les cent mille à cent cinquante mille votes dont Lima, selon certaines estimations, détenait la clef ? Et combien en contrôle, elle-même, la mafia qui aurait signé cet assassinat dont les causes exactes et les implications apparaissent aux « mystères siciliens », comme le dit M. Bettino Craxi ? Ce n'est d'ailleurs sans doute pas un hasard si le secrétaire du Parti socialiste est venu tenir son meeting de clôture à Palerme, chef-lieu de la Sicile, capitale de la mafia, mais aussi dernier bastion de la coalition sortante : une Démocratie chrétienne omnipotente encore, mais fragilisée dans le nord par la défection des Lignes, et un PSI largement délégitimé qui espère reprendre souffle ici, quitte à renouer sur l'électorat de son partenaire. Arithmétique à la sicilienne, autre mystère.

L'intouchable et le « guépard »

Traditionnellement l'île est le grenier à voix de la Démocratie chrétienne : elle recueille 43 % de suffrages au premier tour, 10 % net de son électorat national. Grâce à Lima, l'homme charnière, l'homme de certains équilibres qu'il valait mieux, disent ses adversaires, ne pas regarder de trop près. M. Giulio Andreotti avait réussi à implanter

son propre courant. A qui profite sa mort ? et qui visait-on ? Palerme bruisse de spéculations les plus diverses. Écoutons un expert et non des moindres, M. Giuseppe Ayala, aujourd'hui tête de liste d'un Parti républicain qui se repoint de ses vieilles alliances gouvernementales et prône « l'arrivée au pouvoir des gens honnêtes et des techniciens ». Car M. Ayala, c'est surtout l'ancien procureur général du maxi-procès de 1987 qui aligna dans le tribunal-bunker de la prison de l'Ucciardone le gotha du crime organisé : « Je trouve bien optimistes les explications du ministère de l'Intérieur qui considère que l'assassinat de Lima est une réaction à l'intensification de la lutte contre la mafia. Celle-ci n'a jamais frappé que de manière « préventive », comme le préfet Dalla Chiesa, tué en septembre 1982 au bout de cent jours [de service] avant même d'avoir mis en place son programme. Enfin deuxième règle, le « message » est toujours adressé à quelqu'un qui n'est pas sur l'île. »

Voilà-t-on à intimider le président du Conseil ? Le pouvoir tout entier ? Comme le dit encore le juge Ayala : « En Sicile où le clientélisme fleurit sur l'état d'assistance chronique, la mafia est en train de changer et n'entend plus se laisser manipuler par la politique mais au contraire la manipuler. Jusqu'à présent, elle n'avait rompu la trêve des élections, c'est un signe très préoccupant. Lima a été le protagoniste et la victime de ce système. »

Qui sera l'étoile montante de la politique sicilienne ? L'héritage de Lima, « l'intouchable » devant qui on se levait dans les bars, est à prendre. Les paris sont ouverts, les exécutés intarissables mais discrets. « La DC, ici moins qu'ailleurs, a une idéologie, on vote par « appartenance » dit l'un d'eux. « Le courant andréottien pourrait bien être sur le déclin. Au profit d'une certaine aile gauche de la DC. Celle de M. Sergio Mattarella, tête de liste pour la Chambre, et frère de Piersanti Mattarella, le président de la région

assassiné il y a douze ans ? Ou plutôt celle de M. Calogero Mannino, ministre du Mezzogiorno et numéro deux du parti à Palerme, en quête d'une plus grande stature romaine ? A moins que ce vent électoral qui semble tourner, délaissant un peu une Démocratie chrétienne trop divisée ne vienne cette fois grossir d'une façon insoupçonnée le carrousel du PSI ? On dit que le vieux Gammella, « le guépard » de Sicile, poussé hors de son parti (le Parti républicain) en raison de ses « mauvaises fréquentations » « routes » ouvertement pour les socialistes, secrètement heureux peut-être, mais bien embarrassés par cet appui empoisonné. On dit aussi que dans les quartiers de Brancaccio et de Ciaculli, les petits « capi » consensuels depuis peu de votes PSI. On dit, en d'autres termes, que la mafia fournit le joker.

Crucifix et voitures blindées

Cette année, la « Rete » (le réseau) de M. Leoluca Orlando, l'ancien maire de la ville, a justement décidé de fuser le jeu : avec 26 % des suffrages aux régionales l'année dernière à Palerme, c'est déjà un partenaire avec qui il faut compter. Ancien membre de la Démocratie chrétienne, M. Orlando a quitté son parti et du même coup la mairie pour protester justement contre certains agissements des politiques locaux. A présent, pour son mouvement, un seul programme : lutter contre « la piovra ». Une force, la jeunesse, catholique souvent et désireuse d'en finir avec ce mal qui depuis le début de l'année a fait cent morts dans l'île. Avec des endroits comme dit M. Giuseppe Ayala « où l'état n'arrive toujours pas ». A Porto Empedocle près d'Agrigento, par exemple, et surtout à Cefalà, la ville far-west de la côte

sud. Là encore, ce n'est pas un hasard si sur la liste le numéro deux, est un avocat, M. Alfredo Galasso, celui justement de la partie civile au maxi-procès. « La mafia a tout gangréné ici. Les jeunes ne peuvent plus trouver un emploi, les vieux obtiennent une retraite, les autres un contrat. Ce qui était du ressort du jeu abstrait de la politique est entré au quotidien par la mafia : c'est elle qui gère le marché du travail. L'état part en morceaux, explique l'avocat. Nous voulons reconstruire l'envie et le goût de faire de la politique... »

La « Rete » tient meeting face à la prison, dans une maison religieuse. Fin de campagne à la sicilienne : climat lourd, salle comble, crucifix, gardes du corps et voitures blindées. Le visage épaissi par la fatigue, M. Leoluca Orlando, charismatique leader de la Rete, a fini de parler. « Je n'ai pas peur : si nous gagnons, vous aurez enfin justice », lance-t-il une dernière fois à la foule qui s'écoule. Dans la bousculade du grand hall, le débat inévitable reprend. Parmi les orateurs, un autre candidat du mouvement, l'inspecteur Carmine Mancuso, un des as de l'anti-mafia, en disponibilité spéciale pour les élections où il se présente au Sénat. Carmine a perdu son père, le maréchal de police Lino Mancuso, assassiné lui aussi par la « piovra » : « La mafia ce n'est pas seulement un « capo » (chef) comme Michele Greco. C'est toute une organisation. Elle est partout, elle a envahi les institutions et les partis. Et là, comment s'y prendre ? Une conclusion que beaucoup semblent partager. « Nous n'avons pas fini », avait ironisé le juge Ayala, d'exporter nos oranges, nos citrons et nos « repentis » vers les États-Unis... »

MARIE-CLAUDE DECAMPS

ALBANIE : après la victoire de l'opposition aux élections

Le président Ramiz Alia a annoncé sa démission

« J'ai décidé de présenter ma démission. Il y a un an, j'ai accepté cette fonction pour le bien de la patrie, l'unité de la nation et la consolidation de la démocratie. Ce sont les mêmes raisons qui me poussent aujourd'hui à abandonner ma charge », a déclaré, vendredi 3 avril, le président albanais, M. Ramiz Alia, au cours d'une émission spéciale de Radio-Tirana. Son parti, le Parti socialiste (ex-communiste), avait été largement battu aux élections du 22 mars. M. Sali Berisha, le leader de la principale force de l'opposition, le Parti démocratique, devrait, en toute logique, devenir le prochain président de la République. - (AFP.)

« Un communiste, tout simplement... »

« L'Albanie restera toujours forte et toujours rouge. » Le 15 avril 1985 - il y a un siècle ! - le nouveau leader albanais, M. Ramiz Alia, prononçait ces fortes paroles devant une foule proche de l'hystérie venue assister aux obsèques d'Enver Hoxha, « le dirigeant bien aimé et glorieux », qui avait dirigé l'Albanie depuis 1943. Le nouveau président promet de continuer la résistance de son prédécesseur face aux « ennemis extérieurs et intérieurs, aux complots des révisionnistes titistes, aux pressions des krouchtchéviens, aux perfidies des révisionnistes chinois, aux instigateurs de la guerre froide, ainsi qu'à la trahison opportuniste au sein du mouvement communiste international ». Bigre... Le vocabulaire, pour le moins, ne changeait pas.

Pourquoi aurait-il changé ? Le successeur d'Enver Hoxha n'était-il pas le pur produit de l'appareil communiste albanais ? Né en 1925 dans le nord du pays, M. Ramiz Alia suit parfaitement le cursus de l'appareil : secrétaire des Jeunes communistes, colonel de l'Armée de libération (il a dix-neuf ans), membre du comité central, ministre de la culture, membre du bureau politique...

Cet homme sans charisme, qui était loin d'avoir la séduction ambiguë de son prédécesseur, est considéré comme l'idéologue en chef du parti. Tout naturellement, il est élu à l'unanimité - président du Parti du travail - deux jours seulement après la disparition de son maître.

La crise des ambassades

Alors que le vent du changement commence à souffler sur l'Union soviétique et l'Europe de l'Est, l'Albanie reste immobile, ses dirigeants semblant investis de la tâche de veiller sur le dernier bastion du socialisme scientifique. En janvier 1990 - M. Gorbatchev est au pouvoir depuis déjà cinq ans et toutes les autres dictatures communistes européennes vacillent ou sont déjà tombées - M. Ramiz Alia jure ses grands dieux : « Nous ne permettrons jamais l'affaiblissement de la propriété socialiste commune. » Et puis, encore : « Nous ne partagerons jamais le pouvoir avec d'autres forces antipopulaires (...) nous ne renoncerons jamais au rôle dirigeant de notre parti au nom d'un soi-disant pluralisme. »

Pourtant, quelques signes - timides - d'ouverture se manifestent. Ainsi, en 1988, le régime « tolère » que les Albanais, coupés de toute influence extérieure, puissent capter les chaînes de télévision étrangères. Le 8 mai 1990, le premier ministre annonce que son pays souhaite participer aux travaux de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Mais c'est la crise des ambassades, en juillet 1990, qui va porter

les premiers coups au régime. Le monde découvre ces milliers de personnes, hâves et désespérées, se précipitant vers les ambassades étrangères de Tirana avec l'idée de quitter coûte que coûte leur pays. M. Ramiz Alia - réflexes obligés - dénonce « les ingérences étrangères et l'action destructrice des forces antidémocratiques ». 26 octobre 1990, nouvelle alerte : l'écrivain albanais Ismail Kadare demande l'asile politique en France. « Les promesses de démocratisation sont mortes », déclare-t-il. Pourtant, de nouvelles mesures de libéralisation sont prises, autorisant notamment la réouverture des lieux de culte.

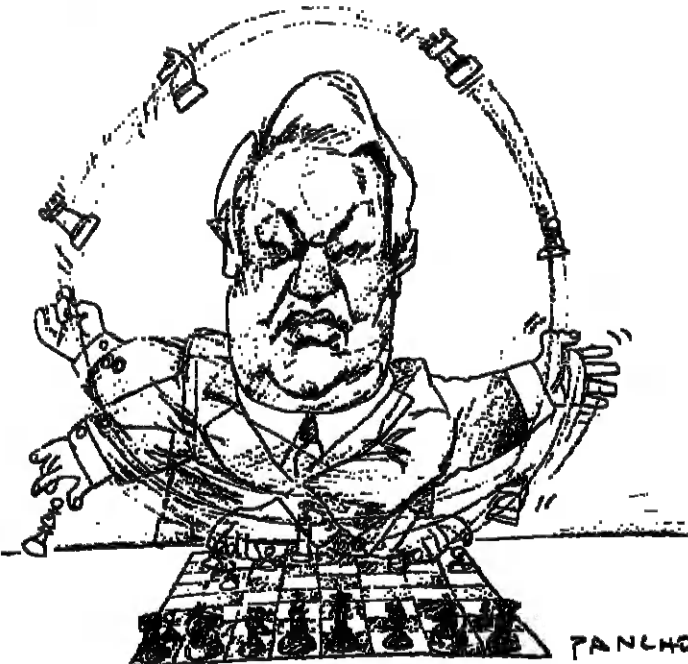
Début novembre, les étudiants manifestent sur le campus de Tirana. Si M. Ramiz Alia accepte de rencontrer leurs représentants, il oppose une fin de non-recevoir à l'une de leurs principales revendications : l'instauration du multipartisme. Il tente bien de luyouer en proposant le pluralisme... à l'intérieur du parti unique, mais les choses se précipitent, et le 13 décembre, après de nouvelles manifestations, il est obligé d'accepter la création d'un premier parti d'opposition en Albanie depuis 1943 : c'est le Parti démocratique, dirigé par l'homme qui, aujourd'hui, est en passe de lui succéder, le docteur Sali Berisha.

M. Ramiz Alia rate alors la chance historique d'être le moteur, ou du moins l'arbitre, de cette transition démocratique. Si l'opposition, dans un premier temps, accepte de lui voir jouer ce rôle, elle déchant vite : M. Ramiz Alia reste bien chef du Parti communiste. Aux élections de mars 1991, il est certes battu, dans sa propre circonscription de Tirana, mais son parti triomphe au plan national. M. Ramiz Alia va tenter alors de former un gouvernement de coalition. L'expérience est éphémère, les responsables du Parti démocratique estimant impossible la collaboration avec les « socialistes ». Les élections du 22 mars dernier portent le coup de grâce à l'ancien dictateur : l'ex-Parti communiste, même rebaptisé, est en déroute. L'Albanie communiste a vécu, le « pays des sigles » sort de son grand hiver, meurtri par cinquante ans d'une des dictatures les plus extravagantes de l'Histoire.

Aujourd'hui, M. Ramiz Alia s'en va. Évidemment, certes. Mais l'Histoire retiendra d'abord qu'il aura été le complice, même passif, de l'emprisonnement de tout un peuple. Jugement, en forme d'épithète, d'Ismail Kadare : « Il aurait pu être un héros de l'Albanie, mais ce n'était pas un vrai homme d'État. Il a eu toutes les chances de pouvoir réformer le pays. Il ne l'a pas fait. Tout simplement, parce qu'il était, avant tout, un communiste. »

JOSÉ-ALAIN FRALON

Russie : le va-et-vient de M. Bourboulis



Suite de la première page

Et M. Bourboulis reste pour sa part secrétaire d'Etat et en profite pour élargir des attributions déjà considérables : il est chargé de « la mise au point de la réalisation de la conception politique des réformes », des problèmes de « politique intérieure et extérieure de la Fédération de Russie », des relations avec les partis et de « la politique des cadres », délicate expression héritée des belles années du stalinisme. M. Bourboulis a lui-même expliqué qu'il était appelé à superviser les ministères des affaires étrangères et de l'Intérieur, mais aussi le nouveau rôle (au moment où le nouveau KGB russe semble en train de se refaire une santé) et de la défense, sans oublier les renseignements extérieurs. Qui dit mieux, pour un homme qui n'est plus au gouvernement, mais qui s'occuperait en gros de tout sauf de l'économie, reste l'usage de M. Gaïdar ?

Jusqu'à présent, dans ce gouvernement dont le chef nominal est Boris Eltsine lui-même, l'ex-professeur de philosophie marxiste de Sverdlovsk donnait l'impression d'exercer les fonctions de premier ministre, et plus encore de « tête

pensante ». Radical - c'est-à-dire résolument réformateur - mais aussi très marqué par l'ancien système, notamment dans sa conception du rôle de la presse, il a selon toute apparence joué un rôle majeur dans le « complot » de Minsk qui, début décembre, a mis M. Gorbatchev devant le fait accompli de la dissolution de facto de l'URSS. Ne laissant personne douter de sa détermination et de l'étendue de ses pouvoirs, ce grand travailleur aux yeux perçants, à la voix aigüe et aux propos sentencieux, concentrait tout naturellement sur sa personne bien des inimitiés. L'écarter du gouvernement tout en confortant son rôle de secrétaire d'Etat peut donc passer pour une habile manœuvre, s'ajoutant aux précédentes. Mais n'est-ce pas prendre les députés pour plus naïfs qu'ils ne sont ?

Ces savants mouvements d'avant Congrès semblent en tout cas avoir été largement improvisés : à en croire M. Alexandre Chokhine, vice-premier ministre chargé du travail et de l'emploi, c'est lui qui aurait émis, jeudi matin, l'idée de mettre à M. Gaïdar de se décharger de ses obligations de ministre des finances, et des Papiers-midi, le décret était signé par M. Eltsine...

Les préparatifs de ce Congrès, qui pourrait en fin de compte s'avérer moins redoutable qu'on ne fait semblant de le croire tant la confusion est générale, se sont poursuivis sur d'autres fronts. Ainsi, les retraites ont été sensiblement augmentées, passant de 342 à 800 roubles (le gouvernement propose 650 roubles, le Parlement a comme on pouvait s'y attendre, renchérit). Cela soulagera un peu la condition humiliante où se trouvent la plupart des retraités, en attendant que cette allocation de subsistance soit à son tour mangée par l'inflation. Vendredi, plusieurs milliers d'invalides ont manifesté à Moscou pour attirer l'attention du pouvoir sur leur sort.

La flotte de la mer Noire

On s'efforce donc d'apaiser un peu le mécontentement social, mais on ne oublie pas non plus de cultiver la fibre patriotique, autre moyen d'expression désormais classique d'une population frustrée. C'est en tout cas de cette manière que les *Levestia* expliquent la vigoureuse déclaration de Boris Eltsine menaçant de faire passer « sous juridiction russe la flotte de la mer Noire. Deux jours plus tôt, c'est le président ukrainien, Leonid Kravtchouk, qui avait lancé un appel aux marins et aux officiers de cette flotte et dénoncé les prétentions des « armées » et du commandement des forces armées ukrainiennes. Entre-temps, l'amiral Tchernavine, qui est justement le commandant de l'ensemble de la flotte ex-soviétique, s'était rendu à Sebastopol, bientôt rejoint par le vice-président Alexandre Rousskov, toujours là lorsqu'il s'agit de défendre les couleurs de la Russie. Bref, on part et d'autre la nécessité absolue de négocier.

Préparatifs toujours, encore plus immédiats ceux-là : diverses manifestations étaient prévues pour dimanche à Moscou, les communistes abandonnant pour une fois la place du Mange aux chrétiens-démocrates qui appellent à se rassembler sur un thème familier : « Non au démantèlement de l'armée, non au démantèlement du pays. » Les communistes eux-mêmes se retrouvent autour de la statue de Maïkovski pour dénoncer le projet de nouvelle Constitution, et divers autres groupes comptent également se faire entendre. Tout cela ne serait que routine, si M. Boris Eltsine ne s'était lui aussi mis en tête de marquer ce dimanche d'avant Congrès par une vaste « assemblée des citoyens », réunie dans un cinéma, et au cours de laquelle il devait pren-

dre la parole. Sont invités, en plus des députés, les présidents de toutes les Républiques de Russie et aussi les délégués personnels de M. Eltsine dans les provinces, ainsi que les représentants de nombreux mouvements politiques. Le procédé est nouveau, mais l'idée est ancienne : il s'agit, comme le réclame depuis des mois M. Eltsine, de constituer le fondement d'un « bloc » de soutien au président. Un président qui en a certes besoin, mais ne sera personnellement guère menacé tant qu'il pourra continuer à donner l'impression de rester au-dessus de la mêlée générale.

JAN KRAUZE

■ Nomination de deux premiers vice-ministres de la défense. Le président Eltsine a nommé par décret vendredi 3 avril deux premiers vice-ministres de la défense, le général Pavel Gratchev et un civil, M. André Kokochine, membre de l'Académie des sciences. - (Icar-Tass.)

■ UKRAINE : visite privée de M. Kravtchouk à Bonn. Le président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, s'est entretenu vendredi 3 avril avec le chancelier allemand Helmut Kohl au cours d'une « visite privée » à Bonn. - (Icar-Tass.)

Nouvelles violations du cessez-le-feu

Les combats s'intensifient en Bosnie et en Croatie

Dix-neuf personnes au moins ont été tuées et plus de 40 ont été blessées dans de violents combats en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, vendredi 3 avril, à la veille de l'arrivée des premiers « casques bleus » de l'ONU. Des responsables de l'hôpital d'Osijek, dans le nord-est de la Croatie, ont déclaré que 12 personnes avaient trouvé la mort et que 28 avaient été blessées lors d'une attaque au cours de laquelle l'hôpital lui-même a été touché.

Selon la police de Valpovo, à 30 km à l'ouest, 5 personnes ont été tuées et 10 autres blessées lors d'une attaque séparée. La télévision de Belgrade a par ailleurs fait état de deux morts à la frontière avec la Bosnie. Des bombardements ont été signalés à Pakrac, à 80 km à l'est de Zagreb.

Ces violences surviennent à la veille de l'arrivée du premier contingent des 14 000 hommes de la Force

de protection des Nations unies (FORPRONU), qui doivent tenter de mettre fin aux combats qui ont débuté après la déclaration d'indépendance de la Croatie, il y a neuf mois. Les 1200 soldats français qui devaient arriver, samedi, seront basés dans la capitale bosniaque, Sarajevo, mais le plan de l'ONU ne prévoit pas leur déploiement en Bosnie. Toutefois, les dirigeants ont réclamé une aide urgente des Nations unies pour ramener le calme et empêcher une guerre civile. Le président bosniaque, M. Alija Izetbegovic, a adressé une lettre au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Chali, pour demander « le déploiement urgent de milliers et d'observateurs de l'ONU dans les zones de crise », rapporte de Belgrade l'agence de presse Tanjug.

La télévision de Belgrade a déclaré que deux personnes avaient été tuées vendredi dans la ville de

Bosanski Brod - où l'on a compté 30 morts la semaine dernière. Selon la radio croate, la raffinerie de pétrole locale a pris feu, vendredi soir, lors d'une attaque d'artillerie.

Des médias locaux ont fait état de nombreux autres morts en Bosnie, mais il n'y a pas eu de confirmation officielle. La télévision de Belgrade rapporte par ailleurs des accrochages sporadiques dans la soirée dans la ville bosniaque de Bijeljina. Celle-ci serait sous contrôle « de volontaires serbes et des forces locales », selon Tanjug.

Les dirigeants politiques et militaires bosniaques ont tenu une réunion d'urgence à Sarajevo et ont lancé un appel au calme. De son côté, la présidence yougoslave - réduite à la Serbie et à ses alliés - a également appelé à la retenue, tout en attribuant la responsabilité des tueries aux Croates. - (Reuters.)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : la primaire démocrate de New-York

M. Bill Clinton et M. Jerry Brown se disputent les électors juif et noir

Des primaires républicaines et démocrates ont lieu le mardi 7 avril dans le Wisconsin et l'État de New-York. La surprise pourrait venir de M. Jerry Brown. L'ancien gouverneur de Californie pourrait mettre en difficulté M. Bill Clinton, jusqu'ici favori du camp démocrate dans la course à la Maison Blanche.

WASHINGTON
de notre correspondant

C'est une bataille bien new-yorkaise : à l'approche des primaires du mardi 7 avril, les deux candidats à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de novembre, MM. Bill Clinton et Jerry Brown, se disputent les électeurs juif et noir des bords de l'Hudson. Avec un résultat pour le moins inattendu : une critique commune de la politique du président George Bush au Proche-Orient.

A plusieurs reprises, devant les représentants des communautés juives de New-York, un des bastions traditionnels de l'électorat démocrate, M. Clinton a dénoncé le comportement de l'administration Bush envers Israël. Dans la critique, le gouverneur de l'Arkansas est allé plus loin que la plupart des autres dirigeants du Parti démocrate. Il n'a pas hésité à déclarer que les prises de position

de M. Bush et de son secrétaire d'État, M. James Baker, dans l'affaire des garanties bancaires et des colonies de peuplement, « avaient érodé (aux États-Unis) le tabou de l'antisémitisme ». Le chef de file des démocrates dans la course à la présidence a rejeté le « lien » établi par l'administration entre l'attribution d'une nouvelle aide américaine à Israël et l'arrêt de la colonisation des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza.

Depuis plusieurs mois, le gouvernement américain se refuse à accorder sa garantie à des prêts bancaires - d'un montant de 10 milliards de dollars - que l'État hébreu veut contracter pour accueillir la vague d'immigrants venus de l'ex-URSS. MM. Bush et Baker ont assuré qu'ils n'y consentaient qu'à la condition qu'Israël gèle la colonisation dans les territoires - ce à quoi le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, se refuse catégoriquement. Qu'il s'agisse de ceux qui se sont déjà retirés, comme MM. Tom Harkin et Paul Tsongas, ou de MM. Clinton et Brown, toujours dans la course, tous les postulants démocrates à l'investiture ont affirmé qu'ils accorderaient sans condition la garantie qu'Israël sollicite, quitte à devoir fermer les yeux sur la poursuite des implantations en Cisjordanie et à Gaza.

En politique étrangère, c'est le seul point sur lequel les options défendues par M. Clinton diffèrent

sensiblement de celles de l'administration républicaine. M. Clinton n'a pas expliqué comment il maintiendrait à la table de négociation des Palestiniens qui n'entendent plus y siéger si les États-Unis devaient apporter leur aide financière à la colonisation.

Prudent
occidentisme

Répondant au gouverneur de l'Arkansas, M. Baker, ton plus irrité qu'à l'accoutumée, a observé cette semaine : « Rien ne nous est plus répugnant, à moi comme au président Bush, que l'intolérance, le racisme, l'antisémitisme ou toute autre forme de fanatisme ». Il y a quelques semaines, l'ancien maire de New York, M. Ed Koch, avait, dans sa chronique du *New York Post*, accusé M. Baker d'avoir, lors

d'une réunion à la Maison Blanche, rejeté avec grossièreté les critiques qui lui étaient adressées par les communautés juives : « Qu'ils aillent se faire f... », ils ne votent pas pour nous », aurait dit le secrétaire d'État. M. Baker a constamment démenti avoir tenu de pareils propos.

Talonnant M. Clinton dans les sondages, l'ancien gouverneur de Californie, M. Jerry Brown, a concentré ses efforts sur les Noirs, qui représentent un électeur démocrate sur quatre à New-York. Il bénéficie du soutien d'une des personnalités les plus influentes de la communauté noire, le pasteur Jesse Jackson. Tout en assurant qu'aucun des postulants démocrates n'a sa préférence, M. Jackson n'en est pas moins très fréquemment aux côtés de M. Brown, lequel a présenté ouvertement le pasteur noir comme son candidat à la vice-présidence. Mal en prise à l'ancien gouverneur de Californie : il s'est attiré les foudres d'une partie des juifs new-yorkais qui reprochent à M. Jackson d'avoir en à leur égard des propos insultants lors de la campagne de 1988 et de défendre une politique anti-israélienne.

M. Brown, qui sollicite aussi les suffrages de la communauté juive, s'est réfugié dans un prudent occultisme : « Si nous ne pouvons réconcilier les juifs et les noirs, alors nous devons nous entre-déchirer ». Même un fervent adepte du yoga, comme l'est M. Brown, peut avoir des difficultés à captiver simultanément à New-York deux des bastions de l'électorat démocrate.

ALAIN FRACHON

CUBA
M. Fidel Castro
et le « scandale »
de TV Marti

M. Fidel Castro a déclaré, vendredi 3 avril, que l'augmentation du nombre d'heures de diffusion de TV Marti, la chaîne d'information anticastriste en espagnol basée à Washington, était « scandaleuse ». Selon le Lider maximo, il s'agit d'un acte extrêmement agressif et perfide qui nous oblige à utiliser notre précieux carburant pendant toutes ces heures. Les émissions de TV Marti sont, en effet, brouillées à Cuba par des signaux produits par un appareil de conception soviétique fonctionnant au fuel.

Le fonctionnement de TV Marti est payé par la contribution américaine en vertu d'une loi du Congrès. M. Castro estime que la chaîne est « une station subversive créée et financée par le gouvernement américain » et a manifesté sa colère après que TV Marti eut pour la première fois, mercredi et jeudi, émis dans l'après-midi.

HAÏTI : en visite privée à Paris

Le Père Aristide a été reçu par M. Mitterrand

Le président haïtien en exil, le Père Jean-Bertrand Aristide, a eu, vendredi 3 avril, un entretien d'une demi-heure avec M. François Mitterrand. Le président de la République a promis à son hôte de reprendre contact avec les Nations unies, les États-Unis et le Venezuela, afin de relancer les efforts visant à permettre le retour de la démocratie en Haïti ainsi que celui du président élu, M. Mitterrand a affirmé au Père Aristide que le soutien de la France lui demeurerait acquis.

Ce dernier s'est prononcé pour le maintien des pressions internationales sur son pays. « Plus la com-

munaute internationale exerce de pressions sur ceux qui s'opposent au retour de la démocratie, plus la date du retour se rapproche », a-t-il dit. Le Père Aristide a également été reçu par M. Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères, et M. Marcel Debarge, ministre délégué chargé de la coopération et du développement, dont c'était le premier rendez-vous officiel dans ses nouvelles fonctions. Le Père Aristide effectuera une visite privée d'une semaine en France, et réside habituellement à Caracas, au Venezuela, où il s'est exilé depuis le coup d'État militaire du 30 septembre dernier.

LOIN DES CAPITALES

Les croupiers Pequots du « Bois-aux-Renards »

LEDYARD (CONNECTICUT)
de notre envoyé spécial

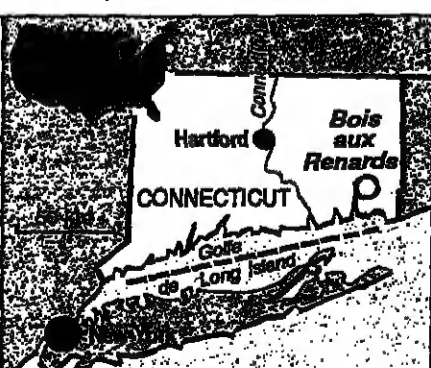
« BIENVENUE à Foxwoods ! La nation indienne des Pequots de Mashantucket est fière de vous accueillir sur son territoire. » Depuis son inauguration le 15 février, baignée par le soleil de la tribu, connue sous le nom de Lame Tortue, le casino du « Bois-aux-Renards » ne désemplit pas. Chaque jour, douze mille à quinze mille joueurs de poker, de blackjack, de roulette, de baccarat ou de pai gow, un jeu de dominos très prisé des Asiatiques, répondent à l'invite et vont gérer leur véhicule aborant une plaque minéralogique de Nouvelle-Angleterre devant le premier établissement de la Côte est des États-Unis à avoir été créé sur une réserve indienne.

A l'instar des Séminoles de Floride ou de certaines tribus du Wisconsin, les indiens Pequots de « la terre la plus plantée d'arbres », ou « Mashantucket » ainsi que leurs ancêtres appelaient cette région en langue algonquienne, avaient ouvert en 1986 un jeu de bingo à Foxwoods. Celui-ci reçoit actuellement cinq cent mille joueurs par an, mais le conseil de tribu voulait aller plus loin qu'une simple loterie et s'était prononcé pour la création d'un véritable casino dans cette réserve créée par le gouvernement fédéral pour abriter les descendants des derniers Indiens à avoir pu échapper aux épidémies, puis aux massacres perpétrés par les colons britanniques lors de la sanglante guerre des Pequots, en 1637.

Pour avoir une idée de l'intérêt mais aussi des dangers d'une opération qui allait, à la fois, bouleverser la vie locale et fournir d'importants revenus aux quelque deux cent cinquante membres de sa petite communauté, le chef de tribu s'est rendu dans de nombreux casinos aux États-Unis, rapporte M. Terry Bell, son porte-parole. Ce chef indien a naturellement les installations de Las Vegas (Nevada) et d'Atlantic-City (New-Jersey), mais aussi les premiers établissements de jeux installés dans certaines réserves indiennes de Californie ou du Colorado.

La principale difficulté a été surtout de pas-

ser outre l'opposition du gouverneur de l'État du Connecticut, M. Lowell Wiercker, et de gagner la longue bataille de procédure engagée dès mars 1989 auprès des autorités locales, puis de Washington, pour obtenir l'application de l'Indian Gaming Regulatory Act, voté quelques mois plus tôt par le Congrès et qui autorise certaines activités de jeux dans les réserves, pour peu qu'elles soient conformes aux règles instituées dans chacun des États où s'exerce cette activité. La Cour suprême des États-Unis a finalement donné son feu vert en avril 1991, et les indiens Pequots de Mashantucket se sont mis



en quête des 80 millions de dollars nécessaires pour agrandir le Bingo Hall et installer des tables de jeu, les machines à sous restant interdites conformément à la loi du Connecticut.

Plus de deux mille
employés

Une centaine de banques américaines ayant été pressenties en vain, c'est finalement un groupe familial de Malaisie qui a accepté de prendre le risque financier et de payer les deux mille trois cent cinquante employés, dont une soixantaine seulement appartenant à la tribu, les autres provenant des villes et villages alentour, frappés par la récession, la majorité des croupiers ayant fait leurs classes à Atlantic-City. « Nous prévoyons d'emba-

cher deux cents personnes de plus au cours des prochaines semaines et autant par la suite », assure M. John Glassey, le directeur de la communication de Foxwoods, le nom du lieu-dit transformé en raison sociale d'une entreprise chargée non seulement d'exploiter le casino mais aussi d'envisager dès à présent la construction de deux hôtels sur la réserve des Indiens Pequots.

Le très ancien « Peuple des renards » s'est déjà joué son âme à la roulette, sacrifiant son identité au dieu dollar et à la middle-class tentée par ses tapis verts ? Dans un premier temps, la tribu s'est efforcée de limiter les dégâts. D'une sobriété extrême, le casino n'a rien du clinquant, des faux ors et des néons multicolores de Las Vegas et d'Atlantic-City. Le vert et le blanc, couleurs fétiches des Pequots, sont les seules utilisées à l'intérieur du bâtiment, privé des incessantes sonneries des slot machines. De vastes baies vitrées - un sacrifice dans un établissement de jeu - s'ouvrent sur les 1 800 acres de la réserve sur laquelle devrait être édifié bientôt un centre consacré à l'histoire de la tribu, le Native American Living Museum.

De même, ainsi que l'atteste le Gaming Department de Hartford, chargé des activités de jeu dans le Connecticut, cet État ne prélève aucun revenu sur les recettes du casino, hormis les taxes sur les ventes d'alcools et de produits vendus à la boutique de souvenirs. Les quelque 80 millions de dollars de recettes brutes annuelles tomberont tout droit dans les caisses de la tribu, qui a déjà prévu de les investir dans le logement, l'éducation et la santé de ses habitants. Un moyen de recouvrer une relative indépendance financière et de ne plus avoir à compter sur les seuls subsides versés par le département fédéral des affaires indiennes aux 1,8 million d'indiens vivant actuellement aux États-Unis. Dont la moitié restent perchés dans des réserves trop souvent synonymes de pauvreté, d'alcoolisme et de chômage endémique.

SERGE MARTI

PROCHE-ORIENT

LIBYE

Le colonel Kadhafi « rejette » la résolution du Conseil de sécurité prévoyant des sanctions

Le colonel Mouammar Kadhafi a déclaré, samedi 4 avril, qu'il « rejette » la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU prévoyant des sanctions contre la Libye. « La résolution 748 est sans fondement, et pour cela je la rejette », a dit le chef de l'État libyen, ajoutant que ce texte « ne peut pas être appliqué et est nul et non avenue ».

Vendredi, au lendemain de manifestations hostiles contre plusieurs ambassades à Tripoli, les Libyens avaient laissé entendre que les pays occidentaux devaient s'attendre à des représailles s'ils imposent les sanctions votées par le Conseil de sécurité. Diverses réactions ont paru témoigner d'une volonté en haut lieu de brandir des menaces.

L'imam de Tripoli, dans un sermon retransmis vendredi en direct à la télévision, a averti que la vie des diplomates dont les pays ont voté les sanctions était en danger. « Nous demandons la fermeture des ambassades (de ces pays), la nationalisation de leurs sociétés et l'évacuation des ressortissants de ces États », a-t-il dit. Un responsable libyen a souligné qu'il ne fallait pas assimiler ces déclarations à la politique officielle de Tripoli. Des diplomates en poste à Tripoli rapportent pour leur part qu'il n'y a encore aucun plan d'évacuation immédiat des ressortissants étrangers.

Dans une note remise jeudi soir aux diplomates, reçus par le numéro deux du ministère des Affaires étrangères, la Libye déclare que « les intérêts des pays qui ont voté pour les sanctions souffriront ». « Ce qui se produira à cause des sanctions déstabilisera une région où domine un fort sentiment religieux », ajoute la note, citée par un ambassadeur européen. Elle craint, en outre, qu'une campagne anti-libyenne en Occident se transformerait forcément en croisade chrétienne contre les musulmans.

Certains diplomates dans la région soulignent que le colonel Kadhafi considère sans doute cette préventive offensive comme sa seule chance de survie politique. Le numéro un libyen, notent-ils, a tout à perdre en livrant ses agents recherchés par Londres et Washington dans l'affaire de Lockerbie. « Ils viennent des services secrets. C'est d'eux qu'il dépend. Les livrer serait une sorte de suicide », a déclaré un diplomate.

Le calme régnait vendredi à Tripoli où les autorités ont renforcé les mesures de sécurité. Des soldats ont été postés devant les ambassades de France, d'Australie, de Russie, du Venezuela et de Belgique. Le trafic a été interdit dans les rues voisines. (Reuters).

SYRIE

Washington « préoccupé » par la condamnation de défenseurs des droits de l'homme

Mme Margaret Tutwiler, porte-parole du département d'État, a déclaré, vendredi 3 avril, que les États-Unis étaient « préoccupés » par la condamnation en Syrie de défenseurs des droits de l'homme à des peines de plusieurs années de prison.

D'après le Comité des avocats pour les droits de l'homme, basé à New-York, quatorze personnes ont été condamnées à des peines de trois à dix ans de prison lors de procès qui se sont déroulés du

29 février au 7 mars, « en violation de plusieurs conventions internationales ». Elles avaient été arrêtées après la distribution, le 10 décembre dernier, d'un tract du Comité pour la défense des libertés démocratiques qui mettait en doute l'honnêteté de la consultation populaire du 2 décembre qui a reconduit, par 99,98 % des voix, M. Hafez El Assad à la présidence, pour un quatrième mandat de sept ans. (AFP).

□ Déché d'un dirigeant palestinien pro-syrien. - Abdel Mohsen Abou Mayar est déché, vendredi 3 avril à Damas, victime d'une crise cardiaque. Il était membre du commandement du Front du salut national palestinien (FSNP), qui regroupe quatre factions pro-syriennes, hostiles à la politique du chef de l'OLP, M. Yasser Arafat. Ancien porte-parole de la centrale palestinienne, il fut déposé au Conseil national palestinien (CNP, parlement) et du Comité exécutif de l'OLP au cours des années 1970 et jusqu'à 1987. (AFP).

□ Le Conseil de sécurité appelle à la

« modération » dans la bande de Gaza. - Le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné, samedi 4 avril, les violents incidents survenus mercredi à Rafah, dans la bande de Gaza, et qui ont fait au moins quatre morts et plusieurs dizaines de blessés palestiniens. Dans une déclaration lue au nom des quinze membres du Conseil, celui-ci demande « un maximum de modération pour mettre fin à la violence », rappelle à Israël ses obligations vis-à-vis de la quatrième convention de Genève, relative à la protection des populations civiles dans les territoires occupés militairement. (AFP).

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

M. Mandela souhaite une « force de contrôle internationale »

Le président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, a réclamé, vendredi 3 avril, la constitution d'une « force de contrôle indépendants internationaux » pour mettre fin à la violence qui ravage les ghettos noirs d'Afrique du Sud.

A l'occasion d'une visite à Alexandria, un faubourg de Johannesburg où onze personnes ont été tuées depuis mardi lors d'affrontements entre groupes noirs rivaux, le dirigeant de l'ANC a déclaré que la mise sur pied d'une telle force était le seul moyen de restaurer la paix, face à l'insécurité de la police. M. Mandela a précisé qu'il ferait appel à l'Organisation de l'unité africaine et aux Nations unies.

D'autre part, selon le quotidien tanzanien *Uhuru*, l'ANC a demandé au gouvernement tanzanien de l'aider à convertir sa branche armée en armée conventionnelle. « Nous avons déjà entraîné, dans le passé, des guérilleros de l'ANC. Il n'y a donc rien de nouveau », a expliqué un porte-parole du ministère tanzanien de la défense cité par le quotidien. (AFP, Reuters).

BIRMANIE

L'ONU demande une aide pour les Rohingyas réfugiés au Bangladesh

Le secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des questions humanitaires, M. Jan Eliasson, s'est rendu vendredi 3 avril dans la province d'Araikan, dans l'ouest de la Birmanie. M. Jan Eliasson entendait vérifier les dénonciations d'atrocités commises par les forces armées de Rangoun, qui expliqueraient l'exode de plus de 200 000 musulmans Rohingyas dans le pays voisin.

Cette communauté serait persécutée par le régime militaire birman afin de libérer des terres pour des ruraux appartenant à la majorité bouddhiste. Sans attendre la fin de son enquête, M. Eliasson a lancé un appel à l'aide de la communauté internationale. L'émislaire des Nations unies venait de visiter douze camps accueillant des Rohingyas au Bangladesh. Il a indiqué que sa priorité était d'assurer « le retour volontaire et en sécurité » des réfugiés dans leur pays. (AFP).

ROCHE-ORIENT

Le colonel Kadhaoui rejette la résolution du Conseil de sécurité prévoyant des sanctions

Le colonel Kadhaoui rejette la résolution du Conseil de sécurité prévoyant des sanctions. Le colonel Kadhaoui rejette la résolution du Conseil de sécurité prévoyant des sanctions. Le colonel Kadhaoui rejette la résolution du Conseil de sécurité prévoyant des sanctions.

Le colonel Kadhaoui rejette la résolution du Conseil de sécurité prévoyant des sanctions. Le colonel Kadhaoui rejette la résolution du Conseil de sécurité prévoyant des sanctions. Le colonel Kadhaoui rejette la résolution du Conseil de sécurité prévoyant des sanctions.

Le colonel Kadhaoui rejette la résolution du Conseil de sécurité prévoyant des sanctions. Le colonel Kadhaoui rejette la résolution du Conseil de sécurité prévoyant des sanctions. Le colonel Kadhaoui rejette la résolution du Conseil de sécurité prévoyant des sanctions.

مخبر من الداخل

ASIE

CHINE : après la victoire symbolique de M. Deng Xiaoping

Les conservateurs n'ont pas baissé les bras

La victoire symbolique remportée par M. Deng Xiaoping lors de la session annuelle du Parlement chinois, qui s'est achevée le vendredi 3 avril, a été contestée, le lendemain, dans le *Quotidien du peuple*, par une attaque des conservateurs contre les priorités idéologiques du parti.

PÉKIN

de notre correspondant

Après les succès des réformistes au terme de deux semaines de débats parlementaires révélateurs des discussions de la direction, la guerre des clans manipulés de la coulisse par les gérontes a rebondi dans les heures suivant la clôture de la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire (ANP). Le plus nationaliste des journaux de la presse officielle, le *Quotidien du peuple*, organe du Parti communiste, s'est livré, dans un éditorial, samedi 4 avril, à un geste de défi envers M. Deng Xiaoping.

Feignant de prêter allégeance aux vues du patriarche sur l'urgence des réformes, le journal, tenu par les conservateurs, a omis d'appeler l'attention sur les dérives de la « droite », mais surtout de gauche, une injonction qui venait pourtant

d'être ajoutée par le Parlement dans le rapport du premier ministre, M. Li Peng, qui avait été critiqué tout au long de la session de l'ANP, ouverte le 20 mars, pour avoir « oublié » cette formulation dans sa version initiale.

La logique politique chinoise aurait impérativement voulu que l'éditorial du *Quotidien du peuple* reprenne à son compte ce mot d'ordre, qualité de « crucial », d'autant qu'il correspond aux instructions du bureau politique du parti. Au lieu de quoi, l'organe du PC met en exergue, parmi les réalisations récentes, la campagne contre « le libéralisme bourgeois » - ce qui se comprend comme une critique implicite de M. Deng, rendu coupable de l'occidentalisation résultant de ses initiatives. Par contraste, le *Quotidien de la jeunesse* faisait de la vigilance contre le « gauchisme » un de ses titres de commentaires.

Les résultats de la session ont pourtant traduit un progrès des partisans de l'accélération des réformes regroupés autour de M. Deng. Sur cent cinquante modifications apportées au rapport de M. Li Peng, plusieurs vont dans le sens du patriarcat. Hommage est rendu à ses vues en matière d'introduction du capitalisme : elles correspondent à la « volonté populaire » et doivent être observées « de manière indéfectible pendant cent ans ». M. Deng n'a pu, en revanche, obtenir une révision des

plans, très prudents, de développement pour 1992 ; mais il est admis, dans la nouvelle version du rapport, que « si le travail est effectué de manière satisfaisante cette année, les fondations seront plus solides pour un développement plus rapide » à partir de 1993. Autre pique contre les planificateurs orthodoxes : l'accent est mis sur la nécessité de « continuer à laisser jouer leurs rôles utiles et complémentaires aux secteurs individuel et privé de l'économie ».

Grogne

chez les parlementaires

En plusieurs occasions, vendredi, les députés ont pu s'adonner à l'excès, limité, verrouillé, mais réel, de leurs prérogatives théoriques de législateurs suprêmes. Ce fut le cas lors du vote sur la construction d'un énorme barrage hydroélectrique sur le fleuve Yang-tseu-kiang, au point dit des Trois-Gorges. L'édification de ce mastodonte de génie civil était en discussion depuis quarante ans, son principe avait déjà été repoussé en 1988 par l'Assemblée nationale.

La session, présentée par M. Li Peng, a fait l'objet de vives polémiques tout au long de cette session. Il a même donné lieu, vendredi, à un incident rare. Un député originaire de Taiwan, M. Huang Shunming, qui avait fait défection pour se rendre sur le continent communiste, a tenté en vain d'apostropher le président

pour s'opposer au barrage au nom de considérations écologiques. « Pas de débat ! On vote maintenant ! » a grondé M. Wan Li, président de l'Assemblée. Le député est alors parti, dans une bousculade de photographes et caméraman, à la visible stupeur des dignitaires siégeant à la tribune.

Le vote proprement dit a reflété - plus qu'aucun autre jamais enregistré dans une assemblée, autrefois d'une parfaite docilité - une grogne notable : près du tiers des députés a refusé d'appuyer sur le bouton électrique se trouvant sur le pupitre et relié à l'ordinateur central pour soutenir le projet ; les uns se sont prononcés contre, les autres, plus nombreux, se sont abstenus ; quelques-uns ont même voté « non ».

De même, les votes sur une nouvelle loi concernant les syndicats, un texte sur la non-discrimination à l'égard des femmes, un autre sur les droits des députés, ainsi que le budget pour l'année fiscale en cours ont rencontré des oppositions plus que symboliques, allant jusqu'à 10 % des voix. Mais ce timide regain de parlementarisme, après deux années de glaciation, est moins le signe d'une démocratisation du régime que de l'intensité des querelles de clans.

FRANCIS DERON

CORÉE DU NORD

Le fils de Kim Il-sung qualifié de « chef d'Etat »

TOKYO

de notre correspondant

Pour la première fois, jeudi 2 avril, l'agence de presse de Corée du Nord a qualifié M. Kim Jong-il, fils et successeur désigné du président Kim Il-sung, de « chef de notre parti, de l'Etat et de l'armée ». Cette mention, interprétée par certains observateurs comme un signe supplémentaire du transfert de pouvoir en train de s'opérer à Pyongyang, figure dans le message de félicitations marquant le quatre-vingtième anniversaire du président Kim Il-sung, le 15 avril. Ce texte a été adopté au cours d'une conférence sur l'idéologie officielle « juche » (indépendance et auto-suffisance). « Il n'existe pas de peuple plus fier et plus heureux au monde que les Coréens, qui ont fait avancer la cause révolutionnaire du juche à travers les générations et ont, en la personne du cher camarade Kim Jong-il, un héritier fidèle de l'idéologie et des intentions de son père à la tête de notre parti, de l'Etat et de l'armée », affirme le message.

M. Kim Jong-il, âgé de cinquante ans, assume depuis décembre les fonctions de commandant suprême de l'armée. Il est, par ailleurs, l'un des secrétaires du comité central du Parti du travail (PC). La qualification de « chef de notre parti et de l'Etat » intrigue. Il paraît en effet impossible que M. Kim Jong-il assume les fonctions de chef de l'Etat ou de secrétaire général du parti sans qu'un tel transfert du pouvoir ait été approuvé par l'Assemblée populaire suprême dans le premier cas, par le congrès du parti dans le second. La plupart des observateurs estiment donc que cette mention indique seulement le poids croissant pris par M. Kim Jong-il dans la gestion des affaires.

Ph. P.

Le prédicateur américain Billy Graham à Pyongyang. L'évangéliste nord-américain Billy Graham a participé, vendredi 3 avril, à une réunion de prière à la cathédrale catholique de Pyongyang. Le prédicateur est la première personnalité chrétienne de cette qualité à pouvoir visiter la Corée du Nord depuis l'installation du régime communiste, après la seconde guerre mondiale. M. Graham a transmis un message oral du président Bush au maréchal Kim Il-sung. Sa teneur n'a pas été révélée. (AFP)

AFRIQUE

Tunisie : contre-feux face aux islamistes

Durant le ramadan, le régime du président Ben Ali a confirmé sa volonté de combattre - sur leur terrain - les intégristes, mais il risque de faire leur jeu

TUNIS

de nos envoyés spéciaux

« Si vous faites un pèché, cachez-vous. » En vertu de ce précepte coranique, réinventé par les autorités locales à l'occasion du ramadan, qui vient de s'achever, les tenants des rares cafés à « vocation touristique » du centre de Tunis ont été contraints, de manière inhabituelle, d'aveugler les façades de leurs établissements pour dissimuler, aux yeux du bon peuple, le sacrilège de leurs comptoirs indifférents à la discipline du jeûne.

Il est loin le temps où, au plein mois sacré, l'ancien président Habib Bourguiba, par pure provocation, s'affichait devant les caméras de la télévision, un verre de jus d'orange à la main. Le « Combatant suprême » s'attachait alors à convaincre ses concitoyens qu'ils ne devaient pas chercher à concilier le jeûne et le travail, et qu'il leur fallait préférer le second au premier. Car le véritable ennemi, c'était le sous-développement.

Aujourd'hui, face à une situation économique moins préoccupante, les priorités de l'heure ont quelque peu changé et, pour le pouvoir, l'ennemi, c'est d'abord l'islamisme. La préoccupation des autorités tunisiennes est donc de combattre l'intégrisme sur son propre terrain, qu'il soit religieux, social ou politique, pour « lui tirer le tapis sous les pieds ».

« Restes du cœur »

L'un des objectifs du « changement amorcé » à l'arrivée au pouvoir du président Ben Ali, en novembre 1987, n'est-il pas de réconcilier avec leur « identité arabo-musulmane » nombre de Tunisiens, heurtés dans leurs croyances et leurs traditions par le caractère volontairement provocateur des réformes laïques, imposées dès le lendemain de l'indépendance ? Le changement de cap est presque immédiatement manifesté par la décision de retransmettre sur le petit écran des appels quotidiens à la prière, dit-on, au grand dam des amateurs du ballon rond, interrompre un match de football.

Et si d'autres mesures de ce genre ont suivi au cours des quatre dernières années (restauration de mosquées, développement de l'université théologique de la Zitouna, etc.), les initiatives religieuses du pouvoir ont pris, à l'occasion de ce ramadan, un tour volontariste spectaculaire : psalmodie du Coran, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, à la Grande Mosquée de Tunis, nomination d'un ministre des affaires religieuses, institution d'un prix

d'études islamiques, concours de mémorisation du livre saint. Jus qu'à la commémoration de la bataille de Badr, connue des seuls érudits, qui a vu, en l'an II de l'hégire, les armées du Prophète défaire les « mécréants ».

Cet élan religieux sans précédent a été couronné par la campagne d'une presse toujours prête à célébrer sans retenue le culte de la personnalité, présentant M. Ben Ali comme « un homme de foi qui s'applique à restaurer à l'islam sa splendeur ». Il n'empêche que, dans les cercles du pouvoir, un débat feutré est ouvert pour savoir si ces actes de piété ostentatoires ne risquent pas d'apporter de l'eau au moulin de l'intégrisme.

Le retour à la raison

Des imams, pourtant nommés par le gouvernement, n'en sont pas venus à tenir des prêches qui n'auraient pas reniés « les Fous de Dieu ». Le chef de l'Etat, a-t-il senti le danger, lorsque, s'adressant mardi aux députés, il les a invités à « rationaliser » leurs discours et à lutter contre « l'esprit rétrograde ». M. Ben Ali et les siens ont, d'autre part, mis à profit le ramadan, « mois de la générosité », pour agir sur le terrain social, cible privilégiée des islamistes. C'est ainsi que le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti au pouvoir, a ouvert, d'un bout à l'autre du pays, une centaine de « restos du cœur », qui ont servi,

chaque jour, à plus de quatre mille indigents, l'iftar, traditionnel repas de rupture du jeûne. Sans compter les distributions d'argent, de couffins de victuailles, de vêtements, de jouets et même d'objets saisis par les douanes.

Mais, comme l'admettent les dirigeants tunisiens, ces actions-coups de poing socioreligieuses ne peuvent, à elles seules, rien résoudre au fond si elles ne s'accompagnent pas d'un traitement de longue durée. Car, en la matière, il n'y a pas de remède miracle. A cet égard, les performances économiques, notamment en matière de développement rural, sont de bon augure pour l'avenir. Reste que la lutte contre l'obscurantisme passe obligatoirement par une réforme en profondeur d'un système d'éducation, qui, entre 1970 et 1986, a fait le lit de l'islamisme.

C'est à la formation des futures générations que s'est attelé le ministre de l'Éducation, M. Mohamed Charfi, notamment par le biais d'une refonte des manuels scolaires, jugés « révolutionnaires » par beaucoup d'experts, et qu'aucun pays européen n'a encore osé entreprendre. Ainsi en est-il en train d'assister au retour en grâce des auteurs nationalistes, arabes et occidentaux.

Au bout du compte, le dessin de M. Ben Ali est d'accueillir les isla-

mistes à se battre sur le seul terrain politique - dans la mesure où, à son avis, l'intégrisme n'est qu'une méthode de conquête du pouvoir - sans leur donner, toutefois, les moyens de s'infiltrer dans un système démocratique qu'ils rejettent in fine. D'où le cycle violence-répression, qui caractérise, depuis un an, les relations entre le pouvoir et les intégristes, et dont s'est récemment fait écho un rapport d'Amnesty International.

Les dirigeants tunisiens, ulcérés par ce rapport « injuste », ne se disent pas moins « disposés à coopérer » avec l'organisation humanitaire, reconnaitant publiquement que des abus ont été commis : des poursuites judiciaires ont été engagées contre soixante-quatorze agents de l'Etat et trente-quatre autres ont été limogés - parmi eux, voici déjà plusieurs mois, le directeur général des services pénitentiaires.

En revanche, l'imprécision demeure sur le nombre d'islamistes incarcérés - les estimations varient de quelques centaines à plus de deux mille -, qu'ils purgent leur peine ou qu'ils soient en instance de jugement. On sait seulement, de source sûre, qu'au moins trois cents comploteurs islamistes, dont une cinquantaine de militaires, seront jugés « avant la fin du mois de juin ». Il n'en demeure pas moins que la vigilance est d'autant plus de mise que le voisin algérien n'a pas, loin s'en faut, réglé ses problèmes, et que le mot d'ordre officiel, en vogue à Tunis, « Plus musulman que moi, tu meurs » fait encore un peu sourire.

JACQUES DE BARRIN et MICHEL DEURE

DJIBOUTI

Un député dénonce l'« échec » de la médiation française

La médiation française entreprise par le directeur des affaires africaines et malgaches du Quai d'Orsay, M. Paul Dijoud, pour tenter de régler la crise djiboutienne s'est soldée par un « échec », a déclaré, vendredi 3 avril, un député contestataire, M. Mohamed Ahmed Issa, dit « Cheiko ». Selon lui, « l'ouverture démocratique, dont parle du bout des lèvres le président Gouled, est une leurre », « l'intransigence » du chef de l'Etat djiboutien conduisant ce dernier à « rejeter toute idée de dialogue ».

Le député reproche à la France de vouloir « répliquer politiquement le régime ethnique et dictatorial » et « de l'imposer militairement » en déployant ses troupes dans le nord et le sud-ouest du pays, où opère la guérilla afar du Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD). Paris commet ainsi « une grave erreur, qui risque de mettre en question la présence française » à Djibouti, souligne le parlementaire. Le Quai d'Orsay avait mis en garde, mercredi, ceux qui tenteraient de bloquer « le processus en cours », affirmant que « leurs manœuvres ne seront pas acceptées par la population de Djibouti et par la France ». (AFP)

■ COTE D'IVOIRE : nouvelle condamnation d'un opposant. - Le tribunal d'Abidjan, a condamné, jeudi 2 avril, à un an de prison un étudiant, M. William Béda, militant de la Fédération étudiante et scolaire de Côte d'Ivoire, aujourd'hui dissoute. Il a été déclaré coupable de tentative de destruction de biens privés lors d'une manifestation. Depuis la fin du mois de février, une trentaine de dirigeants ou sympathisants de l'opposition ivoirienne ont été condamnés à des peines de un à trois ans de prison. (AFP)

■ KENYA : grave générale très partiellement suivie. - Le principal parti d'opposition kényan, le Forum pour le rétablissement de la démocratie (FORD), a lancé un appel pour la reprise du travail, vendredi 3 avril, après deux jours d'une grève générale partiellement suivie. Jeudi, la police anti-émeutes a chargé contre des jeunes qui avaient incendié des voitures et des autobus, faisant un mort et plusieurs blessés, a indiqué la télévision nationale. (AFP)

POLITIQUE

Le gouvernement

Premier ministre : M. Pierre Bérégovoy, PS (*).

MINISTRES D'ÉTAT

Education nationale et culture : M. Jack Lang, PS (*).
Affaires étrangères : M. Roland Dumas, PS.
Fonction publique et réforme administrative : M. Michel Delebarre, PS (*).

MINISTRES

Garde des sceaux, ministre de la justice : M. Michel Vauzelle, PS (*).
Intérieur et sécurité publique : M. Paul Quilès, PS (*).
Défense : M. Pierre Joxe, PS.
Économie et finances : M. Michel Sapin, PS (*).
Budget : M. Michel Charasse, PS (*).
Environnement : M. Ségolène Royal, PS (*).
Équipement, transports et logement : M. Jean-Louis Bianco (*).
Industrie et commerce extérieur : M. Dominique Strauss-Kahn, PS (*).
Travail, emploi et formation professionnelle : M. Martine Aubry.
Agriculture et forêt : M. Louis Mermaz, PS.
Affaires sociales et intégration : M. René Teulade (*).
Santé et action humanitaire : M. Bernard Kouchner (*).
Vie : M. Bernard Tapie (*).
Départements et territoires d'outre-mer : M. Louis Le Penec, PS.

MINISTRES DÉLÉGUÉS

Après du ministre d'État, ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes : M. Elisabeth Guigou, PS.
Après du ministre d'État, ministre des affaires étrangères, chargé des affaires étrangères : M. Georges Kiejman (*).
Après du ministre d'État, ministre des affaires étrangères, chargé de la coopération et du développement : M. Marcel Debarge, PS (*).
Après du ministre de l'économie et des finances, chargé du commerce et de l'artisanat : M. Jean-Marie Rausch, France unie (*).
Après du ministre de l'équipement, chargé du logement et du cadre de vie : M. Marie-Noëlle Lienemann, PS (*).
Après du ministre de l'industrie et du commerce extérieur, chargé du tourisme : M. Jean-Michel Baylet, MRG.

SECRÉTAIRES D'ÉTAT

Anciens Combattants : M. Louis Mexandeau, PS.
Après du premier ministre :
- aux relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement : M. Martin Malvy, PS (*).
- à l'aménagement du territoire : M. André Laignel, PS.
- aux grands travaux : M. Emile Biessin.
Après du ministre d'État, ministre de l'éducation nationale et de la culture :
- à l'enseignement technique : M. Jean Glavany, PS (*).
- à la communication : M. Jean-Noël Jeanneney, PS (*).
Après du ministre d'État, ministre des affaires étrangères :
- à la francophonie et aux relations culturelles extérieures : M. Catherine Tasca, PS (*).
Après du ministre de l'intérieur et de la sécurité publique :
- aux collectivités locales : M. Jean-Pierre Sueur, PS.
Après du ministre de la défense : M. Jacques Mellick, PS.
Après du ministre de l'économie et des finances :
- aux droits des femmes et à la consommation : M. Véronique Nélertz, PS.
Après du ministre de l'équipement, du logement et des transports :
- aux transports routiers et fluviaux : M. Georges Sarre, PS.
- à la mer : M. Charles Josselin, PS (*).
Après du ministre des affaires sociales et de l'immigration :
- à la famille et aux personnes âgées : M. Laurent Cathala, PS.
- à l'intégration : M. Kofi Yamgnane, PS.
- aux handicapés : M. Michel Gilbert.

(*) Nouveau membre du gouvernement.
(**) Membre du gouvernement précédent ayant changé d'attribution.
(***) Membre du gouvernement précédent ayant changé de titre sans changer d'attribution.

A l'hôtel Matignon

Pas de bise entre M. Bérégovoy et M. Cresson

Il y a dix mois, quand M. Michel Rocard avait passé le relais à M. Edith Cresson, nommée pour lui succéder à l'hôtel Matignon, le nouveau et l'ancien premier ministre, en se séparant sur le perron, s'étaient fait la bise. Il n'en a pas été de même, samedi matin 4 avril, entre le partant, M. Cresson, et l'arrivant, M. Bérégovoy. La passation des pouvoirs, qui a duré une heure, s'est terminée, devant la presse, dans une atmosphère glaciale.

M. Cresson est toutefois sorti de l'hôtel Matignon sous les applaudissements des membres du personnel administratif, et une cascade d'habitants de Châtelleraulx l'attendait rue de Varenne pour l'acclamer ou brandissant des affiches de sa dernière campagne électorale.

Le Monde de l'éducation

avril 1992

LE PALMARÈS DES IUT ET DES BTS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le premier ministre en sa ville de Nevers

NEVERS

de notre envoyée spéciale

Le jeudi 2 avril, jour « historique » où la ville s'est réjouie depuis le matin de l'« honneur » fait à son maire, M. Pierre Bérégovoy, nommé premier ministre, s'est terminée par un « lapin » posé par l'intéressé. L'hôtel de ville attendait en soirée pour le fêter. Sa venue fut annoncée en extrême silence et surtout du héros. Celui-ci était revenu à Paris par l'annonce tardive de la formation du gouvernement.

On se console donc. Sans trop de déception... Nevers, la Nièvre, savaient par expérience que l'exercice des plus hautes charges impose quelques abnégations... Avant M. Bérégovoy, M. Mitterrand avait montré l'exemple, en lui aussi de ce héros. Ce 2 avril, le Mivernais pouvait s'enorgueillir d'avoir fourni à la France, aujourd'hui, ses deux principaux ténors.

Trois locaux pour jour de fête. « Nevers nous réjouit pour le live », confiait d'une seule voix les leaders de l'opposition, les francs-tireurs du récent scrutin, communistes ou écologistes, et les socialistes, à l'évidence déçus de leur dernier recul électoral. Et chacun, dans la rue, de préciser ce qu'avait apporté ici M. Bérégovoy, maire depuis 1983 et conseiller général depuis 1985, au cours de son séjour à Bercy.

En construction, un circuit de formule 1 à Magny-Cours, une ciclovie à Sogny, quatre voies sur la RN 7, la rénovation réussie du palais ducal et du centre-ville, l'ouverture de filières d'enseignement supérieur et d'un centre régional informatique des impôts, l'électrification de la ligne SNCF reliant Paris, la gestion assainie des classes municipales, etc.

Certes, la création effective de nouveaux emplois n'a pas comblé, loin de là, l'espérance initiale. Des fermetures d'entreprises et quelques ouvertures, notamment en 1983, grâce à M. Bernard Tapie, déjà. Alors, à présent, installé à Matignon, M. Bérégovoy allait-il rectifier ce point noir ? Radio-Trottoir exprimait des doutes solides, voire coagulés. « Ah ! si il n'y avait pas eu cet électeur aux régionales, cette élection de Jean-Pierre Saison à la présidence », regrettaient les plus proches.

Dans la course au « leadership monétaire » menée par la France, il ne fait pas bon plaisanter sur la politique du franc fort. « Nous sommes des ayatollahs de l'orthodoxie monétaire », répliquait un jour un membre du cabinet que l'on taquinait sur son application à faire briller l'image du franc.

Pour mettre en œuvre sa politique économique et prôner la force du franc, M. Pierre Bérégovoy n'a pas hésité sur les moyens. Il s'est entouré de conseillers brillants, dont on dit qu'ils ont autant comploté la politique qu'ils l'ont exécutée. L'influence de M. Jean-Claude Trichet, ancien directeur du cabinet de M. Edouard Balladur, passé à la tête du Trésor, celle de M. Hervé Hannouin, conseiller économique de M. François Mitterrand depuis 1981, ou encore celle de M. Marie-Laurence Pitois, sur les questions sociales, sont, ainsi, considérables. Pour chaque dossier, M. Bérégovoy a réussi à s'attacher des techniciens de haut niveau, pas toujours issus de la mouvance socialiste, et à maintenir une grande cohésion de son équipe.

A Bercy, bien plus qu'à l'ancien ministère de la rue de Rivoli – le regroupement de plusieurs administrations sur un seul site n'y est pas étranger, et le pouvoir s'est concentré dans l'entourage proche du ministre. Parfois, au grand dam des ministères délégués ou des « services ». La présence de la « machine Bérégovoy » n'a bien sûr pas évité certains échecs : le rejet du CSN (consolidation sociale généralisée) ou la réforme des FTT sont autant de dossiers sur lesquels le ministre de l'économie a dû s'incliner.

Sur la politique monétaire, en revanche, dont de « force de frappe », M. Bérégovoy a pu mettre en œuvre une véritable campagne de communication. Tel un professionnel, au fil de l'élabora-

tion des performances de la France, le ministre a façonné son message. Du « je ne veux pas dévaluer » de 1988 au « je ne dévaluerai pas de 1989 », puis au « si le mark est dévalué, le franc le sera aussi » de 1990, le ministre et son équipe gardent le cap.

La discipline d'un écolier

Mais lorsque, le vendredi 3, à 9 h 30, Pierre Bérégovoy arriva à l'hôtel du département, la chaleur de l'accueil n'éprouva personne.

On se laisse aller à exprimer son émotion. Le conseil général se réunissait pour élire son président. Le premier ministre, conseiller général, s'essait sans autre façon à sa place habituelle. Sur sa droite, à deux chaises près, M. Didier Béguin, UDF-PR, et, tout à côté de lui, M. Raymond Bussière, responsable communiste, retrais de l'EDF – « de la même maison que Pierre, retras de GDP », mais pas avec la même paire. A gauche du conseiller Bérégovoy prit place M. Bernard Bardin, président socialiste sortant, qui allait être, lors de cette session, reconfirmé à son poste.

Le doyen de l'assemblée, M. Gilbert Clair, fit un discours d'ouverture, visiblement ému, devant un public qui, pour une fois, se pressait à la porte. Puis on passa au vote. Cela prit du temps. M. Bérégovoy sortit une de ses petites fiches qu'il affectionne, cochant soigneusement chaque suffrage sorti des urnes, calculant, comme ses collègues, pour anticiper l'annonce officielle du score. D'une oreille il écoutait les déclarations d'intention qui se succédaient, tout en s'efforçant dans sa poche les « fax » que lui transmettait son directeur de cabinet en mairie. Il se carressait les cheveux, geste fréquent, et dédaignait vigoureusement les jambes. En même temps, il lisait le quotidien le *Montagne*, qui publiait un bilan détaillé, comme toute positif, d'une décennie à la tête de la mairie, sans omettre cependant de rappeler les violentes manifestations agricoles au septembre 1990 et octobre 1991, ainsi que

leurs raisons fondées. Le premier ministre faillait également l'humour, qu'il proposa même à son voisin, M. Bussière, qui l'avait déjà lu.

Avant le deuxième tour de scrutin qui s'imposait, il ne put s'empêcher de lever l'index avec la discipline affectée d'un écolier. M. Clair, qui présidait la séance, mit d'ailleurs quelque retard à s'en apercevoir. Il ne s'y attendait pas. Le conseiller audiovisuel était-il ses flashs pour assurer à la réunion de travail sa sérénité. « Après l'élection du président je répondrai aux questions des journalistes », promit-il. Sans trop de mauvaise volonté, les intéressés plébiscèrent momentanément bagages.

Dès le second tour, M. Bussière, qui manifestait un grand plaisir, même si, sans doute, son ralliement répondait au même moment à un déstabilisateur réciprocité dans un autre département, annonça le retrait de sa candidature et rallia son groupe aux socialistes. Enfin, la majorité absolue – 17 sur 32 sièges – fut atteinte en faveur de M. Bardin. Quelques conseillers voulurent, dans la foule, poursuivre les débats. Le premier ministre, sans autre patience, rangea ses dossiers. Il lui fallait respecter son horaire. Attentif,

le nouveau président du conseil général décida une suspension de séance.

Allant dans un salon voisin, le premier ministre reçut la presse. Là encore l'on sentit le ton étonnamment détendu, presque familier, propre à ceux qui se fréquentent dans les rues d'une même ville, pour évoquer quelques souvenirs. Comme celui d'un soir, à Nevers, « où je peux tranquillement regarder la télé ».

Ce soir-là, donc, il y a quelques mois, « Bernard Tapie dominait le débat qui opposait à Jean-Marie Le Pen. Ce combat contre le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme, c'est mon combat de toujours. Ce fut la vraie raison de mon choix », expliqua encore M. Bérégovoy, « heureux » de sa nouvelle recrue. Nevers n'est-elle pas, par ailleurs, grâce à son maire, jumelée avec Haïnamet ?

Mais l'heure était venue, en fin de matinée, ce vendredi, de regagner Paris. Non sans avoir fait un petit tour en mairie, entre soi, faisant oublier le « lapin » de la veille. Le temps de prendre connaissance du courrier.

DANIELLE ROUARD

Japonais d'honneur

TOKYO

de notre correspondant

Quel charme M. Bérégovoy a-t-il jeté sur les Japonais ? Les interlocuteurs politiques et économiques sont en tout cas unanimes à penser que son arrivée marque une amélioration des relations entre les deux pays et la France. Comme si une hypothèque était levée, les voici parlant d'abondance d'un homme dont le premier ministre Miyazawa dit qu'il cherche à comprendre la réalité japonaise. Outre la bonne impression laissée par sa visite à Tokyo en janvier, et son initiative de lancer la campagne « Le Japon, c'est possible », les citoyens du pays du Soleil-Levant ont retenu de la vie du nou-

veau premier ministre des qualités qu'ils apprécient : la pugnacité et le pragmatisme d'un homme d'origine modeste.

La réussite sociale entendue comme une ascension à la force du poignet, sans artifice ni arrogances, voilà qui est en effet fort prisé au Japon, pour relever d'une éthique centrée sur la performance. Si M. Bérégovoy a ainsi été « adopté » par les Japonais, c'est peut-être qu'il s'exprime, par sa vie et sa carrière, des affinités avec certaines figures qu'ils admirent : ces grands patrons ou ces quelques politiciens honnêtes, eux aussi « partis de rien ».

Ph. P.

M. Pierre Mauroy : les socialistes ont « onze mois pour convaincre »

M. Pierre Mauroy, ancien premier secrétaire du PS, ancien premier ministre, a estimé qu'avec le remaniement du gouvernement les socialistes « ont repris des chances, sachant qu'il reste onze mois pour convaincre » et « gagner les élections législatives ». M. Mauroy, qui était l'invité de l'émission « Objéctions » de l'émission « L'Express », vendredi 3 avril, a observé que le nouveau premier ministre, M. Pierre Bérégovoy « n'était pas obligé » d'engager la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale après la déclaration de politique générale annoncée pour mardi ou mercredi prochain.

Répondant à l'opposition qui demande la dissolution de l'Assemblée nationale, M. Mauroy a affirmé que « les Français ne sou-

haitent pas du tout d'élections anticipées » et ne veulent pas « créer des difficultés à ce nouveau gouvernement ». « Ils sont contents de ce premier ministre, et aimeraient bien qu'il lui laisse la possibilité de travailler dans les meilleures conditions », a ajouté M. Mauroy.

A propos de l'avenir du PS, M. Mauroy a constaté que « la parti évolue vers un grand courant majoritaire comme nous étions à Epinal, avec une majorité et une minorité » et Jean-Pierre Chénement fait cela très bien. « (...) Nous ne sommes plus des jospinistes, des fabiusistes ou des rocardistes... nous sommes des socialistes ».

Interrogé sur l'entrée au gouvernement de M. Bernard Tapie, M. Mauroy s'est déclaré « persuadé qu'il fera un bon ministre : c'est un homme de terrain, qui accroche et qui a des qualités. Le critère que c'est une bonne idée ». L'ancien premier secrétaire a également rendu hommage à M. Edith Cresson, « premier ministre courageux, qui a vécu plusieurs mois sous une espèce de coup d'état permanent médiatique ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 2 avril 1992 :

DES DÉCRETS

- N° 92-343 du 1^{er} avril 1992 relatif aux conseils départementaux et communaux de prévention de la délinquance ;

- N° 92-355 du 1^{er} avril 1992 approuvant le schéma directeur national des liaisons ferroviaires à grande vitesse ;

UN ARRÊTÉ

- Du 30 mars 1992 reportant la date de la première épreuve écrite d'admissibilité de la session 1992 du concours externe de recrutement de professeurs stagiaires en vue de l'obtention du certificat d'aptitude à l'enseignement du second degré, section Lettres modernes ;

- Une instruction du 1^{er} avril 1992 relative aux problèmes juridiques et contentieux liés aux pollutions marines accidentelles.

POLITIQUE

du gouvernement de M. Pierre Bérégovoy

L'opposition entend ne laisser aucun répit

Suite de la première page

La participation du corps électoral, ayant démenti les analyses qui se voulaient trop catégoriques sur l'usure de la démocratie et ce constat aboutissant à cantonner l'audience de l'extrême droite, le débat politique national va inévitablement se bipolariser à nouveau.

Les communistes eux-mêmes, trop heureux de pouvoir assouvir enfin une soif de revanche mal contenue depuis vingt ans, n'accorderont pas à M. Bérégovoy le délai de grâce qu'ils avaient observé à l'égard de M. Edith Cresson lorsqu'elle avait succédé à M. Michel Rocard. S'ils voient en M. Bérégovoy une « valeur sûre », il s'agit tout, à leurs yeux, d'une « valeur patronale ». Dans ces conditions, il est naturel que le nouveau premier ministre n'ait guère envie de tenter le diable et qu'il n'envisage pas d'engager sa responsabilité à l'issue de la déclaration de politique générale qu'il prononcera la semaine prochaine devant le Parlement, en laissant à l'opposition le soin de déposer éventuellement une motion de censure.

Toutefois, malgré leur sobriété, les premières déclarations publiques de M. Bérégovoy, vendredi à Nevers, montraient bien quel sera le dilemme majeur du nouveau gouvernement.

L'audace ?

Il doit d'abord essayer de répondre aux électeurs qui ont sanctionné la politique incarnée par le gouvernement de M. Cresson. Mais l'« autre politique » qu'attendait de lui les socialistes, comme les communistes, implique un coup de barre à gauche et une relance économique qui, si elle était engagée à l'emporte-pièce, risquerait de dilapider très vite le capital de confiance accumulé. Si M. Bérégovoy est en effet, de tous les gouvernements socialistes, le mieux armé pour donner un peu de « mou social » à sa politique de défense du franc sans être aussitôt taxé de laxisme, cet exercice n'en sera pas moins périlleux pour lui.

M. Bérégovoy a donc pris les devants en affirmant qu'il ne braderait pas le trésor de guerre amassé par le ministère des finances sous son autorité... au grand dam de M. Cresson qui aurait bien aimé en disposer : « Ne comptez pas sur moi, a-t-il dit, pour sacrifier nos résultats économiques sur l'autel de la facilité. C'est la bonne santé du franc, qui va encore se consolider, qui nous donne des marges de manœuvre. » Comment donc concilier cette loisible fermeté et la mise en œuvre de « mesures audacieuses » dans la lutte contre le chômage ?

Quand on lui posait la question, il y a presque un an, au cours de son « Heures de vérité », sur Antenne 2, le ministre de l'économie et des finances expliquait,

comme il l'a fait vendredi à Nevers, que cette question était chez lui synonyme d'« obsession » et d'« angosisme », et qu'il fallait commencer à corriger à la fois « une certaine inadéquation entre l'offre d'emplois et la demande » et « le coût du travail » en « diminuant les cotisations sociales à la charge des entreprises ». L'audace n'a pas suivi. Après avoir rappelé que le traitement du chômage demeure « la priorité numéro un » du gouvernement, M. Bérégovoy ne peut donc s'attendre à bénéficier d'un long répit pour faire la démonstration de sa capacité à innover sur ce terrain, sauf à s'entendre très vite reprocher de parler pour ne rien dire.

Mais les résultats des scrutins des 22 et 29 mars ont aussi sanctionné, après la cascade d'« affaires », une certaine pratique du pouvoir exécutif, et ce sont M. Michel Rocard et ses amis qui soulignent eux-mêmes la nécessité impérieuse, pour les socialistes, de retrouver les chemins d'une certaine éthique avant de pouvoir prétendre solliciter, plus tard, l'absolution du corps électoral.

MM. François Mitterrand et Pierre Bérégovoy en ont parfaitement conscience puisqu'ils ont sacrifié l'ancien trésorier de leur campagne présidentielle de 1988, M. Henri Nallet, devant le fusible de l'« affaire » Urbia. La nomination de M. Michel Vauzelle au ministère de la justice concrétise ce souci.

Il reste que l'équipe formée par MM. Bérégovoy et Mitterrand n'est peut-être pas complètement à l'abri de nouvelles mésaventures si l'on en juge par les réactions négatives qui accompagnent déjà l'entrée de M. Bernard Tapie au gouvernement et qui ont obligé le nouveau premier ministre à justifier ce choix en mettant en avant, à Nevers, la part prise par le président de l'OM au combat « contre le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme ». Il semble, au demeurant, que la présence de M. Tapie au sein du gouvernement ait suscité, jusqu'au dernier moment, des réticences à la tête du Parti socialiste. La capacité médiatique d'une personnalité, difficile à contrôler, se révèle toujours à double tranchant. M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne, a ouvert le feu, au nom de l'opposition, en demandant samedi, la création d'une commission d'enquête sur les aides financières que M. Tapie « a pu recevoir au cours des dernières années ».

M. Bérégovoy expliquait volontiers, l'an dernier, qu'il avait, auprès de M. Mitterrand, « appris une chose : lorsqu'on a la conscience pour soi, on peut affronter sereinement et résolument l'adversité ». Le voilà assuré, aujourd'hui, de se retrouver très vite au pied du mur.

ALAIN ROLLAT

La nomination de M. Royal (PS) au ministère de l'environnement

Réactions favorables de MM. Waechter et Lalonde

La nomination de M. Ségolène Royal (PS) au ministère de l'environnement a été bien accueillie par les dirigeants des deux mouvements écologistes. Porte-parole des Verts, M. Antoine Waechter s'est déclaré « a priori favorable » à M. Royal. « Je crois que nous pourrions travailler avec elle », a ajouté M. Waechter.

Observant que « c'est la première fois depuis 1981 que le gouvernement nomme [au ministère de l'environnement] une personnalité qui n'appartient pas à la marginalité de la majorité présidentielle », M. Waechter y voit le signe que « le gouvernement a pris la mesure du message des Français dans ce domaine ».

M. Brice Lalonde, président de Génération Ecologie, a lui aussi

rendu hommage à M. Royal, en soulignant qu'elle était « une femme remarquable et combative » qui avait su à plusieurs reprises « s'opposer aux caciqueries du PS », notamment sur la question du tracé de l'autoroute Nantes-Niort et la protection du Marais poitevin.

RECTIFICATIF. — Contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 4 avril, à propos de l'équilibre des courants socialistes au sein du gouvernement, M. Ségolène Royal, ministre de l'environnement, avait pris parti au congrès de Rennes, en mars 1990, puisqu'elle avait signé la motion 1, présentée par MM. Pierre Mauroy, Louis Mermaz et Lionel Jospin.

tout en précisant qu'il « garderait quand même un peu de temps pour l'OM », l'équipe de football de Marseille, dont il conserva la présidence (il a évoqué les « précédents de M. Séguin à Epinal et de M. Bord à Strasbourg). Par ailleurs, M. Tapie avait annoncé, dans un communiqué publié jeudi 2 avril, la nomination de M. Elie Fellous, jusqu'à présent directeur financier du groupe Tapie, comme président de Bernard Tapie Finances.

Jack Lang, de l'invention à la gestion

Depuis 1988, l'action du ministère de la culture est moins spectaculaire mais sans doute plus efficace

Comme si c'était dans ce domaine que l'impulsion était devenue nécessaire.

La culture, disait déjà Jack Lang en 1983, lors d'un colloque à la Sorbonne, va devenir un des piliers de l'économie de demain. Christian Dupavillon, le grand ordonnateur des Fêtes de la rose, est devenu directeur du patrimoine; Jacques Sallois, son premier directeur de cabinet, est à la tête des musées de France; Dominique Wallon, chargé du développement culturel, est responsable du Centre national de la cinématographie. L'artificier, parfois irritant, s'est transformé en soutien. Moins glorieux, mais plus efficace. Après les deux années de cohabitation qui avaient écorné les moyens de son ministère, Jack Lang a rétabli, dès son retour, l'équilibre, puis réamorçé la progression de son budget. Qui n'atteint toujours pas 1 % de celui de l'Etat, horizon indépassable de ses années militantes.

A partir de 1988, le patrimoine a clairement été sa priorité. Parce que la droite, avec insistance, lui avait reproché son indifférence dans ce domaine. Mais aussi parce que sa prise de conscience du couple économie/culture trouvait là la traduction la plus évidente. Les collectivités territoriales, poussées par leurs administrés, réclamaient toujours plus de subventions pour rénover leurs monuments historiques et leurs musées. Avec succès : ces derniers vont même jusqu'à tenir aujourd'hui le rôle pilote dévolu aux Maisons de la culture par André Malraux. La culture devient en cette fin de siècle un chapitre essentiel de toute politique, locale ou non. Et les équipes se sont multipliées : bibliothèques, théâtres, opéras, zéniths, écoles de danse. Cité de la musique. Autant d'outils nécessaires au développement culturel que Jack Lang aura dû gérer au cours de son second ministère.

Manifestation la plus bruyante de cette ambition : les grands travaux, dont on attribue la paternité au président de la République mais que le ministre se doit de faire tourner. Et la machine grince parfois. L'Institut du monde arabe est un superbe « éléphant blanc » posé sur les bords de la Seine; l'aménagement d'Orsay en a fait sauter plus d'un; la Cité des sciences de

La Villette, surdimensionnée, est un monument à l'utopie des années 70. Si les aménagements du Grand Louvre et l'installation du ministère des finances à Bercy sont largement consensuels, si la Grande Arche de la Défense est admirée pour sa ligne, les boquets de l'Opéra-Bastille laissent rêveurs.

Ces investissements en tous genres, massifs et impressionnants, ne sont justifiables que s'ils favorisent la création. La réussite la plus incontestable de Jack Lang est sa politique cinématographique. Certes, on ne voit pas la fin de la crise de l'exploitation en salles : les spectateurs se font rares même si la chute du nombre des entrées semble enrayer ou du moins fort ralentir. Mais dans une Europe qui a vu l'effondrement de ses cinématographies nationales, la France peut présenter un bilan plus qu'honorable (106 films d'initiative française produits en 1991). Ce résultat est celui d'une politique volontariste d'aides diverses à tous les stades de la création cinématographique.

Musique classique : semi-échec

Pour le théâtre, le retour à des critères de stricte gestion a permis de combler l'invraisemblable déficit engendré par les munificences de Jack Lang d'avant 1986, bientôt entravées par les reculs budgétaires de la cohabitation.

Cet indispensable assainissement a d'abord effrayé les créateurs. Il leur a permis ensuite de dégager les moyens d'un nouveau développement. Après l'installation aux postes de commande des stars des années 70 — Patrice Chéreau à Nanterre, Jacques Lassalle à Strasbourg puis à la Comédie-Française, Jérôme Savary à Lyon puis à Chailly, — une nouvelle génération a trouvé ces derniers mois auprès du ministère les moyens que leurs aînés avaient failli monopoliser, au risque d'une multiplication un peu anarchique des créations de spectacles, voire de salles. Mais le spectacle vivant se porte bien. La danse en est l'exemple le plus flagrant. Même si l'enseignement n'a pas encore trouvé ses marques, la Rue de Valois touche désormais les dividendes de son investissement sans précédent du début des années 80. Si Jack Lang se flatte

encore d'avoir inventé la Fête de la musique, il n'est pas sûr qu'il puisse se targuer d'un bilan très positif dans ce secteur. Certes les musiques dites populaires — jazz, rock, variétés — continuent de bénéficier de la sollicitude appuyée du ministre. Mais dès que l'on aborde le domaine de la musique dite classique, il faut avouer que le ministère n'a pas réussi là où ses prédécesseurs ont échoué. Malgré un effort financier soutenu, la vie musicale française n'est toujours pas comparable, qualitativement, à celle de la Grande-Bretagne ou de l'Allemagne, pour ne pas parler de l'Amérique du Nord. Même si l'aide publique autorise les formations à prendre des risques. Reste une politique de soutien à la musique contemporaine qui, pour être contestable dans son caractère unique, n'en est pas moins un modèle enviable. Et le formidable essor de la pratique de la musique ancienne, qui a échappé en grande partie à la tutelle du ministère. La qualité des formations musicales serait-elle en France inversement proportionnelle aux aides et contrôles que l'Etat exerce sur elle ?

Dans un marché de l'art qui s'est emballé à la fin de la dernière décennie, avant de s'effondrer, il y a un an et demi, le ministère a eu du mal à garder son calme. Cependant, le système mis au point il y a dix ans a continué de fonctionner sans trop d'à-coups. Celui-ci, fondé sur une politique d'achats réguliers et une commande publique tous azimuts, tend à ronronner. S'il a permis à de nombreux artistes de vivre mieux, il n'a pas bouleversé le paysage de la création contemporaine.

La création ne naît pas spontanément des superstructures. Jack Lang a découvert cette évidence au cours de son premier ministère. Le second, moins trépidant, a sans doute été plus efficace. Celui qui se voulait dégagé de toutes contingences économiques ou commerciales a appris à compter avec les méandres et à « croquer » ses financements. En une décennie, le socialiste utopique s'est converti à la social-démocratie.

EMMANUEL DE ROUX
et OLIVIER SCHMITT

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

Si protégée qu'elle soit de la frénésie communicationnelle — adjectif spécialement créé pour cette circonstance rare — la présente chronique ne pouvait rester à l'écart de l'effet Tapie. Outre l'actualité électorale, deux livres consacrés à ce cheville des temps modernes, désormais ministre, viennent la solliciter. Deux de plus : franchement, était-ce bien nécessaire ? Ne la connaît-on pas assez, celui-là, ne la connaît-on pas trop ? Sa vie, il l'a racontée lui-même, après que d'autres s'y furent déjà essayés, et il continue de s'y référer au gré de ses nombreuses interventions médiatiques. L'homme étant ce qu'il est et la vedette qu'il est devenue dans plusieurs domaines (économie, politique, sport, communication), n'a-t-on pas suffisamment entendu tout le mal que certains pouvaient penser de lui ?

On serait tenté de répondre : oui, cela va comme ça, le compte y est. Mais il aurait mieux valu ne pas en appeler, avec ce banal « franchement », à la franchise, c'est-à-dire à une forme de vérité vérifiable, car, de ce point de vue, sans doute mineur, le compte n'y est pas, vraiment pas du tout. Les deux livres en cause nous renvoient à cela : le rapport de la réalité apparente à la réalité tangible.

Philippe Reinhard a voulu jouer sur pièces « l'homme politique stylé » qu'est Bernard Tapie. Examen légitime dans la mesure où celui qui brigue une fonction politique se présente en modèle social. Dans le cas d'espèce, la dimension emblématique qui souvent caractérise du personnage justifie amplement que l'on en vérifie la validité. De son côté, Christophe

Deux « Tapie »

Bouchet s'est lancé dans une enquête fouillée sur un citoyen modeste, en tout cas présenté comme tel. Enquête difficile et qui n'a pas bénéficié, c'est le moins qu'on puisse dire, de la collaboration du principal intéressé.

Les deux journalistes ne sont pas restés sous le charme de Bernard Tapie, dont ils soulignent cependant la grande capacité de séduction. Si séduire qu'ils soient avec l'homme qu'ils tentent de cerner au plus près de sa vérité extérieure, ils ne lui sont pas systématiquement hostiles et lui reconnaissent les mêmes qualités : intelligence des gens et des situations, flair, énergie, courage, capacité de travail, don de communication, esprit de décision et rapidité d'exécution. Ils confirment que Bernard Tapie correspond sur ces plans-là au personnage connu : ce n'est pas si mal dans un portrait de chef charismatique.

Les deux auteurs tombent d'accord aussi sur les traits plus négatifs de ce héros des temps de crise qui sont moins mis en valeur dans son aura médiatique : ils constatent, en gros, que son image colle beaucoup moins que ce qu'il dit à la réalité de son cursus, à l'authenticité de ses succès proclamés et aux résultats des promesses généralement semées. A cet égard, le travail d'investigation de Christophe Bouchet est édifiant. Il en ressort que, pour une grande part, la légende forgée autour de Bernard Tapie repose sur des inexactitudes, pour

ne pas dire plus, et que cette propension à l'autocélébration ne s'appuie que sur « un léger fond de vérité ».

Philippe Reinhard, qui s'intéresse surtout à l'application de ce monumental « culte » au terrain de l'action politique, y voit la conséquence d'une dégradation venue de plus haut. Tapie lui paraît être « le dernier enfant de la Génération Mitterrand », dans la mesure où « il inquite et perturbe la gauche morale et que la gauche cynique ne peut plus se passer de lui ». Le président de la République n'incommodait-il pas, selon l'auteur, « de manière si caricaturale le symbole alternatif de ces deux gauches » ?

Christophe Bouchet cherche ce qu'il y a sous le masque de l'apparence triomphaliste : il découvre un homme (un enfant ?) qui prend tout ce qui passe à sa portée, quitte à le jeter après usage. Le talent de Bernard Tapie, son credo et sa chance, sont de savoir si bien et si sincèrement maîtriser la technique du paraître dans un système relationnel qui en fait l'essentiel de l'échange social. L'impression fugace, mais répétitive, l'émotion de l'instant, l'esquisse d'une communion de pensée ou de sentiment, à la limite de la démagogie, sont les ingrédients ordinaires de la relation entre ce qu'il est convenu d'appeler l'opinion, ou le public, d'un côté, et de l'autre, ceux qui animent ou présentent le spectacle de l'actualité. La puissance des vecteurs modernes de la communication

amplifie ces ressorts traditionnels des rapports sociaux et les survalorise en même temps qu'elle fait la part belle aux « communicateurs » sachant s'en servir.

Fort heureusement, l'impérialisme de la communication établie sur ces bases secrètes ses antidotes et la résistance se nourrit de la substance même des abus. Derrière le spectacle organisé, il apparaît de plus en plus souvent que l'information est tronquée, que la réalité présentée comme telle est fautive ou artificielle et que l'artifice n'a, dans sa pauvreté, rien à voir avec l'usage que peuvent en faire d'authentiques orateurs, pour atteindre à une forme de vérité communicable et communicative.

Un autre abus fréquent consiste à instaurer, fût-ce sous l'habillage du dialogue (les prétendues interviews) ou d'une liaison interactive, une relation à sens unique au seul profit du « communicateur » en position de pouvoir. C'est pour quoi il faut exiger de la communication, et de ceux qui en font profession, tout ce qu'elle recouvre, notamment la réplique, le partage, la critique et la contestation. Dans cette perspective non réductrice du bassin de communiquer et du devoir d'informer, des ouvrages comme ceux de Philippe Reinhard et de Christophe Bouchet sont franchement utiles.

► Bernard Tapie ou la politique au culte. De Philippe Reinhard. Editions France-Empire, 272 p., 120 F.

► L'aventure Tapie, enquête sur un citoyen modeste. De Christophe Bouchet. Seuil, 322 p., 120 F.

POLITIQUE

Après l'élection des présidents

L'opposition est à la tête de

Renouvelés pour moitié les 22 et 29 mars, les conseils généraux se sont réunis vendredi 3 avril pour élire leurs présidents. Dans les quatre-vingt-neuf départements concernés, la stabilité a prévalu : soixante-dix-huit présidents de conseils généraux ont retrouvé leur fauteuil (même si pour deux d'entre eux, MM. Philippe Adnot, divers droite, dans l'Aube, et Philippe de Villiers, UDF-PR, en Vendée, ce n'est qu'à titre provisoire dans la mesure où, dans ces deux départements, les conseils généraux sont incomplets en raison du décès de deux conseillers).

Parmi les vingt et un nouveaux présidents figurent les successeurs des présidents sortants qui ont été battus au second tour du 29 mars, dans les cantons où ils étaient renouvelables. Dans l'Ain, la

défaite de M. Jacques Boyon (RPR) a permis à l'UDF de gagner la présidence; dans l'Alier, celle de M. Jean Cluzel (app. UDF-CDS) a abouti à l'élection d'un divers droite; dans l'Indre-et-Loire, c'est un UDF-PR qui remplace M. André-Georges Voisin (app. RPR) qui a perdu son siège; dans les Hautes-Pyrénées, c'est un MRG qui prend la place de M. Hubert Peyou (MRG), battu dans son canton.

Dans neuf départements, les présidents sortants soit n'avaient pas sollicité le renouvellement de leur mandat de conseiller général, soit n'étaient plus candidats à la présidence de l'assemblée départementale. Ces successions se sont effectuées au sein du même parti : en Corrèze pour le RPR, dans la Creuse pour le PS, en Mayenne pour

le CDS et en Moselle pour le RPR. Dans les Alpes-de-Haute-Provence, un RPR succède à un apparenté UDF, dans les Pyrénées-Atlantiques, un UDF-CDS succède à un UDF, dans la Sarthe, un RPR succède à un UDF-PR, dans l'Yonne, un UDF-PR succède à un RPR, et dans la Seine-et-Marne, c'est un UDF-PR qui succède à Paul Séramy (UDF), décédé.

En Dordogne, alors qu'au soir du 29 mars, la droite était majoritaire en sièges, elle n'a pas conservé son avantage et c'est au bénéfice de l'âge que le PS conserve pour l'un des siens, M. Alexis Félix, la présidence que M. Bernard Bioulac (PS) avait théoriquement perdue.

Autre département où la présidence a été attribuée au bénéfice de l'âge puisqu'il y avait égalité

de suffrages, la Vaucluse, dont le nouveau président est divers droite. C'est l'un des quatre départements perdus par le PS. Dans leurs fiefs de la Drôme, du Gers, du Nord et du Puy-de-Dôme, les présidences sont revenues respectivement à un CDS, à un apparenté RPR, à un CDS et à un RPR. De son côté, le MRG a perdu la Haute-Corse dont le nouveau président est un divers droite.

La gauche peut se consoler avec le gain de la Martinique, perdus par le RPR. Au total, le Parti communiste conserve deux présidences; le Parti socialiste et ses alliés en détiennent vingt-deux au lieu de vingt-sept; le RPR en conserve vingt-quatre; l'UDF passe de quarante-trois à quarante-cinq et les divers droite de trois à six.

ANNE CHAUSSEBOURG

AIN. - M. Jean Pépin (UDF-PR) a obtenu 33 voix contre 9 à M. Louis Lamarche (MRG). Il y a eu 1 bulletin blanc. Il succède à M. Jacques Boyon (RPR), député, maire de Pont-d'Ain, ancien secrétaire d'Etat, qui a été battu le 29 mars.

[Né le 23 novembre 1939 à Villefranche-sur-Saône (Rhône), M. Jean Pépin, principal de collège, est maire de Saint-Nizier-le-Bouchoux (Ain) depuis 1977. Conseiller général de Saint-Trivier-de-Courtes depuis 1979. M. Pépin a été élu sénateur le 24 septembre 1989.]

AINES. - M. Paul Girod (UDF), sénateur, maire d'Orléansville, est élu par 24 voix contre 14 à M. Jean-Paul Balligand (PS), député, élu 4 à M. Roland Renard (ex-PC).

ALLIER. - M. Gérard Dériot (div. d.) a obtenu 19 voix contre 8 à M. François Colombari (PS), député, élu 5 à M. Jean Desgranges (PC) et 1 à M. François Lacoste (div.). Il y a eu 2 bulletins blancs. Il succède à M. Jean Cluzel (app. UDF-CDS), sénateur, qui a été battu le 29 mars.

[Né le 1^{er} novembre 1944 à Louroux-Hodement (Allier), M. Gérard Dériot, pharmacien, est depuis 1977 adjoint au maire de Cilly, chef-lieu du canton dont il est le conseiller général depuis 1985. Il présidait l'Union républicaine pour le Bourbonnais, qui regroupe les conseillers généraux RPR, UDF et divers droite, ces derniers étant majoritaires.]

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE. - M. Jean Rinaldi (RPR) a obtenu 16 voix contre 13 à M. Paul Bernard (div. g.) et 1 à M. Jean Ballester (div.). Il succède à M. Maurice Boniface (app. UDF), qui ne se représentait pas.

[Né le 17 avril 1934 à Digne, M. Jean Rinaldi, instituteur de 1954 à 1956, entre ensuite à la caisse primaire d'assurance maladie qu'il quitte comme chef de service accidents du travail pour la mutualité en 1968. Directeur de la caisse chirurgicale et médicale du département, il crée en 1967 la jeune Chambre économique de Digne. Entré au conseil municipal en 1971, élu en 1973 conseiller général dans le nouveau canton de Digne-Est, il conduit en 1977 la liste de la droite qui obtient une courte majorité aux municipales et devient maire de Digne. Candidat malheureux aux législatives de 1978, conseiller régional depuis 1977, il conduit la liste régionale RPR en mars 1986, puis la liste UDF cette année.]

HAUTES-ALPES. - M. Marcel Lesbros (UDF), sénateur, maire de

La Saulce, est élu par 23 voix contre 6 à M. Raymond Chauvet (PS). Il y a eu 1 bulletin blanc.

ALPES-MARITIMES. - M. Charles Gineys (RPR), sénateur, maire de Péone, est élu par 44 voix contre 4 à M. Louis Broch (PC). Il y a eu 2 bulletins blancs et M. Jacques Peyrat (FN) s'est abstenu.

ARDÈCHE. - M. Henri Torre (UDF-PR), sénateur, ancien secrétaire d'Etat, est élu par 22 voix contre 7 à M. Raymond Finiels (div. g.) et 2 à M. Henri Chazé (PC). Il y a eu 2 bulletins blancs.

ARDENNES. - M. Jacques Sourdis (RPR), sénateur, ancien secrétaire d'Etat, est élu par 26 voix contre 4 à M. Jacques Chaminade (PC). Il y a eu 8 bulletins blancs.

ARIÈGE. - M. Robert Naudi (PS) est élu par 19 voix. Il y a eu 2 bulletins blancs et 1 abstention.

AUBE. - M. Philippe Adnot (div. d.), sénateur, a été élu à titre provisoire par 26 voix sur 32 votants. Le conseil général est en effet incomplet depuis le décès, survenu le 28 mars, d'André Gravelle (PS), ancien député, conseiller général du canton de Troyes-1, qui n'appartenait pas à la série renouvelable.

AUDE. - M. Raymond Courrière (PS), sénateur, maire de Cuxac-Cabardès, ancien secrétaire d'Etat, est élu par 20 voix contre 11 à M. Raymond Chéss (RPR). Il y a eu 3 bulletins blancs (dont 2 des élus communistes).

AVEYRON. - M. Jean Puech (UDF-PR), sénateur, maire de Rignac, seul candidat, est élu par 37 voix. Il y a eu 7 bulletins blancs et 2 nuls.

BOUCHES-DU-RHÔNE. - M. Lucien Weygand (PS), conseiller municipal de Marseille, est élu par 44 voix contre 17 à M. Guy Tessier (UDF-PR) et 1 à M. Philippe Adnan (FN). Il y a eu 1 bulletin blanc.

CALVADOS. - M^{me} Anne d'Ornano (UDF-PR), maire de Deauville, est élue par 38 voix contre 11 à M. André Lédan (PS).

CANTAL. - M. Roger Besse (RPR), sénateur, maire d'Yves, seul candidat, est élu par 20 voix. Il y a eu 7 bulletins blancs.

CHARENTE. - M. Pierre-Rémy

Houssin (RPR), député, maire de Bauges, est élu par 26 voix contre 7 à M. Claude Marsaud (PS). Il y a eu 2 bulletins blancs.

CHARENTE-MARITIME. - M. François Blaizot (UDF-CDS), sénateur, est élu par 30 voix contre 20 à M. Michel Chevaux (PS). Il y a eu 1 bulletin blanc. M. Blaizot qui conduisait la liste régionale de l'UPF le 22 mars, a décidé de renoncer à son mandat de conseiller régional de Poitou-Charentes.

CHER. - M. Jean-François Deniau (UDF-PR), député, ancien ministre, est élu par 23 voix contre 7 à M. Maxime Camuzat. Il y a eu 8 bulletins blancs.

COSE. - M. Jean-Pierre Dupont (RPR), maire de Bort-les-Orgues, a obtenu 37 voix contre 4 à M. Jacques Chaminade (PC). Il y a eu 2 bulletins blancs. Il succède à M. Charles Ceyrac (RPR), maire de Collonges-la-Rouge qui ne sollicitait pas le renouvellement de ce mandat, pour raison d'âge.

[Né le 19 juin 1933 à Alger, M. Jean-Pierre Dupont est docteur vétérinaire. Entré au conseil général en 1974, il est élu maire de Bort-les-Orgues en 1983 puis conseiller régional en 1986. Il était vice-président de l'assemblée départementale depuis 1988.]

CORSE-DU-SUD. - M. José Rossi (UDF-PR), député, maire de Grosseto-Francia, est élu par 12 voix contre 4 à M. Jérôme Polverini (RPR). Il y a eu 2 bulletins blancs (div. g.) et 2 à M. Paul Borelli (PC). Il y a eu 2 bulletins blancs.

HAUTE-CORSE. - M. Paul Natali (div. d.) a obtenu 17 voix contre 8 à M. Alexandre Alessandrini (MRG) et 3 à M. Jean Motroni (PS). Il succède à M. François Giacobbi (MRG), sénateur, qui ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat (lire d'autre part).

[Né le 13 novembre 1933 à Saint-Genis (Gard), M. Paul Natali est entrepreneur en travaux publics. Président de la Chambre de commerce et d'industrie de Haute-Corse, il entre à l'Assemblée de Corse en 1984 puis est élu en 1988 conseiller général du canton de Borgo. La liste Rassemblement libéral républicain qu'il conduit aux élections territoriales de mars 1992 recueille 7,15 % des voix et obtient trois sièges à l'Assemblée de Corse. Il a été président du Sporting Club de Bastia quand ce club fut qualifié en finale de la Coupe de l'UEFA en 1978.]

CÔTE-D'OR. - M. Henry Berger (RPR), maire de Fontaine-Fran-

caise, est élu avec 31 voix contre 10 à M. Jean-Claude Robert (PS). Il y a eu 2 bulletins blancs.

CÔTES-D'ARMOR. - M. Charles Josselin (PS), député, maire de Pléstin-Trigavon, ancien secrétaire d'Etat, est élu par 30 voix contre 21 à M. Sébastien Coupel (UDF-CDS). M. Francis Royes (RPR diss.) s'est abstenu.

CREUSE. - M. Thierry Chaudenagor (PS) a obtenu 15 voix contre 11 à M. Jacques Viennois (RPR). Il y a eu 1 bulletin blanc. Il succède à M. Michel Moreigne (PS), sénateur, maire de Luperat, qui ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat de président du conseil général.

[Né le 22 mars 1930 à Paris, M. Thierry Chaudenagor est cadre dans une entreprise de la région parisienne. Fils de M. André Chaudenagor, ancien ministre qui a été président du conseil général de la Creuse, et frère de François Chaudenagor, député, il est entré en politique en 1983 en devenant conseiller municipal de Moutourau avant d'être élu en 1985 conseiller général du canton de Saint-Sulpice-les-Champs. Depuis lors, il était vice-président de l'assemblée départementale.]

DORDOGNE. - M. Alexis Félix (PS) a été élu au bénéfice de l'âge, au troisième tour. Il succède à M. Bernard Bioulac (PS), député, maire de Saint-Berthevin-de-Bussière, qui s'était retiré après les deux premiers tours (lire d'autre part l'article de notre correspondant).

[Né le 29 août 1933, M. Jean Delaune est chirurgien. Elu maire de Châteauneuf-en-Razès en 1967, il est conseiller général d'Indre-et-Loire depuis 1970 avant de devenir de 1978 à 1983 président de la région Centre. Député (UDF) de 1974 à 1981, sénateur (UDF) depuis 1983, il est juge suppléant à la Haute Cour de justice, il a publié en 1973 un essai politique, *Le Choix*.]

ISÈRE. - M. Alain Carignon (div. d.), maire de Grenoble, ancien ministre est élu par 39 voix contre 11 à M. Yves Pilet (PS) et 8 à M^{me} Madeleine Barathieu (PC).

JURA. - M. André Jourdain (RPR), sénateur, adjoint au maire de Sapa, est élu par 26 voix contre 9 à M. André Veuchet (PS).

LANDES. - M. Henri Emmanuel (PS), président de l'Assemblée nationale, ancien ministre, est élu par 19 voix contre 11 à M. Roger Ducom (UDF).

LOIR-ET-CHER. - M. Roger Gossuere (RPR), conseiller régional, est élu par 21 voix. Il y a eu 9 bulletins blancs.

LOIRE. - M. Lucien Neuwirth (RPR), sénateur, est élu par 27 voix contre 1 à M. Claude Mont (UDF-CDS). Il y a eu 11 abstentions et 1 bulletin nul.

HAUTE-LOIRE. - M. Jacques Barrot (UDF-CDS), député, maire d'Yssingeaux, ancien ministre, seul candidat, est élu par 33 voix. Il y a eu 2 abstentions.

LOIRE-ATLANTIQUE. - M. Charles-Henri de Comé-Brissac (UDF-PR), sénateur, maire de Saint-Mars-la-Jaille, est élu par 41 voix contre 18 à M. Yannick Vaugneaud (PS).

LOIRET. - M. Kléber Malécot (UDF), sénateur, maire de Neuvy-sur-Loire, est élu par 38 voix contre 1 à M. Louis Boyer (UDF-PR). Il y a eu 2 bulletins blancs.

LOT. - M. Maurice Faure (MRG), membre du Conseil constitutionnel, ancien ministre et ancien maire de Cahors, est élu par 29 voix. Il y a eu 1 bulletin blanc.

LOZÈRE. - M^{me} Janine Bardoux (UDF-PR), maire de Chazac, est élue par 21 voix contre 3 à M. Jacques Gasparin (PS). Il y a eu 1 bulletin blanc.

MAINE-ET-LOIRE. - M. Jean Sauvage (UDF-CDS), ancien sénateur, est élu par 34 voix contre 3 à M. Jean-Claude Antonin (PS). Il y a eu 4 bulletins blancs.

[Né le 17 septembre 1931 à Capdenac (Aveyron), M. Yves Rispal, agriculteur

est maire de Lupiac depuis 1965. Président de la FDSEA en 1970 puis vice-président après son accession à la vice-présidence du conseil régional de Midi-Pyrénées où il a été élu en 1986. Elu conseiller général du canton d'Aignan en 1988, M. Rispal qui n'est officiellement inscrit dans aucun parti (généraliste inscrit dans les appareils RPR) conduisant la liste régionale de l'Union pour la France le 22 mars, il a retrouvé son siège et une nouvelle vice-présidence.]

GIROUDE. - M. Philippe Madrelle (PS), sénateur, maire de Carbon-Blanc, est élu par 32 voix contre 35 à M. Hugues Martin (RPR).

HERAULT. - M. Gérard Saumade (PS), député, maire de Saint-Mathieu-de-Tréviers est élu par 35 voix contre 14 à M. Pierre Michelot (RPR).

ILLE-ET-VILAINE. - M. Pierre Mébaignier (UDF-CDS), député, maire de Vitry, ancien ministre, est élu par 39 voix contre 14 à M. Jean-Louis Tourenne (PS).

INDRE. - M. Daniel Bernardet (UDF-PSD), sénateur, est élu par 18 voix contre 8 à M. Aymar Boulade-Périgot (PS). M. André Laignel a voté par procuration.

INDRE-ET-LOIRE. - M. Jean Delaune (UDF-PR), sénateur, a obtenu 31 voix contre 5 à M. Yves Maveyraud (PS). Il y a eu 1 bulletin blanc. Il succède à M. André-Georges Voisin (app. RPR), sénateur, maire de L'Île-Bouchard, qui a été battu le 29 mars.

[Né le 29 août 1933, M. Jean Delaune est chirurgien. Elu maire de Châteauneuf-en-Razès en 1967, il est conseiller général d'Indre-et-Loire depuis 1970 avant de devenir de 1978 à 1983 président de la région Centre. Député (UDF) de 1974 à 1981, sénateur (UDF) depuis 1983, il est juge suppléant à la Haute Cour de justice, il a publié en 1973 un essai politique, *Le Choix*.]

ISÈRE. - M. Alain Carignon (div. d.), maire de Grenoble, ancien ministre est élu par 39 voix contre 11 à M. Yves Pilet (PS) et 8 à M^{me} Madeleine Barathieu (PC).

JURA. - M. André Jourdain (RPR), sénateur, adjoint au maire de Sapa, est élu par 26 voix contre 9 à M. André Veuchet (PS).

LANDES. - M. Henri Emmanuel (PS), président de l'Assemblée nationale, ancien ministre, est élu par 19 voix contre 11 à M. Roger Ducom (UDF).

LOIR-ET-CHER. - M. Roger Gossuere (RPR), conseiller régional, est élu par 21 voix. Il y a eu 9 bulletins blancs.

LOIRE. - M. Lucien Neuwirth (RPR), sénateur, est élu par 27 voix contre 1 à M. Claude Mont (UDF-CDS). Il y a eu 11 abstentions et 1 bulletin nul.

HAUTE-LOIRE. - M. Jacques Barrot (UDF-CDS), député, maire d'Yssingeaux, ancien ministre, seul candidat, est élu par 33 voix. Il y a eu 2 abstentions.

LOIRE-ATLANTIQUE. - M. Charles-Henri de Comé-Brissac (UDF-PR), sénateur, maire de Saint-Mars-la-Jaille, est élu par 41 voix contre 18 à M. Yannick Vaugneaud (PS).

LOIRET. - M. Kléber Malécot (UDF), sénateur, maire de Neuvy-sur-Loire, est élu par 38 voix contre 1 à M. Louis Boyer (UDF-PR). Il y a eu 2 bulletins blancs.

LOT. - M. Maurice Faure (MRG), membre du Conseil constitutionnel, ancien ministre et ancien maire de Cahors, est élu par 29 voix. Il y a eu 1 bulletin blanc.

LOZÈRE. - M^{me} Janine Bardoux (UDF-PR), maire de Chazac, est élue par 21 voix contre 3 à M. Jacques Gasparin (PS). Il y a eu 1 bulletin blanc.

MAINE-ET-LOIRE. - M. Jean Sauvage (UDF-CDS), ancien sénateur, est élu par 34 voix contre 3 à M. Jean-Claude Antonin (PS). Il y a eu 4 bulletins blancs.

[Né le 17 septembre 1931 à Capdenac (Aveyron), M. Yves Rispal, agriculteur

est maire de Lupiac depuis 1965. Président de la FDSEA en 1970 puis vice-président après son accession à la vice-présidence du conseil régional de Midi-Pyrénées où il a été élu en 1986. Elu conseiller général du canton d'Aignan en 1988, M. Rispal qui n'est officiellement inscrit dans aucun parti (généraliste inscrit dans les appareils RPR) conduisant la liste régionale de l'Union pour la France le 22 mars, il a retrouvé son siège et une nouvelle vice-présidence.]

MANCHE. - M. Pierre Aguiou (UDF-PR) a été élu par 39 voix et 13 bulletins blancs.

MARNE. - M. Albert Vecten (UDF-CDS), sénateur, est élu par 30 voix contre 8 à M. Michel Voisin (PS). Il y a eu 6 bulletins blancs. Pour la désignation de la commission permanente, la liste de M. Vecten, intitulée Union pour la Marne, et comprenant quelques responsables RPR, a été concurrencée par une liste RPR homogène conduite par le vice-président du conseil général, M. Jean Bernard, ancien député. La première a obtenu 5 sièges et la seconde 3.

HAUTE-MARNE. - M. Pierre Niederberger (UDF-PR) est élu par 25 voix. Il y a eu 3 bulletins blancs et 4 abstentions.

MAYENNE. - M. Jean Arthuis (UDF-CDS), sénateur, a obtenu 30 voix. Il y a eu 2 bulletins blancs. Il succède à M. René Ballester, UDF-CDS, sénateur, qui ne se représentait pas.

[Né le 7 octobre 1944 à Saint-Martin-du-Bois (Maine-et-Loire), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Jean Arthuis, expert-comptable, est maire de Châteauneuf-sur-Loire depuis 1971, conseiller général depuis 1976 et sénateur depuis 1983. Secrétaire d'Etat auprès de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, de 1984 à 1987, puis auprès de M. Edouard Balladur, en charge de la consommation, de la concurrence et de la privatisation, jusqu'en 1988, il est élu le 24 juillet 1988 au Sénat, où il siège à la commission des finances.]

MEURTHE-ET-MOSELLE. - M. Jacques Baudot (UDF-CDS) est élu par 24 voix contre 10 à Michel Dines (PS), 6 à M. Bogdan Polanski (PC) et 1 à M. Jacques Leclerc (UDF).

MEUSE. - M. Rémi Herment, sénateur UDF, adjoint au maire de Vigneulles-lès-Hattonchâtel, a été élu par 26 voix contre 1 à M. Daniel Mayer (PC), 1 à M. François Doss (PS) et 1 à M. Pierre Méchin (div. g.), qui n'était pas candidat. Il y a eu deux bulletins blancs.

MORBHAN. - M. Raymond Marcellin (UDF-PR), député, ancien ministre, est élu par 36 voix. Il y a eu 6 bulletins blancs.

MOSELLE. - M. Philippe Leroy (RPR) a obtenu 36 voix contre 8 à M. Pierre Fournier (ind. p.) et 5 à M. Paul Blaud (PS). Il y a eu 1 bulletin blanc et 1 abstention. Il succède à M. Julien Schwartz (RPR), qui ne se représentait pas.

[Originaire de Lille, M. Philippe Leroy, cinquante-deux ans, est ingénieur forestier. Il fut conseiller pour les forêts et le bois au cabinet de M. François Guillaume (RPR), ministre de l'Agriculture dans le gouvernement de cohabitation de M. Chirac (1986-1988). Conseiller général depuis 1979, M. Leroy avait été élu le premier tour. Maire de Vigneulles-lès-Hattonchâtel, il a également conservé son siège de conseiller régional de la Lorraine qu'il détenait depuis 1986.]

NIEVRE. - M. Bernard Bardis (PS), député, maire de Clamecy, est élu au second tour après le retrait du candidat communiste par 17 voix contre 15 à M. Paul Cabaret (div. d.).

NORD. - M. Jacques Donnay (RPR) a obtenu 40 voix contre 25 à M. Bernard Derosier (PS), député, maire délégué d'Hellennes-Lille, et président du conseil général sortant, et 12 à M. Pierre Briatte (PC). Il y a eu 2 bulletins blancs.

[Né le 7 janvier 1925 à Lille, M. Jacques Donnay est un professionnel de l'habillement, spécialiste qu'il a conduit à la présidence de la Fédération française de l'habillement. Mais il doit surtout sa popularité locale à ses fonctions de président de la ligue des Flandres de tennis. Conseiller général du canton de Lille-Centre depuis 1982, il est conseiller municipal de Lille depuis 1983 et a été conseiller régional de 1986 à 1992.]

OISE. - M. Jean-François Manel (RPR), député, est élu par 27 voix contre 9 à M. Jean-François Braine (PS), député, et 3 à M. Maurice Bamber (PC). Il y a eu 2 bulletins blancs.

ORNE. - M. Hubert d'Andigné (RPR), sénateur, maire du Champ-de-la-Pierre, est élu par 22 voix

Dordogne : la « trahison » d'un élu de droite donne une victoire inattendue au PS

PÉRIQUEUX

de notre correspondant

Dimanche dernier, au soir du second tour des cantonales, l'opposition de droite croyait bien avoir conquis le conseil général de la Dordogne. Elle disposait de 26 sièges sur les 50 qui compte l'assemblée départementale. Rien ne semblait s'opposer à ce que M. Gérard Fayolle (RPR) devienne le nouveau président du département à la place de M. Bernard Bioulac (PS). La droite, qui avait déjà commencé à se répartir les vice-présidences, avait tout prévu, sauf la défection de l'un des siens.

Vendredi matin, lors des deux premiers tours de scrutin, un bulletin blanc a empêché M. Fayolle d'obtenir la majorité absolue nécessaire à son élection. Lors d'une suspension de séance, organisée juste avant le troisième tour décisif, les élus de droite furent chacun sur l'honneur avoir voté pour lui. Pendant ce temps, le groupe socialiste changeait son fusil d'épaule et retirait la candidature de M. Bioulac au profit de celle de M. Alexis Félix. Une

manœuvre qui se révélait payante. A la surprise générale, MM. Fayolle et Félix obtinrent 25 voix chacun : le bulletin blanc des deux premiers tours avait viré à gauche. M. Félix était élu président au bénéfice de l'âge.

Pendant que les élus socialistes se restauraient dans une suborge de la banlieue de Périgueux et tentaient leur repère en chantant, leurs adversaires dépités cherchaient la « trahison » dans leurs rangs. Ils s'aperçurent alors de la « disparition » de M. René Barou, l'élus du canton d'Issigeac. Vers 17 heures, M. Barou, qui n'était visiblement pas au mieux, réapparut. Il avait alors à ses côtés qu'il avait craqué. La nuit précédente l'élection du président, il avait notamment reçu la visite d'un conseiller général socialiste du Sud-ouest, qui était parvenu à le convaincre. M. Barou, qui connaît des difficultés personnelles, avait alors donné sa parole à son interlocuteur nocturne, en échange d'un coup de main dont on ignore la nature.

Ebranlés par leur défaite, les socialistes avaient tenté pendant

pendant plusieurs jours de bouter la route au RPR en essayant de mettre en avant un troisième homme. M. Pierre Chausseade avait décliné l'offre qui lui était faite. La candidature de l'industriel Jean-Claude Grégoire n'allait pas être jugée acceptable par les communistes.

Les amis de M. Fayolle, frustrés de leur victoire, s'efforcent de resserrer les rangs. Lundi, ils affirment qu'ils seront à nouveau vingt-six pour la désignation de la commission permanente, véritable gouvernement du conseil général. Ce week-end, ils ont mis en avant M. Barou pour dénier qu'il ne cède une nouvelle fois au chantage des élus socialistes. Le conseiller général d'Issigeac, qui semble être revenu dans son camp, leur a de toute façon signé une procuration. S'il ne change pas d'avis et si aucun élu de droite ne cède aux sollicitations qui ne vont sans doute pas manquer, le conseil général de la Dordogne risque fort d'être rendu ingouvernable par la cohabitation d'un président de gauche et d'une majorité de droite.

DOMINIQUE RICHARD

Handwritten note: *Handwritten text in a box, possibly a signature or date.*

POLITIQUE

des conseils généraux 75 assemblées départementales sur 99

contre 11 à M. Alain Lambert (PS) et 2 à M. Gérard Burel (RPR). Il y a eu 4 bulletins blancs et 1 bulletin nul.

PAS-DE-CALAIS. - M. Roland Huguet (PS), député, maire d'Isbergues, est réélu par 17 voix contre 28 à M. Jean-Paul Delevoy (RPR). Il y a eu 2 bulletins blancs.

PUY-DE-DÔME. - M. Georges Chometon (UDF-CDS), a obtenu les 34 voix des élus RPR, UDF et divers droites, les 27 élus de gauche votant blanc. Il succède à M. Pierre Boucaud, PS, maire de Tauves.

[Né le 9 novembre 1928 à Saint-Bonnet-le-Château (Puy-de-Dôme), employé de commerce de 1954 à 1976 puis artisan boucher, il est entré au conseil municipal de sa commune natale en 1953 avant d'en être élu maire en 1959, puis maire depuis 1971. Président de la chambre de commerce et d'industrie d'Amboise depuis 1974, il dirige la fédération départementale du CDS depuis 1978. Membre du comité économique et social d'Amboise de 1978 à 1981, député depuis 1986 à 1988, il siège au conseil général depuis 1973.]

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES. - M. François Bayrou (UDF-CDS), député, conseiller municipal de Pau, a obtenu 39 voix contre 12 à M. Georges Labazée (PS). Il y a eu 1 bulletin blanc. Il succède à M. Henri Grenet (UDF), maire de Bayonne, qui ne s'était pas représenté aux élections cantonales.

[Né le 25 mai 1951 à Bordeaux (Pyrréennes-Atlantiques), M. François Bayrou est agrégé des lettres classiques. Il a été professeur à Pau (1973-1979, 1982-1984), puis chargé de mission au cabinet du ministre de l'Agriculture, M. Pierre Méhaignerie (1979-1981), avant d'entrer au cabinet du président du Sénat, M. Alain Poher (1981-1982). Il a également été conseiller du président du Parlement européen, M. Pierre Pflimlin (1984-1986). Secrétaire général de l'UDF, il est conseiller général de Pau-Sud depuis 1982 et conseiller municipal de Pau depuis 1983. Il a publié en 1990 un livre sur l'école, *Le Dénouement des idées*.]

HAUTES-PYRÉNÉES. - M. François Fortassin (MRG) a obtenu 18 voix contre 15 à M. Gérard Trémège (UDF-PR). Il succède à M. Hubert Peyou (MRG), sénateur qui a été battu le 29 mars.

[Né le 2 août 1939 à Sarp (Hautes-Pyrénées), professeur d'histoire et géographie à Tarbes, M. François Fortassin siège au conseil municipal de sa commune natale (77 habitants) depuis 1971 et il en est le maire depuis 1977. Membre du Mouvement des radicaux de gauche depuis 1974, il est conseiller général du canton de Lannemezan depuis 1979 et il assumait, depuis 1982, les fonctions de premier vice-président de l'assemblée départementale. Il siège aussi, depuis 1982, au conseil régional de Midi-Pyrénées.]

PYRÉNÉES-ORIENTALES. - M. René Marqués (UDF), maire de Saint-Laurent-de-la-Salanque, est réélu par 20 voix contre 8 à M. François Beffera (PS) et 2 à M. Antoine Sarda (PC).

BAS-RHIN. - M. Daniel Hostel (UDF), sénateur, est réélu par 41 voix. Il y a eu 3 bulletins blancs.

HAUT-RHIN. - M. Jean-Jacques Weber (UDF-CDS), député, maire de Sausheim, est réélu par 25 voix. Il y a eu 6 bulletins blancs.

RHÔNE. - M. Michel Mercier (UDF-CDS), maire de Thizy, est

réélu par 34 voix contre 11 à M. Bernard Rivalta (PS) et 3 à M. Guy Fischer. Il y a eu 1 non-votant.

HAUTE-SAÔNE. - M. Christian Bergelin (RPR), député, conseiller municipal de Gray, est réélu par 19 voix contre 13 à M. Yves Krattinger (PS).

SAÔNE-ET-LOIRE. - M. René Beaumont (UDF-PR), député, maire de Varennes-Saint-Sauveur, est réélu par 35 voix contre 17 à M. Jean Truc (PS), 3 à M. Robert Jacquemart (MRG) et 2 à M. André Faivre (PC).

SARTHE. - M. François Fillon (RPR), député, a obtenu 30 voix contre 1 à M. Daniel Boulay (PC). Il y a eu 8 bulletins blancs et 1 nul. Il succède à M. Michel d'Aillères (UDF-PR), sénateur, maire d'Allières-Beauvoir, qui ne se représentait pas.

[Né le 4 mars 1954 à Mans (Sarthe), diplômé d'études appliquées en droit public et en sciences politiques et titulaire d'une maîtrise de droit public, M. François Fillon commence sa carrière politique comme assistant parlementaire de Joël Le Theule, député RPR de la Sarthe en 1976. Il suit ce dernier au ministère des transports puis à celui de la défense, comme chargé de mission. M. Fillon succède à Joël Le Theule, décédé, comme conseiller général de la Sarthe puis au conseil municipal de Sablé-sur-Sarthe dont il devient le maire de 1983. Député depuis 1981, il a présidé la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale de 1986 à 1988. Spécialiste des questions de défense au RPR, il préside le comité d'expansion économique de la Sarthe depuis 1990.]

SAVOIE. - M. Michel Barnier (RPR) est réélu par 27 voix. Il y a eu 9 bulletins blancs et 1 abstention.

HAUTE-SAVOIE. - M. Bernard Pellarin (UDF), sénateur, maire de Cruseilles, seul candidat et qui s'est abstenu, est réélu par 31 voix. Il y a eu 1 bulletin blanc.

SEINE-MARITIME. - M. Jean Locantet (UDF-CDS), sénateur, maire de Rouen, ancien ministre, est réélu par 43 voix contre 12 à M. Marc Massion (PS) et 9 à M. Gérard Heuzé (PC). Il y a eu 4 bulletins blancs et 1 nul.

DEUX-SEVRES. - M. André Dulak (UDF), maire de Ménégois, est réélu par 24 voix contre 8 à M. Sébastien Royat (PS), nouveau ministre de l'environnement. Il y a eu 1 bulletin blanc.

SOMME. - M. Fernand Demilly (UDF-PSD) est réélu par 32 voix contre 9 à M. Francis Leul (PS), 4 à M. Gérard Maisse (PC) et 1 à M. René Régier (PC).

TARN. - M. Thierry Carcenac, adjoint au maire de Lescure-d'Albi, est réélu par 25 voix contre 17 à M. Pierre Carneau (RPR). Il y a eu 1 bulletin blanc.

TARN-ET-GARONNE. - M. Jean-Michel Baylet (MRG), ministre délégué au tourisme, maire de Valence-d'Agen, est réélu par 21 voix contre 4 à M. José Pouyet (RPR). Il y a eu 3 bulletins blancs.

VAR. - M. Maurice Arrecks (UDF-PR), sénateur, est réélu par 34 voix contre 4 à M. Maurice Janetti (PS) et 3 à M. Guy Guigou (PC).

VAUCLUSE. - M. Régis Derou-

dille (div. d.) a été élu au troisième tour au bénéfice de l'âge par 12 voix contre 12 à M. Jean Garcia (PS), qui présidait le conseil général depuis vingt et un ans.

[Né le 23 février 1911 à Carpiagne (Corse-du-Sud), M. Régis Derou-dille a commencé sa carrière comme fonctionnaire des contributions indirectes avant d'être nommé au ministère de l'Agriculture. élu maire du Pont à la tête d'une liste politique en 1959, il a conservé ce mandat depuis sans discontinuer. Il entre au conseil général de Vaucluse en 1973 (canton d'Avignon-Nord) et en devient vice-président en 1981.]

VENDEE. - M. Philippe de Villiers (UDF-PR), député, ancien secrétaire d'Etat, a été réélu à titre provisoire par 26 voix. Il y a eu 2 abstentions et 1 bulletin nul. Le conseil général est en effet incomplet depuis le décès, le 21 mars, de Nicole Joubert (UDF), conseillère générale du canton de Chantonnay, qui n'appartenait pas à la série renouvelable.

VIENNE. - M. René Monory (UDF-CDS), sénateur, maire de Loudun, ancien ministre, est réélu par 27 voix contre 7 à M. Gérard Barc (PS) et 4 à M. André Rideau (PC). M. Edith Cresson, absente, avait donné son pouvoir à M. Alain Clays (PS).

HAUTE-VIENNE. - M. Jean-Claude Peyronnet (PS), député, est réélu par 35 voix contre 7 à M. Pierre Baillet d'Estivaux (RPR).

VOSGES. - M. Christian Poncelet (RPR), sénateur, maire de Remiremont, ancien ministre, est réélu par 23 voix contre 6 à M. Michel Humbert (PS) et 1 à M. Robert Bresson (app. PS). Il y a eu 1 bulletin blanc.

YONNE. - M. Henri de Raincourt (UDF-PR), sénateur, a obtenu 32 voix contre 5 à M. Roger Lassalle (PS) et 3 à M. Jean Cordillot (PC). Il y a eu 1 bulletin blanc. Il succède à M. Jean Chamant (RPR), sénateur, ancien ministre, qui ne se représentait pas.

[Né le 17 novembre 1948 à Saint-Vallier (Yonne), ancien agriculteur, est maire de sa commune natale depuis 1977. Entré au conseil général en 1980, sénateur depuis 1986, il est membre du bureau du Parti depuis 1988. M. de Raincourt est également président de la Mutualité sociale agricole de l'Yonne et vice-président de la fédération départementale de chasseurs.]

TERRITOIRE DE BELFORT. - M. Christian Prost (PS), conseiller municipal de Belfort, est réélu par 8 voix contre 7 à M. Jean Roesselot (RPR).

ESSONNE. - M. Xavier Dugoin (RPR), député, maire de Montereau, est réélu par 31 voix contre 5 à M. Robert Vizat (PC). Il y a eu 6 abstentions.

HAUTS-DE-SEINE. - M. Charles Pasqua (RPR), sénateur, conseiller municipal de Neuilly-sur-Seine, ancien ministre, est réélu par 35 voix contre 8 à M. Jeanne Jambou (PC) et 2 à M. Gilles Catoire (PS).

SEINE-ET-MARNE. - M. Jacques Larché (UDF-PR), sénateur, a obtenu 31 voix contre 8 à M. Pierre Carassus (PS), 2 à

M. Lionel Hurbizze (PC), qui n'était pas candidat, et 1 à M. Noël Fraboulet (PC). Il succède à Paul Séramy (UDF), sénateur et maire de Fontainebleau, décédé.

[Né le 4 février 1920 à Paris, M. Jacques Larché est ancien élève de l'ENA. Entré au Conseil d'Etat en 1953 et maître des requêtes en 1957, il est chef de cabinet du président du conseil en 1957 et 1958, directeur au secrétariat général de gouvernement de 1958 à 1974, puis président de l'établissement public Aéroports de Paris de 1975 à 1977. De 1971 à 1976, il est professeur associé de droit public à l'université Paris-XII. Conseiller général et sénateur depuis 1977, il est président de la commission des lois du Sénat depuis 1983.]

SEINE-SAINT-DENIS. - M. Georges Valbon (PC) est réélu par 27 voix contre 13 à M. Jean-Claude Abrieux (RPR).

VAL-DE-MARNE. - M. Michel Gernu (PC) est réélu par 30 voix contre 19 à M. Pierre Aubry (div. d.).

VAL-D'OISE. - Jean-Philippe Lachenaud (UDF), conseiller municipal de Pontoise, qui a décidé de se démettre de son mandat de député après son élection au conseil régional, est réélu par 24 voix contre 7 à M. Jacky Leser (PC). Il y a eu 8 bulletins blancs.

YVELINES. - M. Paul-Louis Tenaillon (UDF-CDS), député, conseiller municipal de Versailles, est réélu par 21 voix contre 17 à M. Franck Borotra (RPR). Il y a eu 1 bulletin nul (lire ci-contre).

GUADELOUPE. - M. Dominique Larilla (PS), député, maire de Petit-Bourg, est réélu par 31 voix contre 6 à M. Félix Flémén (PCG), maire de Deshaies, et 1 à M. José Toribio (div. g.), maire du Lamentin. Il y a eu 5 bulletins blancs.

MARTINIQUE. - M. Roger Lise (PPM), député app. PS, a obtenu 27 voix contre 15 à M. Anicet Turiney (div. d.). Il succède à M. Emile Maurice (RPR), maire de Saint-Joseph qui ne sollicitait pas le renouvellement de ce mandat.

[Né le 31 janvier 1941 à Port-de-France, métèque, M. Roger Lise a adhéré au Parti progressiste martiniquais (PPM), en 1978, après la dissolution du Parti socialiste martiniquais, qu'il avait créé deux ans plus tôt, et a été élu maire de Port-de-France, en 1983. Il est l'un des députés au conseil municipal. Depuis 1980, il est conseiller socialiste de la deuxième circonscription de la Martinique depuis 1988, il siège au conseil général depuis 1980.]

GUIYANE. - M. Elie Castor (PSG), député app. PS, maire de Sinnamary, est réélu par 15 voix contre 4 à M. Claude Ho-A-Chuck (UDF), maire de Roura.

LA RÉUNION. - M. Eric Boyer (div. d.) est réélu par 26 voix contre 20 à M. José Pinna (div. d.), maire d'Etang-Salé.

Yvelines : les socialistes au secours de l'UDF

La crise qui divisait depuis le début de la semaine le RPR et l'UDF pour la présidence du conseil général des Yvelines a éclaté ouvertement vendredi matin 3 avril, lorsqu'au premier tour le président sortant UDF-CDS, M. Paul-Louis Tenaillon, a été réélu avec 21 voix contre 17 à son adversaire RPR, M. Franck Borotra. Alors que les cinq socialistes ne présentaient pas de candidat et que le seul élu communiste annonçait un vote blanc, M. Tenaillon a forcément bénéficié des voix socialistes. Au moins trois si les 15 élus UDF (M. Nicolas About, UDF-PSD, siège désormais avec le RPR) et les trois non-inscrits ont fait bloc derrière lui (sauf que M. Franck Borotra aurait également bénéficié de deux voix socialistes). Peut-être cinq si M. Franck Borotra, de son côté, a attiré vers lui deux UDF ou non-inscrits. Ce qu'il a tendance à croire.

« Désormais mon groupe constitue l'opposition à la majorité socialo-centriste dans ce département », a déclaré le chef de file du RPR, qui reproche à l'UDF d'avoir refusé, mardi, la

réunion des 33 élus de droite qui devaient désigner un candidat unique de la majorité.

L'élection des dix vice-présidents et des onze membres de la commission permanente a été reportée à lundi après-midi, dans le souci de ne pas consommer une rupture flagrante entre les deux formations.

De leur côté, les socialistes ne nient pas être en mesure de jouer un rôle d'arbitre dans les deux ans à venir, eux qui sont apparus, avec moins de 13 % des voix, comme les grands perdants de l'élection régionale dans les Yvelines. « Il n'y a pas eu d'accord de gestion entre Paul-Louis Tenaillon et nous, mais nous sommes prêts sans aucune compromission politique à apporter notre contribution aux mesures urgentes nécessitées par les Yvelines », a déclaré leur président de groupe, M. Georges Mongot, qui a ajouté : « Si y a une majorité aujourd'hui pour l'élection du président, il n'y en aura pas forcément pour le vote du budget ».

PASCAL SAUVAGE

Doubs : hommage « aux victimes de la barbarie hitlérienne »

BESANCON

de notre correspondant

Pour ne pas « défavoriser les nouveaux élus », les « anciens » n'ont pas voulu se présenter à l'élection au conseil général des Doubs, mais pour les nouvelles générations, des témoins permettant de maintenir la culture du souvenir, fondement de la cohésion nationale. En conséquence, il est renouvelé une demande formulée déjà par le passé et visant à ce que soit remise en place la plaque dédiée au marquis Léonel Demoustier, ancien président du conseil général du Doubs, mort en déportation. Cette plaque, posée en 1949 dans la salle de l'hôtel préfectoral, où se réunissent alors l'assemblée départementale, a été enlevée en 1986 par le préfet de l'époque, qui souhaitait donner à cette salle le nom du premier préfet du Doubs, nommé lors de la création des départements. Seul, semble-t-il, le ministre de l'Intérieur peut satisfaire ce vœu.

CLAUDE FABERT

Après mille péripéties et quelques décisions de justice administrative contestées, M. Juventin, soixante-quatre ans, ancien député, a finalement été élu, vendredi, au cours d'une réunion qui a eu lieu en dehors des bâtiments de l'Assemblée et en l'absence des seize élus favorables à M. Vernaudon ou hostiles à M. Fosse, par vingt-quatre voix sur vingt-cinq, et son élection a donc été reconnue valable par le haut-commissaire. M. Jau se proposait de recevoir officiellement le nouveau président et son nouveau bureau.

Furieux de l'attitude de ses anciens partenaires, M. Vernaudon s'est rapproché, entretemps, des indépendantistes en se joignant au chef du Front de libération de la Polynésie, M. Oscar Témara, maire de Papeete, pour réclamer la dissolution de l'Assemblée, et il menace d'organiser des manifestations sur la voie publique pour obtenir des élections anticipées. En compagnie d'un groupe de militants de son parti, le Ai A Api, il occupait, samedi matin, les locaux de l'Assemblée en affirmant qu'il ne reconnaissait pas l'élection de M. Juventin et qu'il ne quitterait pas son poste.

MICHEL YIENGKOW

Haute-Corse : la chute de la forteresse MRG

BASTIA

de notre correspondant

L'annonce de la nomination de M. Emile Zuccarelli, député MRG de la Haute-Corse, au poste de ministre des postes et télécommunications dans le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy a presque été occultée, vendredi 3 avril à Bastia, par l'élection du nouveau bureau du conseil général du département. Contre toute attente, M. François Giacobbi, président sortant, sénateur MRG, décidait de ne pas se représenter, laissant le champ libre à son adversaire, M. Paul Natali (divers droites, ex-RPR), élu dès le premier tour par 17 voix contre 9 à M. Alexandre Alessandrini (MRG), 3 à M. Jean Motroni (PS) et un bulletin nul.

Pourtant, cette élection alimentait les suppositions les plus diverses depuis le deuxième tour des cantonales, qui avait vu la droite remporter dix-huit des trente sièges de l'assemblée départementale, alors que la gauche totalisait douze sièges. M. Giacobbi, élu à la tête de la Corse en 1989 puis, en 1975, de la Haute-Corse lors de la création des deux départements de l'île, assurait personnellement : « Je serai élu président du conseil général ». Le discours, sévèrement antinationaliste, de l'élu MRG et ses réquisitoires sans aménité contre la loi Joxe, en faisaient depuis quelques années, avec le député RPR de Corse-du-Sud, M. Jean-Paul de Rocca Serra, le porte-parole éminent du « front du refus » à la réforme institutionnelle de la Corse. La partie pouvait donc être logiquement gagnée, d'autant que la politique gouvernementale en Corse avait essuyé un revers à l'issue de l'élection territoriale des 22 et 29 mars.

En fait, M. Giacobbi négligeait de compter sur l'effet de proximité du scrutin du 2 avril à Ajaccio, qui a vu la mise en place des nouvelles institutions de la Corse (*le Monde* du 4 avril). A cette élection, la droite divisée a dû convenir d'accords internes pour obtenir la victoire au terme de majorités relatives acquises au troisième tour de scrutin. Cette majorité a été construite grâce à l'apport des voix de la liste que conduisait M. Natali.

Conscient des risques de ce type d'accords pour sa future majorité départementale, le sénateur radical de gauche n'avait toutefois pas hésité à conseiller aux élus régionaux du MRG de s'associer à la droite, espérant obtenir un comportement symétrique de la part de quelques élus RPR ou UDF en Haute-Corse le lendemain. Ainsi, deux élus du MRG, MM. Alexandre Alessandrini et Paul Giacobbi, fils

de François, étaient-ils insérés à l'équipe de droite du conseil exécutif territorial sous la direction de l'UDF, M. Jean Baggioni. Et M. Nicolas Alfonsi, ancien député MRG appartenant PS, était élu vice-président de l'Assemblée de Corse sous la direction de M. Jean-Paul de Rocca Serra.

M. Zuccarelli, président du MRG, averti de ces projets d'alliances régionales alors qu'il était déjà pressenti pour entrer au gouvernement de M. Bérégovoy, les avait par avance condamnés et avait même tenté de les limiter. Mais M. Giacobbi obtenait sans difficulté des élus régionaux du MRG de privilégier l'alliance à Ajaccio pour un bénéfice départemental le lendemain en Haute-Corse. Ce coup de force de M. François Giacobbi contre M. Emile Zuccarelli engage une crise au sein du MRG de Corse, dont la première consécration apparaît déjà au conseil municipal de Bastia, avec la démission de son mandat d'adjoint de M. Joseph Chierelli.

Mais M. François Giacobbi n'a pas tenu compte de la détermination de M. Paul Natali à préserver sa nouvelle majorité de droite en Haute-Corse. Celui-ci n'a pas hésité à demander aux dix-huit élus régionaux du camp libéral de souscrire un engagement moral de solidarité

de comportement à Ajaccio et à Bastia.

Les nécessités du scrutin à Ajaccio ont donc servi M. Natali. Pour éviter de perdre devant M. Natali, le président sortant a donc choisi, au dernier moment, de ne pas se représenter. Il n'empêche que la défaite du principal chef de clan de la Corse profite aussi aux nationalistes, qui voient ainsi leur plus farouche adversaire privé de l'essentiel de son pouvoir d'action.

Le nouveau rapport des forces politiques en Haute-Corse aura certainement des conséquences sur le reste de l'île. Le nouveau président du conseil général de la Haute-Corse partage avec M. José Rossi, président réélu au conseil général de la Corse-du-Sud, l'idée que le développement économique, social et culturel de l'île est le meilleur moyen d'éradiquer les différentes formes de violences qui sévissent en Corse depuis des décennies. Paradoxalement, alors que les nationalistes en sont absents, cette idée, sous-tendue par la loi Joxe, pourrait donc trouver plus d'écho dans les conseils généraux qu'à l'extérieur régional.

MICHEL CODACCIONI

M. Juventin évince M. Vernaudon de la présidence de la Polynésie

PAPEETE

de notre correspondant

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, M. Michel Jau, a confirmé, vendredi 3 avril, la validité de l'élection, à la présidence de l'Assemblée territoriale, de M. Jean Juventin, maire de Papeete, organisée la veille alors que les élus de l'opposition et les partisans du président en titre, M. Emile Vernaudon, député non-inscrit, maire de Mahina, étaient absents. Cette décision signifie que le représentant de l'Etat a décidé de mettre fin à l'impasse politico-juridique qui paralysait depuis plusieurs mois le fonctionnement des institutions locales.

En président de l'Assemblée territoriale en mars 1991, après avoir signé un pacte de gouvernement avec M. Gaston Fosse, vainqueur des élections, M. Vernaudon a rompu cette alliance, en septembre, et, depuis cette date, il se refuse à convoquer l'assemblée locale où il est devenu minoritaire puisque M. Juventin et ses amis ne l'ont pas suivi en dissidence. M. Juventin s'est même réconcilié avec M. Fosse après avoir été, aux élections de 1991, l'allié de M. Alexandre Léonetti, député non-inscrit, ancien président du gouvernement et principal adversaire de M. Fosse. En tant que

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Les activités du « chargé de mission » Fernand Saincène

L'audition de M. Gaudin par le juge Murciano est reportée

L'audition, dans l'affaire Saincène, de M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF-PR) du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et sénateur des Bouches-du-Rhône, a été repoussée. Elle avait été prévue, initialement, entre le 28 et le 31 mars (le Monde du 21 mars). Mais l'avocat de M. Gaudin, M. Henri Ruggieri (Marseille), a proposé à M. Jean-Pierre Murciano, le juge d'instruction greco-chargé du dossier, une nouvelle date, postérieure à l'ouverture de la session parlementaire. Or, pendant cette période, M. Gaudin ne peut être entendu qu'en qualité de témoin. Il ne saurait, en revanche, faire l'objet d'une éventuelle inculpation - envisagée par le magistrat instructeur - que si le Sénat votait, au préalable, la levée de son immunité parlementaire.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Il était logique de penser qu'après l'inculpation, le 18 décembre 1991, de son ancien directeur de cabinet, M. Claude Bertrand, du chef d'escroquerie et de complicité d'escroquerie, pour création d'un emploi fictif, M. Gaudin devait expliquer les conditions dans lesquelles M. Bertrand Saincène avait été recruté et employé, comme vacataire au conseil régional. Il a été établi, en effet, dans le cours de l'instruction, que d'avril 1989 à la date de son arrestation, en octobre 1991, M. Saincène n'occupait pas les fonctions pour lesquelles il était rémunéré.

Cet ancien ténacrier de boîte de nuit et ancien gérant d'une éphémère officine de sécurité avait été, à partir de 1983, le responsable de la logistique des campagnes électorales de M. Gaudin. Après l'élection de celui-ci à la présidence de la région, en 1986, il avait été embauché à l'Office régional de la mer, comme secrétaire de catégorie B ou - les versions diffèrent - comme « chargé d'études ». Puis il avait été affecté, trois ans plus tard, au service parc et matériel. Mais, depuis cette date, il émergeait, en réalité, comme « chargé de mission » au cabinet du président, sans statut défini ni aucune contrainte professionnelle. Bien introduit dans certaines sphères de la police marseillaise et dans l'administration fiscale, il semble avoir joué, essentiellement, un rôle d'informateur et d'homme à tout faire, à la fois orfèvre et bras serviable du cabinet - ou plus exactement de l'UDF.

Nanti d'une fausse carte de commissaire principal de police et des attributs allant de pair avec cette

fonction - 25 équipes d'un gyrophare avec conduite tricolore, - Fernand Saincène s'est composé un personnage qui en imposait à ses interlocuteurs. Fasciné par les services secrets dont, à l'occasion, il s'est dit ancien membre, c'est un maniaque du renseignement.

Un subalterne payé 12 000 F par mois

Quand il est interpellé, le 17 octobre, dans une affaire de « racket fiscal », les gendarmes vont découvrir, à son domicile, outre des armes et divers documents, une disquette informatique sur laquelle il a mis en fiches trente-neuf personnes. Parmi celles-ci, Bernard Tapie, président de l'OM - et nouveau ministre de la ville - ainsi que plusieurs dirigeants et la plupart des joueurs du club. Mais aussi tous les élus d'opposition de la municipalité d'Allauch, près de Marseille, dirigée par un socialiste, M. Roland Poinelli, pour le corps duquel M. Saincène affirme avoir travaillé.

Les renseignements qui figurent sur ces fiches ont, en partie, un caractère très confidentiel. Une somme de 20 000 francs a également été trouvée sur l'énigmatique vacataire qui dit l'avoir reçue de Claude Bertrand pour payer un informateur détenant des renseignements compromettants sur Bernard Tapie. Question : M. Gaudin pouvait-il ignorer la situation réelle de Fernand Saincène ? Un subalterne qui, frais de mission, percevait quelque 12 000 francs par mois. Lorsque l'affaire a éclaté, M. Gaudin a d'abord démenti avoir été en relation « de quelque nature que ce soit » avec lui. Ce qui est peu plausible. Mais M. Bertrand lui sert effacement de bouclier. C'est lui, a-t-il expliqué au juge, qui a signé, illégalement, à la place du président du conseil régional, en imitant son paraphe, tous les contrats de travail mensuels et les très nombreux ordres de mission - 308 pour l'année 1990 et le premier semestre de 1991 - de Fernand Saincène.

Fictivement inscrit dans les effectifs

Les enquêteurs ont, cependant, retrouvé une lettre dans laquelle, en mai 1989, le chef du service parc et matériel demandait à sa hiérarchie que M. Saincène, fictivement inscrit dans les effectifs, soit officiellement détaché de son service. Mais, selon M. Bertrand, cette requête, parvenue au directeur général des services de l'époque, M. Georges Roux - musé, depuis, au ministère de l'Intérieur - n'a jamais touché M. Gaudin. Que reste-t-il ? Des témoignages de secrétaires du cabinet sur les visites de Saincène. Celui, aussi, d'un chargé de mission qui avait tiré la sonnette d'alarme dès 1987, sur les risques encourus par M. Gaudin à utiliser un personnage usurpant la qualité de commissaire de police.

Ces présomptions sont-elles suffi-

santes pour inculper le président du conseil régional ? Le juge Murciano semble le penser et a informé de ses intentions M. Ruggieri. Dans ce cas, M. Gaudin pourrait être, à son tour, inculpé d'escroquerie pour création d'un emploi fictif, au titre d'employeur de M. Saincène. Le juge devra tenir compte des explications que lui donnera l'intéressé... quand il aura la possibilité de l'entendre. On se demande d'ailleurs pourquoi il ne l'a pas convoqué à son cabinet quand il pouvait le faire.

L'entrée en scène de M. Gaudin n'est toutefois qu'un épisode supplémentaire du dossier dont le fond demeure l'affaire de racket fiscal dans laquelle, outre M. Bertrand, dix personnes, dont quatre agents du fisc,

trois contribuables et un garagiste marseillais, complice de M. Saincène, M. Albert Bensoussan, ont été d'ores et déjà inculpés. Les accusations portées par M. Bensoussan contre M. Bertrand - auquel il aurait remis, en octobre 1991, une somme de 200 000 francs provenant du racket fiscal - ont valu à celui-ci d'être inculpé, le 12 février, de complicité de trafic d'influence et complicité de corruption active. M. Gaudin comme son ancien directeur de cabinet n'ont cessé, pourtant, de démentir une « machination politique » dont le chef d'orchestre, a été, selon eux, M. Bertrand Tapie.

GUY PORTE

Les suites de l'affaire Nice-Opéra

Un nouveau mandat d'arrêt est requis contre M. Jacques Médecin

NICE

de notre correspondant régional

L'avocat général Michel Legend, a requis, le 24 avril, devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble, la délivrance d'un mandat d'arrêt, du chef d'abus de confiance, contre l'ancien maire (CNI) de Nice, Jacques Médecin, exilé en Uruguay depuis septembre 1990. Cette réquisition a été prise dans le cadre d'une information judiciaire ouverte, à Grenoble, le 21 juin 1990 et concernant des détournements de fonds commis au préjudice de l'association para-municipale Nice-Opéra. La nature du mandat d'arrêt - probablement international et ayant valeur d'inculpation - a été laissée à l'appréciation de la chambre qui statuera prochainement dans cette affaire. M. Legend a également demandé l'inculpation, pour complicité d'abus de confiance, de M. Lucien Salles, ancien directeur de l'Opéra de Nice.

L'affaire Nice-Opéra, instruite depuis près de deux ans par le conseiller Jean-Marc Armengaud, a probablement été à l'origine de la fuite de M. Médecin en Uruguay. L'ancien maire de Nice était, à l'époque, sous le coup d'une autre procédure, pour délit d'ingérence. Mais celle-ci reposait sur des faits remontant à 1987, quand M. Médecin était directeur de l'instruction d'un dossier d'abus de confiance (1). M. Médecin n'avait, de plus, retiré aucun profit personnel de cette affaire. Il en allait différemment, en revanche, de l'information qui venait d'être ouverte à Grenoble puisqu'il s'agissait, cette fois, de détournements de fonds.

M. Médecin avait pu croire que cette vieille affaire, révélée par un rapport de l'administration fiscale, en 1987, ne remonterait jamais à la sur-

face. Les enquêteurs du Trésor avaient alors découvert que l'association Nice-Opéra, dont M. Médecin était président de droit, avait effectué un curieux virement au profit d'une société de droit panaméen, la Costa Real, sur un compte ouvert à la Bank of California de Los Angeles. Ce virement était censé correspondre au premier terme d'un contrat annuel de 48 000 dollars passé par Nice-Opéra avec ladite société pour la recherche de « nouveaux talents » sur le territoire américain. En fait, la Costa Real n'était qu'une société de façade et le contrat était purement fictif.

Une commission rogatoire délivrée par M. Armengaud et adressée aux États-Unis a permis d'établir que les fonds versés par Nice-Opéra sur le compte de la Costa Real avaient ensuite été transférés, dans la même banque, sur les comptes personnels de M. et Mme Médecin. D'importantes sommes d'argent, de sources différentes, seraient passées sur ces comptes jusqu'en 1986. Le magistrat instructeur a pu en suivre le cheminement jusqu'en Suisse où ces fonds aboutissent sur deux comptes à numéros dont les titulaires devaient être prochainement identifiés grâce à la coopération de la justice helvétique.

Selon une estimation provisoire, les détournements imputés à M. Médecin, au détriment de Nice-Opéra - ancienne association transformée en règle municipale, et très largement subventionnée par la ville - seraient de l'ordre de 1,2 million de francs.

GUY PORTE

EN BREF

Un civil nommé directeur du Musée de l'Armée. - M. Jacques Pérot a été nommé directeur du Musée de l'Armée, à Paris, en remplacement du général (cadre de réserve) Raymond Boissau. Il est le premier civil nommé à ce poste. Né le 11 avril 1945 et titulaire d'un diplôme d'archiviste-paléographe, M. Pérot a été conservateur en chef du patrimoine, directeur adjoint de l'école du Louvre et de l'école du patrimoine depuis 1988. Il était déjà chargé de mission auprès du président du conseil d'administration du Musée de l'Armée.

BOXE : Franck Nicotra champion d'Europe des supermoyens. En moins d'une minute, le Dauphinien Franck Nicotra est devenu, vendredi soir 3 avril à Vitrolles (Bouches-du-Rhône), champion d'Europe des supermoyens, en mettant K.O. (craquet du droit), dès la première reprise, le tenant du titre, le Britannique James Cook. Agé de vingt-six ans, Franck Nicotra a fait ses débuts professionnels il y a cinq ans. Il compte vingt-huit victoires (dont dix-sept avant la limite) en vingt-huit combats.

FOOTBALL : POM conforte sa place de leader du championnat de France. - En match avancé de la trente-quatrième journée du championnat de France de première division, l'Olympique de Marseille a battu, vendredi 3 avril, à Nancy, l'Équipe locale (3-1). Cette victoire acquise en présence du président de l'OM, M. Bernard Tapie, nommé ministre de la ville en début de journée, a permis à l'équipe de Jean-Pierre Papin de conforter son avance en tête du classement du championnat de première division avec 51 points.

HENRI TINCO

Fouad Salah devant la cour d'assises de Paris

Exaltations contrôlées

La deuxième audience du procès de Fouad Salah, accusé de complicité d'assassinats dans les quinze attentats commis à Paris en 1985 et 1986, a été marquée par la déposition du docteur Michel Dubec, expert-psychiatre.

La psychanalyse est une fumisterie « freudo-juive » érigée en science, l'Occident grouille de « blancs infects », les chrétiens, acharnés depuis plus d'un millénaire à « déchristianiser le Coran dans le noir », « déchristianiser les musulmans », sont par définition les « vecteurs du mensonge ». Ainsi parle Fouad Salah, grand blasphémateur éruptif jamais à court de formules.

Un accusé, qui tel un derviche-tourneur, se laisse régulièrement gagner par vastes délires politico-religieux où l'auditeur est pris en trente secondes de gobe des synthèses syncopées où s'entremêlent l'histoire des croisades, les méfaits de la « juiverie », les malheurs des opprimés, l'assassinat de John F. Kennedy, les sombres complots des franc-maçons et les desseins perfides, évidemment perfides, de l'Occident en Afrique noire.

« Votre frère vous dépeint après votre séjour d'un an en Libye comme farouche, violent et social, qu'en pensez-vous ? », lui demande le président Maurice Colomb.

« Je suis un tigre! Salah est en acier dur, il ne plie pas. Il est ferme jusqu'à la mort ».

M. Jacques Chanson, avocat de SOS-Attentats, excédé par son attitude méprisante lui demande « de ne pas être devant les victimes, de ne pas se comporter comme un petit fou et un criminel ». Plus rapide qu'une mitraillette, il riposte avant d'être expulsé : « C'est toi le criminel, fils de porc, sale Blanc... Tu crois me faire peur! Je vais revenir et te cracher au visage ».

Mais Salah-le-Fureur a ses têtes. Celle du président de la cour lui revient. Après une suspension d'audience, il tient absolument à mettre les choses au point : « M. Le président, vous êtes subtil. Je suis votre ennemi, mais vous me respectez. A vous, l'obéissance, OK! Mais lui, il provoque (Salah pointe du doigt M. Chanson). Vous m'exploitez, soyez juste! Vous voulez qu'on expulse tous les deux ».

« Je m'attacherais à ce qu'il n'y ait plus aucune provocation », répond le président.

« J'en prends acte », conclut Fouad Salah, grand prince.

A l'évidence, le docteur Michel Dubec, expert-psychiatre, ne se hasarde pas trop lorsqu'il évoque une « personnalité très forte » chez laquelle l'intérêt pour « les questions de politique internationale dominent largement celles de la religion ». De son analyse, il ressort que Fouad Salah, un « subissant chronique », méprise parfaitement l'expression de sa

passion. « Il n'y a aucun désir chez lui », interroge le président.

« Ah! non, aucun. Il dépose de loin le parapente, il le contrôle. C'est un décideur. Nos conversations étaient extrêmement agréables, courtoises et intelligentes. Il choisit ses traits de caractères quand il le veut ».

« Peut-on dire que c'est un excellent comédien ? », s'enquiert l'avocat général.

« Cela va plus loin, répond l'expert. Le texte est de lui. C'est Chopin qui se joue lui-même... »

« Avez-vous noté chez lui de la compassion pour les victimes des attentats ? », demande le président.

« Je ne l'ai pas noté ».

En réalité, l'organisateur du réseau terroriste chifflé à Paris aurait eu un état voisin du raisonnement durant les vagues d'attentats de 1985-1986. La situation le transformait en « interlocuteur de l'État », ce qui ne pouvait que satisfaire sa volonté « d'imposer sa loi à un moment donné de l'ensemble de la société », explique le docteur Dubec. Méfiant, psycho-rigide, orgueilleux sous un vernis de modestie, affublé d'une fausseté de jugement, Salah présente en résumé toutes les caractéristiques d'un « exalté à l'esprit vif et fin ».

Une comédie politique

Et il le prouve sur le champ. Ainsi n'accepte-t-il pas d'être désigné comme le coupable des attentats qui provoquent la mort de trois personnes : « Dans votre pays, on tue les hématophiles, lance-t-il à la cour. On est responsable mais pas coupable! Moi, on m'a mis les attentats sur le dos après la libération de Wahid Gorji (conseiller de l'ambassade iranienne à Paris). J'ai été victime d'une comédie politique parce que votre gouvernement ne savait pas comment expliquer aux Français sa simple audace par le juge Bouloque ».

Plus tard, Fouad Salah pulse encore un exemple dans la politique française pour se défendre. Lorsque le président note qu'un Portugais est mort dans un attentat, l'accusé évoque celui commis contre le Rainbow Warrior et le décès d'un photographe portugais qui se trouvait à bord du bateau de Greenpeace. « Est-ce que les responsables ont été jugés », demande-t-il.

Fouad Salah ne se berce pourtant d'aucune illusion : il est en prison. « Condamnez-moi à un siècle, jamais je ne demanderai grâce », jure-t-il, demandant en contrepartie la libération de ses trois coaccusés. Trois hommes en retrait qui lui ont permis de stocker et de transporter les explosifs nécessaires aux attentats. Trois hommes obéissants et complices du pire.

Prochaine audience lundi 6 avril. LAURENT GRELSAMER

RELIGIONS

Devant deux mille intégristes catholiques à la Mutualité

Le successeur de Mgr Lefebvre refuse le dialogue proposé par Rome

Devant près de deux mille personnes, vendredi soir 3 avril à Paris, l'abbé Franz Schmidberger, supérieur de l'intégriste Saint-Pie Fraternité-X d'Éône, successeur de Mgr Lefebvre, a opposé une fin de non-recevoir aux offres de dialogue du Vatican.

« Désastre » de l'Eglise moderniste, « hérésie », « trahison de la foi ». A la tribune de la Mutualité, pleine comme aux plus beaux jours, l'abbé Franz Schmidberger, encadré par trois autres prêtres, comme lui en soutane noire, de Saint-Nicolas-du-Charbonnet, ne mâche pas ses mots. Ceux qui avaient encore quelque illusion (ou crainte) sur un possible rapprochement entre le Vatican et l'Eglise schismatique de Mgr Lefebvre en seront pour leurs frais. Pour la première fois depuis la mort de ce dernier, il y a un an, son successeur est venu d'Éône (Suisse) à Paris mettre fin au flottement qui régnait dans ses rangs et fermer la porte aux tentatives de « récupération » venues de Rome.

Dans les paroisses intégristes de Paris et de la région, on avait battu le ban et l'arrière-ban pour cette conférence publique sous le titre alléchant : « Où en sommes-nous avec Rome ? ». Dès le début d'un discours

musclé, le successeur de Mgr Lefebvre affirme que l'hérésie ne sera pas vaincue. Il dénonce le goût du pape pour le dialogue avec les « païens » et les « infidèles ». Jean-Paul II préfère, dit-il, s'entourer des « idolâtres » (comme en 1986 au cours de la réunion d'Assise) et traiter avec « des fausses religions étrangères » plutôt que de se consacrer à « l'unique Eglise du Christ ».

Ce n'est pas une querelle de messe et de latin, dit l'abbé Schmidberger, qui voit la source de tous les maux dans la fin des « États catholiques », dans l'œcuménisme, la liberté religieuse, l'ouverture au monde moderne approuvés par le concile Vatican II (1962-1965). Il cite les papes les plus réactionnaires, fustige les grands théologiens français, égratigne l'archevêque de Paris, qui, au dernier synode des évêques à Rome, aurait dit que « la nouvelle évangélisation de l'Europe ne devait pas être comprise comme une reconquête ». « Alors pourquoi, s'interroge-t-il, nos ancêtres se sont-ils battus contre les Turcs, contre les musulmans », si c'est pour en arriver là : « dialoguer » et non plus « convertir », considérer « toutes les religions comme des égales », annoncer que « tous les hommes sont rachetés et justifiés ».

Dans les églises aujourd'hui, se lamente l'orateur, « on prêche pour du social, on prêche contre le chômage, contre le racisme, pour l'étranger ».

« On embrasse le monde, les franc-maçons, les socialistes ». A son public, aux anges, l'abbé Schmidberger va tout révéler, y compris les correspondances, des manœuvres du Vatican pour l'approcher, grâce à des personnalités plutôt sympathiques, à Éône, comme les cardinaux Théodème, archevêque de Dakar (dont Mgr Lefebvre occupa le siège), et surtout Oddi, ancien prêtre de la Curie, vicaire du séminaire schismatique.

Mais les ponts semblent rompus. « Une collaboration ouverte et fructueuse est impossible » dans les conditions actuelles, a répondu le supérieur d'Éône le 6 janvier au cardinal Oddi, qui souhaitait un geste pour « normaliser » les relations. Pour nous, ajoute-t-il en martelant les mots, il n'y a pas de « marché » ni de « diplomatie » possible. « On ne accepte la nouvelle orientation, mais on rejette l'Eglise de toujours. Le choix est clair. Nous choisissons les deux mille ans de l'histoire glorieuse de la Sainte Eglise ». L'assistance d'un bond, se lève pour applaudir, puis chanter le Credo, chez un peu surréaliste d'une Eglise schismatique qui vit à contretemps, se plaint du dialogue œcuménique mené à Rome alors qu'il n'a jamais été aussi brisé et d'une Eglise réformatrice quand ses militants et théologiens de gauche le contestent ou la quittent.

HENRI TINCO

ENVIRONNEMENT

En dépit de la décision du Conseil d'Etat

La reprise des travaux du port de Trébeurden reste incertaine

Les partisans du port de plaisances de Trébeurden (Côte-d'Armor) ont marqué un point, en obtenant du Conseil d'Etat l'autorisation de reprendre les travaux interrompus en novembre 1991 à la demande d'associations de défense de l'environnement (le Monde du 3 avril). Les opposants ne baissent pas pour autant les bras et les questions financières rendent cette reprise hypothétique.

La tourmente ne s'est pas apaisée dans cette station balnéaire divisée depuis plus de deux ans par la construction du port et par ses multiples rebondissements (le Monde du 9 mars). « On continue à se battre », déclare M. Pierre Delagrè, conseiller régional (Génération Ecologie), et opposant au projet. « Nous ne sommes plus inquiets », réplique le maire de Trébeurden, M. Alain Guennec (apparenté PS), pour qui l'arrêt du Conseil d'Etat « équivaut à une autorisation définitive de construction du port ».

Le maire souhaite que les travaux reprennent très vite pour que le port soit opérationnel avant l'été. Mais le promoteur-concessionnaire, en l'occurrence la Société du port de plaisance de Trébeurden (SPPT), déte-

nue à 45 % par l'entreprise de travaux publics Campenon Bernard, « ne garantit pas un achèvement pour l'été 1992 ». Selon l'AFP, M. Guennec, président de la SPPT, a également indiqué que la société souhaitait « passer la main à qui le voudra, avant ou après l'achèvement des travaux ».

Les retards accumulés ont porté le coût initial du chantier de 45 à 65 millions de francs, a souligné M. Vaden, pour qui cette « opération est devenue déficitaire ». La SPPT a d'ailleurs engagé des procédures pour obtenir des indemnités et faire résilier sa concession. Pour M. Delagrè, « la remise en état du site reviendrait beaucoup moins cher ». L'ancien ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, avait également estimé qu'il ne fallait « pas hésiter à démolir ».

Enfin, en marge de cette affaire, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes a décidé, jeudi 2 avril, de renvoyer le maire de Trébeurden et trois coaccusés devant le tribunal correctionnel de Saint-Brieuc pour trafic d'influence. M. Guennec est soupçonné d'avoir touché des fonds d'une société chargée d'une étude sur la construction du port.

مخدرات الأكل

Le Monde

HEURES LOCALES

Référendum municipal contesté aux Pays-Bas

Appelés à se prononcer sur la circulation automobile dans le centre-ville d'Amsterdam les habitants ont boudé la consultation électorale organisée par le bourgmestre

AMSTERDAM
de notre correspondant

AU même titre que l'élection des maires au suffrage universel (les bourgmestres néerlandais sont toujours nommés par décret royal) ou la réduction de la production de liège dans les campagnes du pays, le référendum municipal est un serpent de mer de la vie publique aux Pays-Bas. Depuis des années, le sujet fait un va-et-vient entre le centre de l'actualité et les profondeurs de l'indécision. Mais, en bonne capitale qu'elle est, Amsterdam vient de briser ce statu quo en organisant, mercredi 21 mars, une consultation populaire sur un thème qui ne l'est pas moins : la voiture dans le centre-ville.

En l'occurrence, les politiciens locaux compa-

taient dans une pierre deux coups. Ils soulaient tout d'abord combler le fossé entre gestionnaires et administrés en offrant à ces derniers l'occasion de s'impliquer directement dans la vie de leur ville. Un électeur sur deux n'avait-il pas voté au scrutin municipal de 1990 et la désignation consécutive des conseils de quartier n'avait-elle pas intéressé que quatre électeurs sur dix ? L'idée d'un référendum était donc très imposée.

Encore fallait-il trouver un thème mobilisateur. La mairie mena alors une enquête, qui a fait apparaître trois sujets principaux de préoccupation : l'insécurité dans la ville et la circulation automobile dans le centre-ville, l'égalité et la pollution des transports par la voiture. Le conseil municipal retint presque naturellement la problématique des quatre roues. Amsterdam n'est-elle pas la ville que les tout premiers écologistes utilisaient comme exemple ?

Le centre-ville d'Amsterdam a la forme d'une demi-lune à l'extrémité géographique par les fameux canaux concentriques, qui donnent à cette Venise du Nord autant de charme que de soucis. Les automobilistes y tournent jusqu'à y perdre la tête, sur des « quais » étroits et encombrés, où les bus et les tramways occupent largement le pavé des artères plus larges, mais guère plus vastes. Quant au stationnement, il relève, dans cette capitale au site prisonnier des autos, de calculs simples. Le centre-ville offre 13 000 places légales (et 4 000 illégales) alors que ses habitants possèdent 17 000 voitures et que



25 000 voitures environ se disputent le jour son macadam.

C'est donc sur un vrai problème que les quelque 100 000 Amstellodamois de plus de dix-huit ans, habitants des quartiers périphériques et étrangers furent consultés... au moyen d'un référendum de quartier compliqué. Se retranchant derrière la loi, le conseil municipal avait en effet refusé d'accorder à la consultation populaire aucun caractère contraignant et s'était réservé le droit de dire, dans un délai de quatre semaines après le vote, s'il en reculerait l'issue ou si au contraire il l'appliquerait.

Une méthode qui pouvait paraître étrange aux habitants que leur choix pourrait ne pas être respecté, et que du moins beaucoup de sa crédibilité, à un exercice de démocratie locale organisé à grands frais (6 millions de francs au total). Les électeurs, apparemment,

suppression de deux mille places de stationnement en ville, à l'exception des tarifs et à la limitation de la durée du parking.

La poursuite de cette politique dans le cadre de l'option A du référendum, l'option B proposant une autorisation. Dans le dernier scénario, le trafic des automobiles devrait être limité de 60 % d'ici à l'an 2000 : la moitié des places de stationnement seraient supprimées, les autres devraient être occupées par des vélos, heures par jour et à un tarif tellement exorbitant que même certains habitants auraient dû contraindre de se débarrasser de leur véhicule.

Les commerçants menent la contestation

Ce ne sont pas ceux qui ont voté en faveur de l'option A du référendum, mais les milieux d'affaires. Emmenés par la chambre de commerce, les petits commerçants et les artisans (essentiellement de services) toujours installés au cœur de la ville ont brandi à deux mains la menace de pertes financières importantes (trois millions de francs par an, une année de la mairie), de possibles démenagements et d'éventuelles suppressions d'emplois. Rappelant au passage que la ville avait signé une convention garantissant l'existence des commerces locaux en son sein, la chambre de commerce a affaibli les électeurs sur un point qui aurait pu leur échapper : en cas d'adoption, l'option B ne pourrait pas commencer à être appliquée avant la désignation du prochain conseil municipal. Sous-entendu : lequel aura peut-être d'autres idées.

Comme si cet exercice d'incertitudes n'avait pas suffi, l'échevin aux finances - membre d'un parti libéral - l'option A - lança à la veille du vote un cri d'alarme budgétaire : les investissements prévus par l'option B, notamment pour l'extension des transports publics et la construction de garages autour de la ville, se chiffrent à des centaines de millions de florins que la ville, déjà endettée, aurait bien du mal à rassembler, même en faisant passer l'abonnement au parking en centre-ville à près de 1 000 francs par mois.

Les Amstellodamois, qui ont dans la vie quotidienne le sens de la répartition, ont finalement renvoyé la balle dans le camp des politiciens : ceux-ci se sont montrés dans l'un des quatre cent cinquante-cinq bureaux de vote sur quatre à 46 % l'option A et à 53 % l'option B, brisant ainsi définitivement les cartes. L'histoire ne dit pas si le conseil municipal se munit d'avoir vu dans l'organisation d'un référendum le remède miracle à une doper la légitimité, mais elle le place dans une bien inconfortable situation, aussi bien à l'égard des 75 % d'abstentionnistes qu'à 25 % des votants.

Prudents, voire perplexes, les élus d'Amsterdam se sont sagement accordés jusqu'au 15 avril prochain pour réfléchir à une manœuvre qui leur permettrait de sortir de cette voie sans issue.

CHRISTIAN CHARTIER

Le nouveau gouvernement

La « chute » de l'aménagement du territoire

MICHEL DELEBARRE ministre - qui plus est ministre d'Etat - mais l'aménagement du territoire qu'il cumule avec ses attributions sur la ville a disparu de la scène ministérielle de l'équipe de Pierre Bérégovoy. Oubli ? Contrainte ? Volonté de resserrer l'équipe gouvernementale ? Volonté de lancer la décentralisation, les collectivités locales ont choisi d'équiper leur propre territoire ?

Sous le gouvernement de M. Michel Rocard, il avait été chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions (Jacques Chérèque, placé auprès du ministre de l'Industrie ; Roger Fauriol, ministre d'Etat ; Michel Delebarre, ministre d'Etat ; André Laignel, spécialement en charge des questions sanitaires et de l'aménagement rural).

En décharge du M. Bérégovoy, son ancien collègue d'investissement plus complet, il faut remarquer, au sein des ministères ministériels, que ni l'équipement, ni l'environnement, ni le cadre de vie, ni la ville n'ont été, évidemment, oubliés. Or l'aménagement du territoire, aujourd'hui, s'intègre à l'évidence dans des préoccupations plus larges que le territoire. Quant à M. Delebarre lui-même, il aura à mener, dans le droit du territoire, la politique des aménagements du territoire : la mise en place des services d'administration et de services publics en province - la TENA aux communes navigables au sud de la France - comme responsable du territoire public, et l'approfondissement de la décentralisation, qui est la rénovation de l'organisation administrative de l'Etat, en tant que ministre des affaires administratives.

FRANÇOIS GROSCHARD

Lutter contre l'exclusion

La communauté urbaine de Lille et la région Nord-Pas-de-Calais ont signé avec l'Etat un contrat d'agglomération : façon nouvelle de répondre au mal des banlieues

LILLE
de notre correspondant

C'EST une introspection qu'invite d'abord le contrat de ville. Il s'agit de repérer ce qui a fonctionné, ce qui a échoué, ce qui a été le fait d'un rapport. Celui-ci a fait apparaître les points noirs : des poches de pauvreté à Roubaix, à Tourcoing, à Lille. Il a suggéré un autre regard de la part des politiques les uns sur les autres, et des villes, les uns vers les autres.

Ainsi, on a débouché presque naturellement non sur un contrat de ville, mais d'agglomération groupant quatre-vingt-quatre communes (la communauté urbaine) ou vivent un million d'habitants. René Vandierendonck, premier adjoint à la mairie de Roubaix, l'une des chevilles ouvrières du contrat, s'en réjouit : « Le premier intérêt de ce document, c'est l'intercommunalité, explique-t-il, vue comme une libération de l'espace. » Quel sens peut avoir une politique qui ne laisse dans la ville-centre que des revenus fairs les populations vers les lotissements périphériques ou les banlieues résidentielles ? Entre les SDAU (Schéma directeur d'aménagement

d'urbanisme) de 1973 et de 1985, la population de l'agglomération n'a pas augmenté, explique M. Vandierendonck. Dans le même temps, les ghettos se sont renforcés et pourtant l'Etat a versé des milliards de francs sous forme de PAF, de prêts conventionnés, de PLA et autres FAILOS. Mais une politique n'a pas à se limiter à l'évolution. L'Etat a payé les ghettos.

Le contrat d'agglomération prévoit aujourd'hui la création d'un observatoire pour voir où on est. « Le pavillon HLM peut être aussi un pavillon de complaisance. Il s'agit de savoir qui loge qui, avant de définir un plan d'occupation de l'habitat social. Chaque commune devra prendre sa part dans le logement des plus démunis.

De la même façon la réinsertion sociale ne peut se faire sans lien avec l'entreprise. Le contrat prévoit par exemple une pépinière d'entreprises de réinsertion à Wattrelos. La communauté urbaine, grande pourvoyeuse de marchés publics, veillera à orienter des commandes vers ces entreprises et incitera les sociétés classiques à créer des emplois réservés à ces publics particuliers.

L'un des atouts de la communauté urbaine est d'amener des gens d'horizons divers à se retrouver autour d'une même table. Elle qui donne parfois des cocktails un peu explosifs

de culture, qui peuvent aussi être de culture à exclure : les clubs sportifs occupent de larges surfaces horaires dans les salles ; sur les terrains ils ont des règles de fonctionnement plutôt strictes. Mais qui alors peut répondre, et sur quelle ligne budgétaire, à la passion des jeunes des quartiers pour le football en salle ? De même, les adjoints à la culture ont dû constater qu'ils faisaient faillite en cherchant seulement à glaner quelques heures de loisir. La question est plutôt de savoir où un jeune qui a envie de gratter une guitare pourrait le faire ? L'Etat n'a pas une nouvelle forme d'expression populaire, née au cœur des quartiers, le contrat d'agglomération émet l'idée d'un centre spécial.

Ne pas oublier l'environnement

Pas de politique urbaine sans requalification des quartiers dégradés et des friches : plus de la moitié des fonds prévus au contrat sont affectés à ce chapitre. Certaines « courées », dont le parc encore important à Lille et qui jouent un rôle évident, peuvent être réhabilitées. Cela suppose, entre autres, que les tuyaux d'égouts entrent dans le domaine privé, ce qui coûte cher. Des moyens nouveaux sont dégagés

Le rural se prend en charge

Merlieux (Aisne), 170 habitants : comment éviter la mort d'une commune ?

LAON
de notre correspondant

L'ORSQUE, en 1983, Daniel Corey (droite gauche) est élu à la mairie de Merlieux-et-Fouquerolles, près de Laon, l'avenir lui lointain. « A l'époque, 40 % de la population avait moins de vingt ans et il y avait moins de quarante ans que le village. Cela signifiait, avec l'arrivée des jeunes, que Merlieux était condamné à être rayé de la carte dans les dix ou quinze années suivantes.

Cette commune rurale de cent soixante-dix habitants ne possédait ni école, ni commerce, ni même de site touristique. Seul le Centre permanent d'initiation à l'environnement (CPIE), aujourd'hui présidé par M. Jacques Pelletier, ancien ministre, et complété par une ferme pour enfants, apportait un semblant d'activité avec les cars qui y déversaient régulièrement des élèves des classes du département.

Mobiliser la population

Un an après son élection, le maire engage une réflexion sur l'avenir de la commune. En 1986, les élus et les habitants se réunissent au sein d'un groupe de travail mis en place grâce à la procédure « Chantier libre », initiée par le

ministère de l'équipement. L'objectif : mobiliser les habitants qui peuvent bénéficier à la commune des équipements publics.

En 1987, une nouvelle initiative du ministère de l'équipement « pour habiter interactif » attire l'attention du groupe de travail sur l'idée de développer des produits domestiques, adaptés à la notion de services, s'adaptant parfaitement au projet communal. L'année suivante le conseil de Merlieux a accepté, il a financé la mise en œuvre du programme national. Il comportait une salle polyvalente, des logements sociaux, un centre de télétravail, un atelier d'artisanat et municipal.

Aujourd'hui, la salle polyvalente est construite, de même que la moitié des logements. Le centre de télétravail est géré par une entreprise de communication à Saint-Quentin, qui a quatre emplois. L'atelier communal sera incessamment ouvert à la population pour des travaux de bricolage domestique sophistiqués. L'ensemble a été financé d'une part par la commune, la Caisse d'allocations familiales, et la commune, se sont associés pour financer les opérations (près de 6 millions de francs).

Lire la suite page 14
JEAN-PIERRE BIARROTTE

Exaltations contrôlées

Le conseil municipal d'Amsterdam a décidé de...

Le conseil municipal d'Amsterdam a décidé de...

Le conseil municipal d'Amsterdam a décidé de...

Le conseil municipal d'Amsterdam a décidé de...

Le conseil municipal d'Amsterdam a décidé de...

Le conseil municipal d'Amsterdam a décidé de...

Le conseil municipal d'Amsterdam a décidé de...

Le conseil municipal d'Amsterdam a décidé de...

Le conseil municipal d'Amsterdam a décidé de...

Le conseil municipal d'Amsterdam a décidé de...

Le conseil municipal d'Amsterdam a décidé de...

Le conseil municipal d'Amsterdam a décidé de...

Le conseil municipal d'Amsterdam a décidé de...

Le conseil municipal d'Amsterdam a décidé de...

Le conseil municipal d'Amsterdam a décidé de...

Le conseil municipal d'Amsterdam a décidé de...

Le conseil municipal d'Amsterdam a décidé de...

Le conseil municipal d'Amsterdam a décidé de...

HEURES LOCALES

Dialogues autour d'une ligne de banlieue

La SNCF mène, à Viroflay, une campagne inédite de communication pendant les travaux de construction d'une nouvelle liaison

FAIRE fonctionner jour et nuit, de bruyants travaux de terrassement dans un espace vert pour y construire une voie nouvelle. Provoquer des nuisances en faisant circuler une ligne qui n'apportera strictement rien à la commune. La SNCF est engagée, depuis juin 1991, à Viroflay (Yvelines), dans une délicate opération. Elle a pour cadre une ville paisible, quelques kilomètres à l'ouest de Paris. Et surtout un quartier pavillonnaire coquet et aux immeubles cossus, qui vivait jusqu'alors au rythme régulier des trains de la ligne de Versailles à Rive-Droite-Paris-Saint-Lazare, et qui se trouve piégé, depuis neuf mois, au cœur d'un énorme chantier.

Fin 1989, une procédure d'enquête d'utilité publique est lancée pour la construction d'une liaison entre Saint-Quentin-en-Yvelines et la Défense. La SNCF se rend compte immédiatement qu'il lui sera difficile de faire admettre aux 14 000 habitants de Viroflay que la nouvelle ligne va traverser leur commune sans même s'y arrêter. Ce projet, promis aux habitants de la ville nouvelle de Saint-Quentin dès sa création, il y a une vingtaine d'années, doit permettre d'éviter la « rupture de charge » qui oblige chaque matin milliers de voyageurs à descendre à la gare Viroflay Rive-Droite, où ils prennent une correspondance à destination de la Défense et de Paris-Saint-Lazare. Un quart d'heure certes pénible, mais que les habitants ont le tort d'opposer à la « vie paisible » de la population de Viroflay, maladroïtement décrite comme essentiellement composée de retraités.

Alors que les enquêtes d'utilité publique de ce type ne provoquent en général qu'une poignée d'observations pour la ligne D du RER, il a suscité près de quatre cents réactions. Quarante-dix trains chaque jour vont utiliser une ligne qui

fréquentée que par de convois de marchandises. Ils vont emprunter un viaduc de raccordement qui enjambe la RN 10 en plein centre de Viroflay. Un tunnel est actuellement en cours de construction pour faire passer ces nouveaux trains sous les lignes Paris-Versailles avant leur raccordement. Des travaux rendus difficiles en raison de la présence de terrains argileux où prennent naissance de nombreuses sources.

Ecouter les réclamations

La municipalité de Viroflay, comme l'association de défense des riverains qui s'est constituée à la suite de la réunion d'information de la SNCF, le 2 octobre 1990, ont présenté au cours de l'enquête d'utilité publique un contre-projet. Il permettrait selon eux d'éviter la « saute-mouton », ce passage d'une voie sous une autre qui se substitue à un croisement. « Non seulement ces travaux vont provoquer des nuisances mais ils vont coûter cher. Et Viroflay va perdre de surcroît un certain nombre de services », explique M. Daniel Cacaut, conseiller municipal délégué aux problèmes de transports.

La déclaration d'utilité publique est cependant prononcée le 10 juin 1991. La municipalité de Viroflay dépose un recours devant le Conseil d'Etat. Tout de suite, M. Jacques Gavelle, chef de groupe travaux de la SNCF chargé de cette liaison, constate la vigueur de l'opposition au projet : « Des gens sérieux se manifestent, et il y a une certaine structure comparée à celles que nous mettons en place sur les tracés des TGV pour les recevoir et les écouter. » Sur les 450 millions de francs (1) que doit coûter l'opération, 800 000 francs ont été prévus pour des actions de communication. Ils permettent d'installer dès juin 1991, un kiosque d'information en plein centre de Viroflay. L'état des chantiers en cours y est présenté et expliqué.

Pendant l'été 1991, les premiers travaux, souvent nocturnes, provoquant une énorme émotion chez les

riverains. La décision donc prise d'embaucher, un délégué de la communication. Mme Virginie Bayoux est d'abord chargée d'assurer une permanence dans le kiosque les jours et samedis, jours de marché. Elle écoute les réclamations. « Nous avions le sentiment que les riverains évacuaient une partie de leur difficulté à vivre le chantier en venant parler », explique-t-elle. Une réunion d'information est ensuite organisée chaque fois avec la mairie de Viroflay, où M. Gavelle avait pourtant été « interdit de séjour » pendant six mois. Des aménagements comme un passage piéton souterrain sont proposés par la SNCF. Une lettre d'information, tirée à 7 000 exemplaires, est distribuée tous les deux mois aux riverains. Toutes ces actions présentent l'évolution des travaux et annoncent les phases successives. « Les nuisances sont plus facilement acceptées par les riverains quand ils obtiennent des explications techniques », constate M. Gavelle.

L'association des riverains, l'UUDP (Union pour l'usage et la défense de la protection), admet l'intérêt d'une liaison ferrée entre banlieues, qui permettra peut-être d'éviter le passage de l'A 86, et avant tout des préoccupations écologiques. Le RUR (Rassemblement des usagers des riverains), qui regroupe plus de

trois personnes, montre au contraire très hostile le projet lui-même. Cette association regrette que le recours devant le Conseil d'Etat ne soit pas suspensif. « Nous avons cependant décidé de la déclaration d'utilité publique de nous montrer responsables et nous voulons être les interlocuteurs privilégiés de la SNCF », explique M. Dominique Chasseguet, vice-président de l'association. Le RUR intervient auprès de M. Gavelle à chaque fois qu'un problème se pose. Le mur anti-bruit qu'il est prévu de construire à l'intersection des voies doit ainsi être prolongé au-delà de ce qui était initialement prévu.

Les riverains craignent aujourd'hui, après l'achat à l'amiable du terrain par la SNCF, que celle-ci ne respecte pas ses engagements. Les travaux doivent se poursuivre pendant plus de deux ans, et ils veulent vérifier que l'établissement public a bien décidé de faire de l'opération Viroflay une expérience-pilote de communication, qui tirera des enseignements pour de prochains chantiers.

CHRISTOPHE DE CHENAY

(1) 140 millions de francs de l'Etat, 190 millions de francs du conseil général et de 50 millions de francs du conseil général et de 70 millions de francs de la SNCF sur un prêt à taux bonifié de la région.

BLOC-NOTES

AGENDA

■ décentralisation illustrée. - Une centaine de dessinateurs français et allemands, parmi lesquels notre collaborateur Jean Piantu, participent à l'exposition intitulée « La revanche des régions », organisée par le Centre d'Art et de Culture allemand, à Paris, jusqu'au 22 mai.
■ Quartier Institut, 17, avenue d'Iéna, 75016 Paris.
■ Développement d'une zone de montagne. - A l'occasion du Salon international d'aménagement de montagne, qui a lieu du 8 au 11 avril à Grenoble, les ministères de la Région et de l'Agriculture, l'Association des élus de la montagne (ANEM) et divers organismes internationaux organisent un colloque sur le thème « Les ressources naturelles et le développement montagnard ». Jusqu'au 11 avril, les débats doivent permettre d'évoquer les enjeux économiques, écologiques et la montagne européenne.
■ Renseignements : Anne-Marie Uviatta, CEMAGREF de Grenoble, BP 76, 38402 Saint-Martin-d'Hères. Tél. : (06) 78-78-27-23.
■ Transports publics des villes moyennes. - Une réunion du programme Thémis de la direction générale de l'énergie, Communauté européenne, l'agence Poitou-Charentes Energie-déchets-eau (APCDE) organisée, mardi 7 avril à

La Rochelle, un des les innovations technologiques pour améliorer les transports urbains dans les villes moyennes.
■ APCDE, Conseil régional Poitou-Charentes, 15, rue de l'Anclenne-Cornéda, BP 576, 86021 Poitiers Cedex. Tél. : (06) 49-41-71-36.

NOMINATION

■ Nouveau secrétaire général de Soissons. - M. Lippmann a été nommé secrétaire général de la ville de Soissons (Aisne), le 1^{er} février 1992, en remplacement de M. Raymond Himber.
■ Agé de trente-cinq ans, titulaire d'une maîtrise de gestion des entreprises (spécialité gestion publique), M. Lippmann a travaillé jusqu'en janvier 1992 à la mairie de Soissons, dans les Yvelines.

FISCALITÉ

■ Fiscalité locale. - M. Guy Guengant, directeur de l'administration (GRAL), M. M. Guengant, directeur de recherches au CNRS, expliquent l'origine de l'impôt local dans un ouvrage intitulé la Fiscalité en question. Ils s'interrogent sur le partage de l'impôt local.
■ 154 pages, 60 francs. Editions Montchrestien, collection « Les Clés de l'économie », 26, rue Vercingétorix, 75014 Paris.

3^e SALON DE L'IMPLANTATION D'ENTREPRISES ET DU DÉVELOPPEMENT LOCAL



16, 17 et 18 juin 1992
avec la participation de la DATAR
Parc des Expositions
(Hall 2-2) - Porte de Versailles
9h00 - 18h30 les 16 et 18 juin
9h00 - 19h30 le 17 juin

PROGRAMME DES COLLOQUES

MARDI 16 JUIN
■ Le Marché Unique : l'An 1 pour l'implantation européenne
■ Europe Centrale et Orientale : opportunités
■ PME : l'accès à l'Europe
■ Droit des entreprises et fiscalité en Europe
■ Forum DATAR : prospective européenne

MERCREDI 17 JUIN
■ Politique européenne régionale et développement industriel
■ nouvelle donne de l'immobilier d'entreprise
■ Implantation et développement des entreprises étrangères en Europe
■ Implantation et développement des entreprises européennes à l'étranger
■ Forum DATAR : délocalisation et stratégies industrielles
■ Sondage BVA / L'ENTREPRISE : le palmarès des Régions et des villes d'affaires

JEUDI 18 JUIN
■ Etude S'IMPLANTER / S.O.C.L.E. (Système d'Observation des Critères de Localisation des Entreprises)
■ Stratégie de développement des collectivités
■ Zones d'entreprises
■ Forum DATAR : collectivités locales, partenaires de l'aménagement du territoire
■ Les métiers du développement local - Rencontres et bourse d'échanges

POUR TOUTE INFORMATION : (33) (1) 42 94 06 10



CHEFS D'ENTREPRISE,
IL EXISTE D'AUTRES BONNES MÉTHODES
POUR DYNAMISER VOS COLLABORATEURS.



Épargne retraite, épargne salariale, voici quelques autres moyens pour dynamiser vos collaborateurs, vos collaborateurs... moyens moins risqués mais plus élastiques car nous les adaptons aux besoins de chaque entreprise de la Branche Groupe la CNP.

également des garanties : décès, incapacité, travail, médicaux, qui viennent en complément des régimes obligatoires. Tout vous donnera une nouvelle de la Prévoyance. Pour tout renseignement, appelez : (1) 42.79.89.51. CNP, le leader de l'Assurance Collective.

VIVEZ BIEN ASSURÉ

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

Les laissés-pour-compte

Un document quasi clinique de Nick Waplington sur la vie familiale en milieu ouvrier

« Quel que soit l'auteur de cette photo, il a découvert son art. Il y a une œuvre complète qui est là. Une photo, l'œuvre complète de puissance. » Invité par une école d'art de Londres, le grand photographe américain Richard Avedon réagit avec enthousiasme devant des images d'étudiants étalées sur une table. « C'est son genre. Alors une voix retentit au fond de la salle : « C'est moi, Waplington, il y en a d'autres dans la boîte. » Avedon fait alors les images, entre ses doigts, puissantes, aussi sûres que la première. »

Il est pire démarrage comme carrière de photographe. Depuis, Nick Waplington, un passionné de skate-board de vingt-six ans, a remporté le prix Kodak Européen en 1990 et celui de la Fondation Gandolfi. Sa série *Living Room* a été exposée en Suisse, en Espagne, en Italie, aux États-Unis et se trouve aujourd'hui

à la FNAC des Halles. A la vue de ces images aux couleurs glaques représentant deux familles modestes de Nottingham, on se dit d'abord que Waplington en rajoute un peu dans le sordide, que les femmes ne sont pas obligées de dépasser les 100 kg ni de porter des chaussons en forme de lapin, que les hommes ne sont pas tenus d'exhiber les tatouages de leur ventre rond, de se balader le torse nu ou la braguette ouverte, que le cendrier ne déborde pas toujours sur la moquette à côté du bébé en couche-culotte.

Mais à y voir de plus près les photos racontent autre chose : comment une société comme celle-ci peut tenir ? Elle tient parce que les laissés-pour-compte du Thatcherisme se recroisent un bonheur en vase clos. Ces familles ne vivent pas dans une pauvreté extrême. Le père dîne avec ses filles à même le sol de la cuisine, mais les assiettes sont pleines. Le mari palpe les fesses de sa femme devant les enfants, mais



Des photos pas « convenables » qui traduisent le refus des bonnes manières, d'une certaine forme d'hygiène.

elle n'a pas l'air mécontente. Les photos perturbent qu'elles ne soient « convenables », traduisent le refus de « bonnes manières », d'une certaine forme de dignité, mais aussi des attitudes d'esthétiques (jambes écartées, bouches ouvertes, langue dans l'assiette, personnages vus de dos). Comme si cette société britannique ne faisait plus la différence entre l'homme et l'animal.

Les photos de Waplington tiennent parce que le photographe reste toujours au cœur de la mêlée. L'objectif est bousculé par un bras ou un visage, mais il arrive à traduire ces nouveaux chaos par des cadrages d'une extrême complexité : plongées, contre-plongées, imbrication de personnages. Il n'y a pas de plan - sans jamais perdre le contrôle de son appareil. Et sa cou-

leur, qu'on a rarement vu nécessaire, - prend jamais le sujet.

Waplington est crédible, il n'a rien à dénoncer, ne fait pas du social - il semble heureux, ne cherche pas à émouvoir. Mais il joue au reporter impliqué - quatre ans de travail pour donner un document clinique sur les stéré-

types quotidiens de la *lower middle class* britannique. Waplington prouve qu'un travail sur la réalité peut déboucher sur quelque chose de plus original que les créations. Le cinéma anglais ne dit autre chose depuis cinq ans : imprégné d'un réalisme critique, les images de Waplington s'approchent de films de Stephen Frears, Terence Davis, David Lealand, du *Life is Sweet* de Mike Leigh ou du *Riff-Raff* de Ken Loach. Et s'il est si « prioritaire » vouloir définir une photographie nationale, ce jeune auteur vient s'ajouter à la liste des Britanniques qui travaillent la même veine réaliste - Chris Killip, Martin Parr, Paul Graham, Jo Spence, John Davies. Comme il dit de sa cherissime avant-cristallisation : création des photographes.

MICHEL GUERRIN

► *« Living Room »*, Nick Waplington, FNAC Forum, porte Lescaut, 5, Grand Balcon. Tél. : 40-41-40-00. Jusqu'au 16 mai. L'exposition sera ensuite présentée à la FNAC de Rennes du 26 mai au 11 juillet. Tél. : 99-31-78-78.

CINÉMA

Circuits en guerre

Suite de la première page

Mais il plus gros distributeur « indépendant » français, AMLF, numéro un en 1991, entretient des liens étroits avec Pathé depuis le rachat de la firme par son patron, Jérôme Seydoux. Celui-ci était alors président de la société de distribution d'AMLF, Renn Production, animée par Claude Berri et Paul Rassin. « Au point que le soupçon revient de plus en plus souvent de la part de la Commission européenne » issue de la synergie *France-Médias*.

Viennent ensuite les filiales de distribution des majors hollywoodiennes (Warner-Discov, Columbia, TriStar, Paramount et Universal) puis quelques sociétés de taille moyenne, comme la « mini-major » M2, Bac Film, Paneuropéenne, AFMD, Forum, Pyramide qui s'alignent avec Ariane, auxquelles on ajouterait AAA si elle n'était au bord du dépôt de bilan (1). Enfin une dizaine d'une cinquantaine d'artisans aux marges (et aux marges) ultralégères.

L'épreuve du lundi

En principe, chaque salle indépendante ou chaque réseau de salles est alimenté en films tous les jours par les distributeurs selon le jeu de l'offre et de la demande. En fait, l'intervention dans ce jeu trois hommes-clés, les programmeurs des grands circuits, qui choisissent les films pour la totalité des circuits appartenant à leurs sociétés, et aussi pour un certain nombre de salles indépendantes liées par un accord de programmation. Ces trois décideurs tendent évidemment à peser de tout leur poids pour réserver les meilleurs films à leurs salles, les meilleures salles à leurs films. Et devenir les interlocuteurs privilégiés des Américains distribués par les plus prometteurs.

Face à ce risque, toujours en principe, deux types de protection, l'une de droit général, le Conseil de la concurrence, l'autre spécifique au cinéma, la Commission de la diffusion. Mais, hormis le cas d'abus extrêmement dangereux pour un petit distributeur (ou un petit exploitant, un petit producteur) d'affronter des grosses entreprises.

La situation est devenue encore plus tendue depuis le mois de janvier, avec l'échange d'actifs entre Pathé et Gaumont, qui aboutit pour l'essentiel à ce que Gaumont possède désormais les salles Pathé à Paris, et inversement en province. Un rapprochement d'autant plus remarquable que M. Jack Lang avait fait de la dissolution entre les deux sociétés, le fameux GIE Pathé-Gaumont, l'acte fondateur de son action politique dans le cinéma de son installation rue de Valois.

A Paris, cet échange signifie que M. Christian Caillat, programmeur de Gaumont, contrôle désormais les 44 salles appartenant déjà à Gaumont, les 32 salles appartenant par ce circuit, et les 21 salles cédées par Pathé, soit un total de 97 salles. Son confrère d'UGC, 120 écrans, programme, lui, M. Pierre Edeline, programme, lui, les 107 salles appartenant à son circuit et 11 qui en dépendent, soit

118 salles. A eux deux, ils ont ainsi la haute main sur 75 % des salles parisiennes, qui représentent une part de marché encore supérieure, les salles en question étant souvent les plus « portantes ». Les 85 autres salles se présentent à l'épreuve du lundi en ordre dispersé.

C'est en effet le lundi matin, soit seulement quarante-huit heures avant la sortie des films, qui sont décidés les attributions de salles, le maintien, le déplacement ou l'éviction des films déjà sortis. On imagine l'ambiance, avec un délai aussi proche, face à cette chaîne des puissances, dans la bande des petits distributeurs, la botte de la puissance des petits exploitants.

Une « stratégie de l'araignée », selon le mot de René Bonnel (2), dans laquelle le tandem Pathé-Gaumont joue un rôle encore plus central qu'il n'y paraît. Outre les liens de famille entre leurs dirigeants (Nicolas Seydoux est le PDG de Gaumont, son frère Jean-Claude celui de Pathé), et les relations étroites entre Pathé et AMLF, Gaumont occupe une place encore plus forte lorsqu'entraîne en vigueur, le 1^{er} janvier 1993, son accord de co-distribution avec Disney.

L'affaire du rapprochement Pathé-Gaumont aurait sans doute fait moins remous si elle n'avait survécu alors qu'elle s'entendait à baisser, et tendent à se concentrer sur un nombre de titres de plus en plus réduit. La semaine du 18 mars illustre clairement les conséquences : sur 94 titres à l'affiche, trois films américains (*Boyz n the City*, *Les Nefs à vif* et *Une lueur dans la nuit*) occupent le tiers des salles parisiennes... et enregistraient 43 %

Cette même semaine devait sortir *Border Line* de Danièle Dubroux, distribué par l'indépendant Richard Magnien (Amorces Diffusion). Un film d'auteur bien accueilli par la critique, et pour lequel la publicité était déjà en place. Un film qui a tenté de s'imposer « en force » sur le marché. Verdict des programmeurs (comme d'ailleurs des salles indépendantes) : pas de salle à Paris. Il devra attendre une semaine pour pouvoir sortir, risquant de perdre le bénéfice de son lancement. Grâce à la qualité du film - et à la personnalité de son distributeur, qui est aussi président du Syndicat des distributeurs indépendants - il a au contraire déclenché un joli tintamarre médiatique, qui a le mérite de porter les problèmes au grand jour.

« Il n'est pas acceptable que des œuvres d'art subissent une censure économique », martèle Jack Lang, nous ne resterons pas les bras croisés. Mais il n'envisage pas pour l'instant d'intervention réglementaire. En attendant, son conseiller pour le cinéma, Marc Nicolas, annonce une « surveillance rapprochée » des relations entre Pathé et Gaumont pour vérifier qu'ils ne contreviennent pas à la réglementation sur la concurrence.

Rue de Valois comme rue de Lübeck, siège du Centre national du cinéma, on annonce comme projet la mise en œuvre d'un mécanisme de contrôle du contrat écrit entre distributeurs et exploitants, au lieu de l'actuel pratique du coup de téléphone plus ou moins conciliant.

phone plus ou moins conciliant - « une mesure de sagesse », affirme Dominique Wallon, directeur général du CNC.

Il envisage également la mise en place d'un mécanisme d'aide automatique à la distribution, qui profite pour l'instant surtout aux grosses sociétés, et les aides européennes de la Commission de la diffusion sur des cas d'entente illicite concernant certains secteurs géographiques, puisqu'il n'est par exemple le remplacement des cinémas de quartier par les quartiers de cinéma à rendus stratégiques quelques-uns très limités (*Chacun sa nuit*, *Montparnasse*).

La France moins sinistrée

De toutes parts on appelle à la concertation et au débat, mais Marc Nicolas, par exemple, ne manque pas de rappeler que si les indépendants ont déjà largement subventionnés, ont des droits, ils ont aussi des devoirs, avant de les passer entre eux des alliances. Un appel repris par le Groupement des salles de recherche, qui réunit 30 salles indépendantes. Lors d'un récent colloque au ton combatif.

Surtout, au ministère comme au CNC, on ne manque pas de rappeler que si l'on veut veiller au respect du pluralisme, la France est le seul pays en Europe à donner encore de sociétés de taille internationale, qu'elles constituent les fondements de la survie économique d'une cinématographie moins sinistrée que dans le reste du monde (où Hollywood règne pratiquement sans partage), et qu'il n'est pas question de les affaiblir inconsidérément.

C'est bien sûr la base de l'argumentation chez les majors. La démonstration de Nicolas Seydoux, PDG de Gaumont, sur la nécessité absolue d'investissements lourds dans les salles : « Depuis que le cinéma a perdu le monopole de l'audiovisuel, depuis que le même produit (les films) arrive gratuitement et à domicile chez les gens, la taille de l'écran, la qualité du son et le confort du spectateur sont les seuls moyens de convaincre que le cinéma est mieux que la télévision. »

Or chaque fois qu'il y a trop d'intervenants sur un même secteur, n'est pas fort pour procéder nous allons simplement les laisser disparaître. De plus, la concurrence des concurrents sur un quartier de cinéma ou dans une ville n'entraîne pas la diversification des programmes, mais la part des films commercialement les plus profitables - les superproductions américaines, parfois françaises - qui se voient alors les salles les plus riches. Ce qui est évidemment plus favorable aux « petits » films.

Chez UGC (qui, pour ne pas être distancé dans la capitale, a racheté seize écrans aux Halles et sur les Champs-Élysées à Pathé lors de son échange d'actifs avec Gaumont), le son de cloche n'est guère différent. Alain Sussfeld, directeur général de la major concurrente de Gaumont mais votée à une stratégie similaire, plaide également la nécessité d'investissements lourds pour préserver le santé du marché.

Concentration en entreprises puissantes, capacité d'investir : rien à redire dans la plupart des secteurs industriels. Il n'en va pas forcément de même dans le cinéma, souvent défini comme une « industrie » prototypes. Le cinéma ne fabrique pas des produits de série mais des

objets singuliers, et c'est justement leur singularité qui leur vaut.

On vient d'être plaidés par Serge Toubiana, directeur des *Jeunes du cinéma* et président de la Commission de la distribution, dans une tribune publiée par *Libération*. Il souligne que jamais les grands groupes n'effectuèrent, en France, d'investissement et de découverte des nouveaux talents. La multiplicité de la diffusion des indépendants assure une fonction de « laboratoire de recherche », qui a permis, par exemple, que 34 premiers films français soient tournés en 1991. La vitalité du cinéma repose sur cet échange permanent entre ce que le producteur Marin Karmitz appelle un jour

« la norme » et le centre. Le cinéma peut se permettre un trop grand écartement ni l'un ni l'autre. Outre les aménagements évoqués plus haut, une planche à saluts entre les indépendants, mais leur est pour l'instant interdite. Alors que l'arrivée des opérateurs désormais pour une large part sur la télévision, à la fois coproductrice et acheteuse, celle-ci reste ouverte au cinéma « difficile », tant que le système des quotas limitera les chaînes aux films grand public tirés au prime-time. L'ouverture de la télévision aux quotas des « petits ».

Mais Jack Lang s'y oppose. Après avoir échoué, avec les difficultés que l'on sait, le *dispositif* de

protection de l'audiovisuel - toujours mal accepté au moins par les chaînes privées - il réclame à l'écouter lui-même, au risque de voir l'ensemble du dispositif remis en question. Un d'ailleurs compréhensible, alors qu'il a besoin de léguer un système aussi solide que possible à un successeur éventuel, et éventuellement moins attaché que lui à la défense de la création française et européenne dans l'ensemble du secteur.

JEAN-MICHEL FRODON

(1) On trouve, en revanche, l'arrivée de nouveaux acteurs de poids, tels que Polygram et Cible 2000, la société de Francis Bouygues.

(2) Dans la *Vingt-Cinquième Image* (Gallimard-Peyron, 1988), qui demeure l'ouvrage de référence sur l'ensemble du

Antenne 2 et Europe 1
sont heureux
de vous convier à



lundi 6 avril à 20h45
en direct sur Antenne 2
et Europe 1.

ANTENNE



(cacharel)

EUROPE 1

AGENDA

THÉÂTRE

AKTÉON-THÉÂTRE (43-38-74-82). L'amour au village : 22 h. Dépressions : 22 h.

AMANDIERS DE PARIS (43-38-42-17). L'Autre Face : 20 h 30, dim. 15 h 30.

ANTOINE SIMONE-BERTRIAU (42-08-77-71). : 17 h 30, dim. 15 h 30.

ARCANE (43-38-19-70). La souffrance d'un homme : 20 h 30, dim. 15 h 30.

ATALANTE (46-06-11-90). A Marat, David : 17 h 30, dim. 15 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). L'Amant : 21 h, dim. 15 h 30.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (42-42-67-27). : 17 h 30, dim. 15 h 30.

BERRY (40-38-93-43). Lettres persanes : 20 h 30, dim. 17 h 30.

BOBINO (43-27-75-75). : 21 h, dim. 15 h 30.

BOUFFES DU NORD (46-07-34-50). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-06-80-24). George et Margaret : 17 h 30, dim. 15 h 30.

BOUFFONS-THÉÂTRE DU NORD (42-38-35-53). : 21 h, dim. 15 h 30.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). The à la mer : 20 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-38). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

EDOUARD-VII (47-42-59-82). : 17 h 30, dim. 15 h 30.

ELDORADO (42-49-80-27). : 18 h 30, dim. 15 h 30.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Les Carabiniers : 20 h 30, dim. 15 h 30.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42). Théâtre à une voix : 15 h, Salle 1. Titre provisoire : 20 h 30, dim. 15 h 30.

FONTAINE (48-74-74-40). : 15 h 30, dim. 15 h 30.

GAITÉ-MONTPARNAISE (43-22-18-18). : 21 h, dim. 15 h 30.

GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-00-08). : 21 h, dim. 15 h 30.

GUICHET MONTPARNAISE (42-38-35-53). : 21 h, dim. 15 h 30.

HEBERTOT (43-27-75-75). : 21 h, dim. 15 h 30.

HUCHETTE (43-28-35-88). : 21 h, dim. 15 h 30.

LA BRUYÈRE (48-74-75-89). : 21 h, dim. 15 h 30.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). : 21 h, dim. 15 h 30.

LE BOUVILL (43-73-47-84). : 21 h, dim. 15 h 30.

LE FUNAMBULE THÉÂTRE-RESTAURANT (42-23-88-33). : 21 h, dim. 15 h 30.

LE PÉLÉ (45-76-33-15). : 21 h, dim. 15 h 30.

LIERRE-THÉÂTRE (45-86-55-83). : 21 h, dim. 15 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). : 21 h, dim. 15 h 30.

MAIRIE STUART (45-08-17-80). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (42-06-04-41). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (GRAND) (42-25-20-74). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS (42-02-27-17). : 21 h, dim. 15 h 30.

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-24-24). : 21 h, dim. 15 h 30.

PALEIS DE TOULOUSE (47-04-2

ÉCONOMIE

Le Monde • Dimanche 5 - Lundi 6 avril 1992 17

BILLET

Entre public et publicité

L'une mourut à Paris, l'autre renaît à la Réunion. Des milliers de kilomètres séparent La Cinq et Télé Free-DOM. Mais les deux témoignent, à leur façon, des contradictions de l'audiovisuel français, en quête d'un improbable équilibre depuis qu'il s'est lancé en 1985 dans l'aventure de la télévision commerciale. A l'époque, le président de la République - et l'auteur du rapport Bredin après lui - rêvait de dizaines de télévisions enracinées localement, deuxième vague de la liberté des ondes après les radios de 1981.

Mais sur cette vague n'ont guère survécu MM. Berlusconi, Hersant, Lagardère, jusqu'à la chute brutale de La Cinq sur le récif de la réalité économique. C'est que l'épisode libéral de 1986-1988 avait entraîné l'équivalent d'un raz-de-marée, TF1 brisant à son tour les amarrages du secteur public pour prendre le large, avec, à son bord, vedettes et audience.

Pendant ce temps, à la Réunion, le bon docteur Sudre s'enflammait pour sa télévision « libre » et populaire. Libre de tous les règlements, assurément. Mais libre aussi de ses paroles, alors qu'en 1988 c'est un voyage de M. Mitterrand à la Réunion, honteusement couvert par la télévision d'Etat RFO, qui scellait définitivement le sort de la CNCL. Ni l'établissement de l'île, ni la CNCL, ni la CSA qui lui succède, ne réussirent à canaliser le fougueux Camille Sudre, dont les antennes seront saisies. Les 1 son public vient de la porter triomphalement à la présidence du conseil régional de l'île, avec pour programme... la reprise des émissions. Free-DOM, c'est, bien sûr, l'aventure d'un homme un peu flibustier, un peu démagogue. Mais c'est aussi l'échec - dans le contexte particulier des DOM - de l'ouverture légale de l'audiovisuel à d'autres groupes que ceux qui arrivent chèque à la main.

A l'inverse, La Cinq, c'est l'échec des gros chèques. La conjonction et les erreurs des dirigeants sont responsables des milliards engloutis. Mais aussi les règlements qui veulent tout couler dans un même moule, au risque de ne s'adapter à aucun besoin. Le cadre actuel est trop étroit pour les chantiers de la télévision commerciale, comme pour les porte-parole de l'expression libre. Entre les droits du public et les exigences de la publicité, l'équilibre n'a pas encore été trouvé.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

La chaîne devant cesser d'émettre au plus tard le 12 avril

La Cinq et ses filiales sont mises en liquidation

Le tribunal de commerce de Paris a placé, vendredi 3 avril, La Cinq et ses filiales en liquidation judiciaire, autorisant toutefois la chaîne à émettre jusqu'au 12 avril à minuit.

La situation était « irrémédiablement compromise » et le passif, approchant les 4 milliards de francs, ne laissait aucune chance de succès à « quiconque voudrait continuer cette société ». Le jugement du tribunal de commerce de Paris, présidé par M. Michel Rouger, ne laisse pas planer de doute : La Cinq, c'est fini.

Réunis vendredi 3 avril, les juges ont écouté les actionnaires, les personnels, les créanciers et l'administrateur judiciaire, M. Hubert Lafont. Ils ont aussi entendu M. Jean-Claude Bourret, venu proposer de continuer l'exploitation au nom de l'Association de défense de La Cinq (le Monde du 4 avril). Mais ils ont jugé qu'aucun projet viable - celui de M. Pascal Jeandet « ne répond pas au caractère de sérieux exigé par la loi » - ne pouvait sortir de la chaîne de « totale déconfiture », due à « une accumulation de défaillances dans des temps utiles ». Les filiales de La Cinq (Ciné-Cinq, La Cinq droits

audiovisuels, Régio-Cinq) sont donc mises en liquidation judiciaire immédiate. La Cinq elle-même, en liquidation, obtient toutefois un dernier sursis. Elle pourra émettre jusqu'au 12 avril au plus tard, notamment pour récupérer quelque argent sur les derniers programmes à diffuser (aussi, le Grand Prix de football, le 11 mai, à « favoriser le rachat des créances par un tiers, et à trouver un accord avec les producteurs sous le contrôle du juge »). Aussi deux juges commissaires suppléants sont-ils nommés pour surveiller l'exécution de ces engagements dans un délai de six semaines pour le premier, de six mois pour le second.

Prévisible dès janvier, quand La Cinq avait dû déposer son bilan, la décision finale du tribunal de commerce était quasi certaine depuis que M. Silvio Berlusconi avait dû renoncer à présenter son plan de continuation.

Le PDG de La Cinq, M. Yves Sabouret, a fait état d'une

« immense tristesse personnelle et collective ». Le personnel, lui, n'entend pas s'avouer tout de suite vaincu. L'avocat du comité d'entreprise, M. Tiennot Grumbach, entendait faire appel de la décision et demander un sursis à l'exécution des liquidations. Les salariés ne veulent pas « éteindre la lumière », selon le mot de l'un d'eux. Ils estiment que la trésorerie de la chaîne peut leur permettre de tenir au moins un mois, le temps d'explorer les dernières chances de trouver un repreneur.

L'Association de défense de La Cinq, présidée par M. Jean-Claude Bourret, a annoncé qu'elle se maintiendrait et serait candidate à un futur appel d'offres pour l'utilisation du réseau de la chaîne. Quant au CSA, qui peut maintenant à tout moment suspendre l'autorisation de La Cinq, il attendra vraisemblablement qu'elle arrête d'émettre ses émissions. Dans un communiqué, le CSA a constaté « la disparition d'une chaîne qui, si elle n'a jamais réussi à assurer son assise économique, avait tracé un public et contribué au pluralisme de l'information et à la diversité des programmes ». Il annonce une vaste concertation et se donne quelques semaines pour se prononcer sur le sort du réseau.

M. C. I.

Pour rattraper le retard en équipements

Le gouvernement espagnol lance un plan de modernisation des télécommunications

Le gouvernement espagnol a approuvé, vendredi 3 avril, un plan national de télécommunications représentant un investissement total de 7 000 milliards de pesetas (375 milliards de francs) d'ici à 2002. Les trois quarts de cette somme iront à l'entreprise semi-publique Telefonica.

Ce plan vise à améliorer la qualité des services de télécommunications afin d'atteindre la moyenne communautaire. L'Espagne devrait disposer de 56 lignes téléphoniques courantes pour 100 habitants avant

l'an 2002 (de l'ordre de grandeur du réseau français actuel) au lieu de 34,4 pour 100 en 1991. L'attente moyenne pour l'installation d'une ligne téléphonique devrait être réduite à un mois au lieu de plusieurs mois en 1991.

Le projet prévoit des investissements de 145 milliards de pesetas pour l'entité publique de télévision Retevision, 96 milliards de pesetas pour le satellite de communication Hispasat et 53,4 milliards pour les postes et la télégraphie.

Le Bundesrat rejette le projet de réforme de la Bundesbank

Le Bundesrat, la chambre haute du Parlement allemand où les régions sont représentées, a rejeté, vendredi 3 avril, le projet de loi de réforme de la Bundesbank, après avoir rejeté le projet de loi de réforme de la Bundesbank.

Cette commission, composée de membres du Bundesrat et du Bundestag (chambre basse), devra régler le conflit qui oppose gouvernement fédéral et régions à propos de la structure de la Bundesbank.

Le projet de loi du gouvernement prévoit une réduction des représentants des régions au sein de la direction (« conseil central ») de la Bundesbank. Le Bundestag a déjà adopté ce projet mais le Bundesrat, où l'opposition social-démocrate est majoritaire, s'est prononcé contre.

Le FMI soutient le programme d'austérité polonais

Le représentant en Pologne du Fonds monétaire international (FMI), M. Mark Allen, a apporté, vendredi 3 avril, son soutien au programme d'austérité du premier ministre, M. Jan Olszewski, critiqué par une partie de la Diète (Chambre basse), réunie en session plénière à Varsovie. M. Allen a indiqué que la Pologne avait le droit de rompre ses accords avec le FMI. Mais, « si la Pologne n'a pas d'accord avec le FMI, elle aura alors plus de difficultés à trouver des ressources financières pour la reconstruction de son économie », a déclaré le représentant du Fonds.

La Pologne a jusqu'à présent bénéficié de crédits du FMI et de la Banque mondiale à hauteur de 1,2 milliard de dollars (6,6 milliards de francs) pour la réalisation de programmes économiques précis.

Le 42^e congrès de la centrale syndicale

La CFDT à l'âge de raison

Le quarante-deuxième congrès de la CFDT, qui se déroulera à Paris du 7 au 10 avril, doit confirmer la volonté de la centrale d'œuvrer en faveur d'un « syndicalisme capable de construire de nouvelles règles du jeu pour le changement social ». Ouvertement réformiste sans pour autant abandonner ses « ambitions transformatrices », la confédération entend aussi approfondir sa stratégie fondée sur le renforcement des convergences entre les organisations syndicales.

En quatre ans, la CFDT s'est assagie. Elle a perdu son côté « chien fou » du syndicalisme. Régulièrement agitée par des controverses sur l'autogestion, le droit de grève ou les rapports avec le pouvoir politique, balançant entre anticapitalisme et transformation progressive de la société, elle paraît avoir atteint l'âge de raison.

Les coups d'éclat de M. Edmond Maire entendaient la CFDT dans un état d'ébullition quasi permanent, souvent fécond mais préjudiciable à sa cohésion interne. Quitte à donner le sentiment d'affaiblir la personnalité de son organisation, M. Jean Kaspar, cinquante ans, élu secrétaire général en 1988 au congrès de Strasbourg, a imprimé un style plus posé. Il est vrai que le numéro un de la CFDT, qui devrait être confirmé dans ses fonctions, recueille les fruits de l'obstination de son prédécesseur qui fut le premier à imposer, dès 1979, la nécessité d'un vaste effort de « resyndicalisation ». Toutefois, si la CFDT assume désormais pleinement ses options réformatrices et si la courbe de ses effectifs s'est redressée depuis trois ans (1), son quarante-deuxième congrès devra se pencher sur les deux principaux handicaps qu'elle n'est pas encore parvenue à surmonter.

« Dépasser le patriotisme d'organisation »

Le premier concerne sa difficulté de tenir un discours qui soit tout à la fois clair et mobilisateur sans verser dans la contestation systématique ou la crispation sur la « défense des acquis ». Porteuse d'un « projet autogestionnaire » qu'elle n'assimile plus au socialisme, la CFDT veut « transformer la réalité » en modernisant les rapports sociaux au-delà de l'entreprise et en privilégiant la lutte pour l'emploi. Elle considère que la négociation doit, autant que possible, primer sur la loi, que la lutte pour l'emploi est une priorité absolue et que le meilleur moyen de redonner aux salariés le goût de l'action collective passe moins par la mise en avant des conflits sociaux que par la valorisation des accords conclus avec le patronat ou la prise en compte de l'aspiration à « changer le travail ».

Or la faiblesse du syndicalisme français - et le fait que la plupart des dirigeants d'entreprise s'en accommodent fort bien - interdit trop souvent de précher par l'exemple en s'appuyant sur des réalisations tangibles. D'où l'impression de « flow » qu'inspire parfois la CFDT, qui admet d'ailleurs que « la visibilité de [ses] objectifs et la valorisation de [ses] résultats restent encore insuffisantes ». Les opposants

traditionnels à la ligne confédérale aideront peut-être la direction sortante à mieux préciser ses options...

Le second handicap tient aux obstacles que continue de rencontrer la CFDT pour se faire totalement accepter dans le paysage syndical. De la CGT à la CFJC, on l'accuse encore, pour reprendre l'expression de M. André Bergeron, d'être un « parti syndical » suspect de « connivences » avec les socialistes (bien que ces derniers aient le plus souvent préféré traiter avec FO, voire la CGT). « Est-ce noir ou blanc si toute une série de nos propositions, comme la contribution sociale généralisée (CSG) ou l'expression des salariés, ont gagné du terrain dans les milieux politiques ? », plaide M. Nicole Notat, numéro deux de la confédération.

L'an passé, la CFDT est cependant parvenue à s'entendre avec les autres organisations réformatrices pour accéder à la présidence des caisses de Sécurité sociale et elle a largement contribué au lancement d'une « action à quatre » (CFTC, CFDT, CFE-CGC, FEN) sur l'emploi.

En revanche, sa stratégie fondée sur le développement de « convergences » intersyndicales (à l'exclusion de la CGT) irrite ses partenaires et inquiète parfois à l'intérieur de la CFDT. Lors de ce congrès, M. Kaspar n'en est pas moins décidé à confirmer sa volonté de « dépasser le patriotisme d'organisation ». Ainsi, le document d'orientation souligne que « le renouveau du syndicalisme et son efficacité passent par des rapprochements intersyndicaux ». « Si l'on s'en tient aux raisons lourdes qui ont fondé l'existence de FO, de la CFDT, de la CGC et de la FEN, des autonomes et le maintien de la CFTC, rien de fondamental n'apparaît actuellement justifier la pérennité de la situation actuelle », ajoute ce document qui, cependant, prend soin de préciser que « l'hypothèse d'une organisation unique n'est pas pour demain, ni forcément pérenne en France ».

Lors de ce quarante-deuxième congrès, une réforme de certaines structures de l'organisation sera envisagée. Outre une réduction des échelons intermédiaires entre la base et le sommet, sera constituée l'association « Turbulence CFDT », structure spécifique destinée aux jeunes de 16 à 25 ans dont « moins de 5 % travaillent en situation stable dans des entreprises où peut exister une section CFDT ». Les débats porteront aussi sur la protection sociale et sur une réforme des institutions représentatives du personnel susceptible de contribuer à résorber « le déficit de relations des militants et élus syndicaux avec les salariés ».

Enfin, ce congrès ne devrait pas se traduire par des changements importants dans les instances dirigeantes. MM. Noël Mandray et Jean-Paul Jacquier quitteront la commission exécutive. MM. Jacky Bontemps (union régionale Ile-de-France) et Gérard Dantin (métallurgie) devraient leur succéder.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) En 1990, derniers chiffres connus, la CFDT revendiquait 538 449 adhérents sur la base de huit timbres par an, soit une progression de 5,65 % en un an.

« Le Monde de l'économie » daté 7 avril publie un dossier sur la CFDT.

Le problème des « secrétaires techniques » au groupe Hersant

Désaccord entre le Syndicat de la presse parisienne et les syndicats de journalistes

La réunion entre le Syndicat de la presse parisienne (SPP) et les syndicats nationaux de journalistes, hostiles à l'accord entre la direction du Figaro et de France-Soir et le Syndicat du livre CGT sur la création de trente-huit postes de « secrétaires techniques » destinés aux ouvriers du livre s'est achevée vendredi 3 avril sur un « constat de désaccord ».

Selon le compte-rendu du SPP, présidé par M. Jean Miot, directeur délégué du Figaro, « les syndicats de journalistes ont fait valoir qu'ils considéraient que cet accord conclu le 27 mars est en contradiction avec l'accord régional de septembre 1986 et son avenant d'avril 1988 sur l'introduction d'un nouveau système rédactionnel dans l'entreprise ».

Le SPP a proposé de créer un groupe de travail paritaire comprenant cinq représentants de chacune des parties, « qui devrait, dans les plus brefs délais, vérifier que l'accord du 27 mars 1992 respecte les textes régionaux. Les organisations syndicales de journalistes n'ayant pas donné suite à cette proposition,

les parties se sont séparées sur un constat de désaccord ». Pour leur part, les syndicats de journalistes SNI, CFDT, CGT, CGC et FO, dans un communiqué commun, « déploient le refus du SPP, assorti de propositions dilatoires » de constater cette « contradiction évidente » et maintiennent leur demande : « Tout accord d'entreprise doit être conforme aux protocoles de 1986 et 1988, et le SPP doit y veiller ».

□ Déficit réduit pour l'AFP. - Le conseil d'administration de l'Agence France-Presse, réuni jeudi 2 avril, a approuvé les comptes de l'exercice 1991, dont le résultat net négatif (-36 millions de francs) - marque cependant une amélioration tant par rapport à l'exercice 1990 (50 millions de francs de déficit) que par rapport au budget prévisionnel. Le conseil d'administration a aussi approuvé la vente de 16 % du capital de la filiale commune Polycorn à son autre actionnaire, FCR (groupe France Télécom), qui en détenait désormais 66 %.

INDICATEURS

JAPON

■ Hausse de 74 % de l'excédent commercial. - La balance des comptes courants du Japon a affiché en février un excédent de 10,8 milliards de dollars (60 milliards de francs), en hausse de 77,3 % par rapport à février 1991, et plus de trois fois supérieur à celui de janvier. Calculé sur la base de cette balance des paiements, l'excédent commercial japonais s'est élevé quant à lui à 12,3 milliards de dollars (68 milliards de francs), en augmentation de 74 % en un an.

ALLEMAGNE

■ Léger recul du chômage en mars. - La situation de l'emploi s'est légèrement améliorée en Allemagne en mars avec un léger recul du taux de chômage tant à l'Ouest qu'à l'Est (ex-RDA). A l'Ouest, le taux de chômage par rapport à la population active a atteint 5,8 % en mars contre 6,1 % en février. A l'Est, il s'établissait à 15,5 % contre 15,9 % le mois précédent. Dans l'Ouest du pays, le nombre de demandeurs d'emploi s'est élevé en mars à 1,768 million de personnes, soit 95 600 personnes de moins qu'en février (mais 36 900 de plus qu'en mars 1991). Dans l'ancienne RDA (y compris la partie est de Berlin) le nombre de chômeurs s'est réduit de 70 200 personnes pour atteindre 1,220 million de sans-emploi.

ÉTATS-UNIS

■ Taux de chômage stable à 7,3 %. - Le taux de chômage américain est demeuré stable à 7,3 % en mars, son plus haut niveau en six ans et demi, et l'économie a continué de créer des emplois à un rythme modéré (19 000 postes), a annoncé le vendredi 3 avril le département du travail. Pour mars, les experts tablèrent dans l'ensemble sur un taux de chômage inchangé et 63 000 créations d'emplois. Au total, 9,2 millions de personnes restent sans travail, soit 2,5 millions de plus qu'en juillet 1990 lorsque l'économie est entrée en récession.

Pour non respect des tarifs

Vingt médecins parisiens déconventionnés

La caisse primaire d'assurance-maladie de Paris ainsi que les instances régionales de la Mutualité sociale agricole et des caisses d'assurance-maladie des professions indépendantes viennent de « décider la suspension pendant un mois de vingt médecins parisiens ». Cette mesure de « déconventionnement » frappe des généralistes qui, bien qu'appartenant au secteur 1 (stricte application des honoraires de la Sécurité sociale), ont dépassé les tarifs conventionnels (90 francs par consultation).

La caisse primaire de Paris, qui indique avoir accordé un délai d'un mois aux contrevenants pour qu'ils se mettent en conformité avec leurs obligations, dénonce le « détournement systématique des dispositions tarifaires ». « Certains, précise-t-elle dans un communiqué, ne facturaient plus aucun de leurs actes au tarif conventionnel et appliquaient des tarifs allant jusqu'à 140 francs ».

Les représentants parisiens des trois syndicats médicaux CSMF, FMF et MG-France ont protesté contre les sanctions ; la caisse primaire de Paris, estime que les dépassements d'honoraires « sau-

vages » constituent « une pratique déloyale à l'égard des assurés ». Depuis octobre, le syndicat MG-France a invité les praticiens du secteur 1 à facturer unilatéralement cent francs pour une consultation afin de protester contre la non-revalorisation des honoraires conventionnels.

□ Préavis de grève à Air Inter. - Les trois syndicats de pilotes et mécaniciens navigants d'Air Inter ont déposé un préavis de grève pour le mercredi 8 et le jeudi 9 avril car, selon eux, alors que « l'accident du mont Sainte-Odile devrait avoir mis en évidence les conséquences de la politique délibérée mise en œuvre par la direction d'Air Inter et son encadrement du personnel navigant technique (...). Aucune leçon utile n'en a été tirée et ce, au détriment de la sécurité des vols ».

□ Rectificatif. - Dans l'article sur « les retouches apportées à l'épargne-logement » (le Monde du 3 avril), il fallait lire que le plafond des prêts d'épargne logement était porté de 400 000 à 600 000 francs et non de 300 000 à 600 000 francs comme il était écrit.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 30 MARS AU 3 AVRIL 1992

PARIS

Le suspense de Matignon

INDICE CAC 40
+1%

Mieux qu'un roman policier, le suspense autour de la nomination du Premier ministre aura tenu en haleine toute la place, lui faisant un moment oublier la conjoncture économique française et internationale. Dans cette semaine, qui s'est terminée sur un gain de 1 %, les séances ont évolué au rythme des spéculations.

Lundi, au lendemain du second tour des cantonales et après la déroute socialiste, la place attendait avec une certaine impatience le départ de M. Edith Cresson. Les investisseurs cachaient mal leur satisfaction de voir partir de l'hôtel Matignon celle qui avait osé dire dix mois plus tôt qu'elle n'avait « rien à cirer » de la Bourse. Et ce d'autant plus qu'ils espéraient secrètement le maintien de M. Pierre Bérégovoy dans le futur gouvernement aux finances et pourquoi pas sa nomination au poste de premier ministre. Un regain d'activité permettait à l'indice CAC 40 de s'apprécier de 1,05 %. Mardi, ne voyant rien venir, les intervenants demeuraient sur la réserve (-0,07 %). Les attitudes se transformaient en doute mercredi 1^{er} avril. « Et si Edith Cresson était renouvelée à son poste ? », commençait-on à entendre dans les salles de marchés. « Et si elle était remplacée par Jack Lang ? ». Rien de tel pour saper le moral des gestionnaires et faire perdre aux valeurs 0,72 %.

Jeudi, la nomination de M. Bérégovoy comme chef du gouvernement soulagea nombre

d'intervenants et les valeurs françaises se mirent à se redresser effaçant les pertes de la veille (+0,74 %). Différents rumeurs circulaient sur le nom du futur ministre des finances, avec un moment celui de M. Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France. Il avait été reçu la veille à l'Élysée pour remettre son rapport. Mais, au fil des heures, les gestionnaires accordaient moins d'importance au nom du futur grand argentier car, pour eux, il ne s'agit que d'un simple exécutant du premier ministre.

Vendredi, rassurés par la composition de l'équipe gouvernementale, les gestionnaires retournaient à leurs affaires. Avec prudence cependant en raison de la mauvaise tenue du marché obligataire allemand et de l'attente de la publication des statistiques du chômage aux États-Unis. L'indice CAC 40, qui perdait 0,28 % à l'ouverture, finissait la journée dans le calme (+0,04 %) malgré la déception provoquée par les statistiques sur les créations d'emplois outre-Atlantique, inférieures aux prévisions.

Déception et consolidation

Les différents bureaux d'analyse de la place ne sont pas d'un optimisme débordant pour les semaines prochaines. « La tendance est morte, elle n'a plus de feu », indiquent MM. Arnaud Briout et Michel Jolant, responsables des études chez Meeschert-Rousselle, société de bourse du groupe Axa. Pour eux, « très clairement, l'espoir de voir se poursuivre l'essai initié par la

reprise de l'indice depuis le début de l'année est contredit par les faits ». Outre le fait d'avoir surestimé les effets de la reprise conjoncturelle et celle d'une baisse des taux, « la plus forte déception paraît ailleurs : à l'évidence elle ne s'est pas soldée les professionnels ».

Même morosité chez Dupont Denant, filiale du Crédit national. « Le marché a perdu de sa force et de sa vigueur, il a testé à plusieurs reprises, mais en vain, la zone de résistance des 1930/1935. Il est probable que, durant les prochains jours, il continuera à se montrer hésitant et qu'il demeurera dans une fourchette assez étroite, sans véritable direction », lit-on dans leur livraison hebdomadaire.

De son côté, la banque Indosuez dans sa revue Perspectives d'avril constate le mouvement de consolidation de la place française tout en précisant : « Avec une valorisation historique toujours modérée, la Bourse française conserve un potentiel de hausse important par rapport aux autres pays. Cependant, l'attrait relatif des actions est limité par le niveau toujours élevé des taux à court terme et la ramonée récente des rendements obligataires, qui a réduit la prime de risque (NOLR : écart de rendement entre les actions et les obligations) offerte par les actions ».

La semaine aura été marquée par la reprise des cotations de Perrier, lundi, et les cours se sont hissés au niveau de

1 700 F, prix retenu pour l'OPA de Nésid et Indosuez. Ces derniers détiennent 68,68 % des titres. A l'inverse, des titres comme Eurotunnel et Hachette ont été vivement attaqués. Le premier s'est déprécié après la décision du comité d'arbitrage l'obligeant à verser 500 millions de francs par mois aux constructeurs du tunnel sous la Manche. Quant au second, il cédait du terrain après l'annonce selon laquelle l'ordie de La Cinq pourrait coûter au groupe de M. Jean-Luc Lagardère environ 3,5 milliards de francs. Le paiement d'une amende de 105 millions de francs, infligée par Bruxelles au groupe maritime SCAC Dalmis Vieilleux (SDV) pour entrave à la concurrence, a entraîné une chute de Bolloré, firme propriétaire du groupe.

Les cotations de Remy Cointreau (vins et spiritueux), suspendues le 30 mars, reprenant le 6 avril, le groupe ayant entre-temps placé avec succès les 20,84 % de son capital détenus en autocontrôle au prix de 200 F l'action, pour un dernier cours de 188 F. Enfin, le Conseil des bourses de valeurs (CBV), organisme chargé de la réglementation boursière vient de remplacer deux de ses membres en nommant M. Patrick Duverger responsable de la direction des marchés de la Société générale, et M. Joseph Thuvenel, délégué CFTC du personnel. Ce conseil se réunira le 8 avril pour renouveler à sa présidence M. Bruno de Maulde, président du Crédit du Nord, et adopter les textes réglementant les OPA.

DOMINIQUE GALLOIS

NEW-YORK

Indécise

INDICE DOW JONES

+0,55%

Wall Street a finalement enregistré une légère progression (+0,55 %) au cours des cinq séances, tout en se montrant indécise. À la recherche de nouveaux éléments d'orientation. La chute de l'indice Nikkei, principal indicateur de la Bourse de Tokyo, et la baisse des principales Bourses européennes ont eu un effet passager sur la place américaine, qui s'est rapidement remise.

Les statistiques économiques de la semaine ont été dans l'ensemble positives. Les chiffres du chômage en mars ont traduit une stabilité du taux à 7,3 % et seulement 19 000 créations d'emplois. Toutefois, selon les experts, cela ne remettrait pas en cause la reprise. Les statistiques de l'emploi sont en effet généralement les dernières à repartir en hausse à la sortie d'une récession.

La grande Bourse new-yorkaise a été dominée par des vagues d'achats et de ventes sur programme informatique qui se sont alternées en cours de semaine, inversant souvent les tendances de la journée. Les analystes tablent dans l'ensemble sur un maintien de l'indice Dow Jones au-dessus du plancher 3 200 points. Ils pré-

voient aussi un mouvement de capitaux se déplaçant du marché obligataire vers la Bourse. Plusieurs spécialistes continuent à se demander si la reprise ne sera pas moins rapide que prévu initialement. Les prix sur le marché obligataire ont nettement progressé, entraînant ainsi une baisse des taux d'intérêt. Les taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, considérés comme principale référence, se sont établis vendredi à 7,87 % contre 7,93 % une semaine plus tôt.

Indice Dow-Jones du 3 avril : 3 249,11 (c. 3 231,44).

	Cours 27 mars	Cours 3 avril
Alcoa	70 7/8	68
AT&T	43 5/8	42
Bearing	43 5/8	45 1/4
Chase Man. Bank	23 7/8	22 3/8
Da Pont de Nemours	48	46 3/8
Eastman Kodak	40 5/8	40
Exxon	55 1/8	55 1/8
Ford	38 1/4	39 3/4
General Electric	76 1/8	74 7/8
General Motors	36 5/8	36 1/4
Goodyear	65 3/4	67 1/2
IBM	83 1/4	81 3/4
ITT	65 3/8	64 1/2
Mobil Oil	59 7/8	60 1/8
Pfizer	68 3/8	70 1/2
Schlumberger	55 3/8	54 1/2
Toshiba	56 5/8	54
UAL Corp. (ex-Shell)	144 1/8	139 1/8
Union Carbide	24 5/8	24 1/4
United Tech.	52	52 1/8
Westinghouse	19	18 1/4
Xerox Corp.	73	73 5/8

TOKYO

Sous la barre des 19 000 points

INDICE NIKKEI

-5,5%

Pour la cinquième semaine consécutive, la Bourse de Tokyo a terminé en baisse. En finissant sous la barre des 19 000 points - à 18 559,71 - l'indice Nikkei est revenu à des niveaux atteints il y a exactement cinq ans et trois mois. Cette chute hebdomadaire a dépassé les 1 000 points (1 077,71 points, soit un recul de 5,5 %).

Ce vir repli s'est effectué en dépit d'une réduction du taux d'escompte et de l'annonce de mesures de relance gouvernementales. Vendredi, après une matinée faible, l'indice Nikkei rebondissait l'après-midi à la suite de rumeurs sur l'intention du ministère des finances de demander aux principales maisons de courtage, avec à leur tête Nomura, Sengupta, de relancer le marché. Selon certains analystes, les actions redeviendraient attractives pour les acheteurs, leurs prix ayant touché des planchers. Cependant, d'autres experts, plus pessimistes, estiment qu'il existe des signes laissant présager une plus grande tension sur le marché des investissements.

Indice du 3 avril : Nikkei, 18 559,71 (c. 19 636,99); Topix, 1 320,65 (c. 1 428,13).

cée peu avant l'ouverture. Tendance identique le lendemain (-1,6 %).

Vendredi, après une matinée faible, l'indice Nikkei rebondissait l'après-midi à la suite de rumeurs sur l'intention du ministère des finances de demander aux principales maisons de courtage, avec à leur tête Nomura, Sengupta, de relancer le marché. Selon certains analystes, les actions redeviendraient attractives pour les acheteurs, leurs prix ayant touché des planchers. Cependant, d'autres experts, plus pessimistes, estiment qu'il existe des signes laissant présager une plus grande tension sur le marché des investissements.

Indice du 3 avril : Nikkei, 18 559,71 (c. 19 636,99); Topix, 1 320,65 (c. 1 428,13).

	Cours 27 mars	Cours 3 avril
Aksi	490	420
Bridgestone	1 110	1 100
Canon	1 290	1 300
Fuji Bank	1 930	1 500
Honda Motor	1 560	1 290
Mitsubishi Electric	1 270	1 290
Mitsubishi Heavy	590	574
Sony Corp.	4 000	4 110
Toyota Motor	1 370	1 370

LONDRES

Approche des élections

-2,6%

Les pertes se sont poursuivies au Stock Exchange de Londres pour la cinquième semaine consécutive (-2,6 %), au rythme de la publication de sondages pré-électorales confirmant l'avance des travaillistes sur le Parti conservateur en place depuis treize ans. Les investisseurs ont aussi profité des dernières séances du dernier terme boursier avant les élections de jeudi prochain pour faire le ménage dans leurs portefeuilles d'actions.

Le reste de la semaine a vu la cote s'effondrer, surtout le jour du « mercredi rouge » après la publication de sondages donnant pour la première fois une majorité absolue au parti travailliste à la Chambre des Communes.

Indice du 3 avril : 100 valeurs, 2 382,7 (c. 2 447,9); 30 valeurs, 1 831,4 (c. 1 914,9); fonds d'Etat, 85,18 (c. 86,06); mines d'or, 118,1 (c. 119,6).

	Cours 27 mars	Cours 3 avril
Bovater	7,35	7,01
BP	2,34	2,42
Chatter	4,86	4,74
Courtauld	5,28	5,11
De Beers	13,93	14,09
Glen	7,75	7,65
GUS	10,25	10,82
ICI	12,51	12,25
Reuter	11,22	11,06
Shell	4,29	4,41
Unilever	9,02	9,01
Victims	1,48	1,33

FRANCFORT

Sans relief

+0,47%

La Bourse de Francfort a peu évolué cette semaine, s'appréciant de 0,47 %. Cette absence de tendance nettement marquée s'est expliquée par l'attentisme des investisseurs institutionnels.

D'un côté les gestionnaires ont vu apparaître une sensible amélioration sur le front du chômage, avec un recul du taux de sans-emploi tant à l'Est qu'à l'Ouest; de l'autre, ils sont confrontés à un regain d'inflation avec une hausse des prix sur douze mois qui atteint 4,7 %. Jeudi était annoncée une embellie du commerce extérieur mais la balance des opérations courantes reste déficitaire. Le lendemain, le ministère de l'économie indiquait que la production industrielle avait progressé en février par rapport à janvier mais que la hausse en glissement annuel reste limitée à seulement 1,8 %.

Indice du 3 avril : DAX 1 719,63 (c. 1 711,45); Commerzbank 1 982,4 (c. 1 969,3).

	Cours 27 mars	Cours 3 avril
ABG	217,50	218,10
BAF	242,90	244,00
Boyer	296,70	294,20
Commerzbank	254,80	255,00
Dresdnerbank	228,50	229,00
Hochtief	663,00	661,00
Karstadt	278,50	281,00
Mannesmann	670,90	675,00
Siemens	351,00	360,40
Volkswagen	351,00	360,40

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	3-4-92	Diff.
AGF	597	+3
AXA (ex-Cie Midl)	936	+2
Bail Equipement	132,60	-1,5
Banque (Cv)	465,50	-9,5
Cedex	825	-14
CCF	184,30	+1,30
CFI	972	+18
CCI	300,50	+2,50
Chargers	1 176	-2
C. Local de France	231	+3,50
CPA	271,80	-4,20
Eurofrance	606	-50
GAN	1 880	-22
Locindus	715	-5
Paribas	385,60	+0,40
Schwab	688	+33
Société générale	512	inch.
Sovac	827	+9
Suez (Cv fin.)	338,20	+11,20
UAP	530	-9

Filatures, textiles, magasins

	3-4-92	Diff.
Agache (Fin.)	970	-10
BHV	794	+5
Danart	3 060	inch.
DMC	313,50	+6,50
Gal. LaBette	1 871	+31
Neur. Galand	579	+19
Priemont	765	-4
La Redoute	5 620	+130
SCOA	18,35	-0,55

Métallurgie, construction mécanique

	3-4-92	Diff.
Alpi	311,50	+1,30
Dassault Aviation	348,90	+3,70
De Dietrich	1 500	-28
Fives-Lille	395	+19
Peugeot	714	-7
SAGEM	1 694	-75
Satraf. Facom	780	+9
Valco	742	+11
Vallourec	258	-1

Pétroles

	3-4-92	Diff.
BP-France	115	-3
ELF-Aquitaine	356,90	-0,10
Eso	830	+50
Primagat	715	+2
Sogepet	414	+3
Total (div. par 4)	232	-2,50
Exxon	305	-9,20
Petrolfin	1 715	-16
Royal Dutch	427	-0,30

Produits chimiques

	3-4-92	Diff.
Institut Mérieux	6 390	-110
Roussel-Uclaf	2 175	-25
Synthelabo	1 283	+84
BAF	823	-2
Boyer	1 002	-10
Hoechst	877	+11
Imp. Chemical	119,10	-3,40
Novak Hydro	134,30	+1,80

Mines d'or, diamants

	3-4-92	Diff.
Anglo-American	188	+0,50
Anglo	331,40	+2,40
Buf. Gold M.	36,60	-1,40
De Beers	137,80	+1,50
Bis	61	-1,90
Gencor	17,10	+0,20
Harmony	28,75	-1,25
Randfontein	140,90	+2,30
Saluda-Helena	33,90	inch.
Western Deep	155,90	+1,80

Valeurs diverses

	3-4-92	Diff.
Accor	787	+7
Air liquide	769	-16
Bic	733	+53
Bis	241	-3,60
CGIP	1 214	-12
Chub Méd.	534	+8
Elf Sanofi	1 159	-18
Endicor	407,80	+17,20
Euro Disney	140,90	+2,30
Europe 1	995	-44
Eurotunnel	40,50	-2,80
Groupe Citi	530	+10
Hachette	151,50	-13,50
Havas	495,10	+1,10
Marine World	327	-9
Navigation mixte	1 169	+19
Nord-Est	114,60	-2,40
L'Oréal	837	-48
Saint-Gobain	570	+30
Saint-Gobain	238	+2
Six Rosagel	785	+29

Alimentation

	3-4-92	Diff.
Béghin-Say	616	+7
Bongrain	2 900	-7
BSN	1 118	+21
Carrefour	2 628	+70
Casino, G., Per.	168,50	+4,50
Guyane-Gasc.	1 739	+65
LYMHI	4 463	+46
Oliver	1 863	inch.
Pernod-Ricard	1 545	+5
Promodes	3 475	+5
Saint-Louis	1 252	-25
Source Perrier	1 700	inch.
Neut	85 390	-29

Matériel électrique

	3-4-92	Diff.
Alcatel-Alsthom	690	+1
CESE	390	+6
Général des eaux	2 279	-10
Intertechnique	820	-20
Labinal	729	+9
Legrand	1 863	+2
Lyon. des eaux	571	+22,50
Matra	169,80	-0,70
Meris-Ger	542	+2
Moulinex	181,50	-1,50
Radio-technique	487	+15,10
SEB	2 150	+15
Sect. Aviation	234,90	+1,90
Thomson-CSF	161	+3
ITT	357,40	-12,60
Schneider	302	-15,50
Siemens	2 290	+2

Bâtiment, travaux publics

	3-4-92	Diff.
Anst. d'entr.	1 019	+13
Booyges	617	+4
Chemin Français	550	+4
GTM	389	+26,8
Immo. Phénix	142,10	-5,9
J. Lafont	969	+9
Lafarge-Coppée	364,50	+7
SAF	54	-9
SGE-SB	241	+410

Valeurs le plus activement traitées au RM (*)

	Nbre de titres	Val. en millions de F
Source Perrier	1 891 373	3 215 678 275
Saint-Gobain	814 550	454 224 540
Alc-Alsthom	678 810	409 131 410
Suez (Cv fin.)	1 135 190	371 599 222
Peugeot SA	474 035	341 530 740
BSN	296 130	331 902 960
Ute des Eaux	803 400	286 318 590
ELF-Aquitaine	62 850	277 867 260
Eurotunnel	6719 300	274 865 325
Société g.	440 810	228 550 130
Elf Sanofi	98 500	226 105 510
Euro Dis. SCA	1 496 800	222 100 460
Oréal (L)	248 340	200 834 340
Laf. Coppée	524 575	189 415 418

(*) De vendredi 27 mars 1992 au jeudi 2 avril 1992 inclus.

شهران الأول

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

La rémunération des intermédiaires financiers

Le changement de gouvernement en France, ceux qui s'annoncent en Italie et en Grande-Bretagne, trouvent certes leurs répercussions sur le marché international des capitaux, de même que la crise dans laquelle se débat le Danemark. Mais, fondamentalement, les investisseurs financiers ont des préoccupations beaucoup plus graves que les événements politiques européens. On prête d'ailleurs d'attention à la conjoncture américaine, à savoir ce qu'il en est vraiment de la reprise tant attendue. Et on se soucie bien autrement de ce qui se passe au Japon. La chute de la Bourse de Tokyo s'est poursuivie ces derniers jours de façon inquiétante, en dépit d'une réduction importante du taux de l'escompte.

Dans un environnement aussi pesant, les discussions ont tout naturellement porté sur la rentabilité des intermédiaires financiers. Une émission nouvelle a servi de prétexte à un débat qu'il convient d'évoquer dans ses grandes lignes, car il a le mérite de mettre en évidence de nombreux aspects de l'euro-marché. L'emprunt en question a été émis mercredi dernier pour le compte de la Banque européenne d'investissement. D'un montant de 400 millions d'euros et d'une durée de douze ans, il porte intérêt au taux de 8,50 % l'an. Au prix d'émission officiel (100,66 %), le rendement se situe à 8,41 %.

Lorsqu'on indique un prix d'émission de ce genre, il n'est valable que pour des achats de titres en petit nombre, tels que ceux auxquels procèdent des particuliers par exemple. Les investisseurs professionnels, qui prennent de grands montants, obtiennent des ristournes qui augmentent le rapport que leur procurent les obligations. Les banques elles-mêmes, lorsqu'elles dirigent un nouvel emprunt, et qu'elles garantissent son placement, chargent au débiteur des commissions qui accroissent d'autant le rendement.

Pour un établissement qui cherche à maintenir ou à accroître sa part de marché, il peut être tentant d'assurer un mandat en suggérant à l'emprunteur des conditions particulièrement favorables qui reviennent en fait à lui proposer de travailler gratuitement. Cela ne se fait pas aussi ouvertement

car il existe un barème de commission qu'il faut respecter, à moins de se mettre au ban de la communauté financière. Mais, en pratique, si d'emblée une banque calcule au plus juste le coup de l'emprunt et prévoit, dès le départ, de rétroceder aux investisseurs des ristournes correspondant au montant total des commissions, le résultat sera le même que si elle n'avait rien exigé de l'emprunteur. Elle n'aura rien perdu non plus. Mais le tout, finalement, ressemblera fort à un exercice bien inutile.

La concurrence incite à travailler gratuitement

Comme sous la pression de la concurrence, ce genre de pratique avait tendance à se généraliser, plusieurs des principaux euro-marchés avaient imposé, il y a près de deux ans, une méthode en vigueur sur le marché américain consistant, en gros, à respecter, pendant un certain temps, au tout début de la période de placement, lorsqu'on s'adresse aux investisseurs institutionnels, un prix minimal de vente. Ce prix devait assurer à tous les participants une juste rémunération. Ce système exige une grande discipline, mais il a assez bien fonctionné jusqu'au début de cette année. Il ne s'applique bien sûr que dans le cas où un certain nombre de banques se regroupent sous la conduite d'un chef de file pour assurer le placement de la transaction. C'est la façon de faire la plus courante.

Lorsqu'un établissement est tout seul à s'occuper d'une affaire, il n'est pas possible de savoir s'il respecte la règle, s'il travaille gratuitement ou non. Or, ces derniers mois, les opérations réalisées en un seul bloc, par une seule banque, ont eu tendance à se multiplier. Il semble bien que dans plusieurs cas cette évolution ait correspondu à une intention très nette. Celle d'échapper aux règles instituées par les banques elles-mêmes comme une sorte de garde-fou pour assurer la rentabilité de leurs transactions.

Beaucoup ont reproché à la Deutsche Bank, à qui était confié le soin de diriger la dernière opération de la Banque européenne d'investissement, d'avoir réuni un groupe de banques pour placer les

DEVISES ET OR

Le franc « Béré »

Tout va très bien pour le franc français. Sa tenue envers le mark, seule référence valable dans un système de dollar flottant, était déjà très remarquable à la veille de la désignation du nouveau gouvernement : elle s'est encore améliorée après l'annonce de la désignation de M. Pierre Bérégovoy comme premier ministre. Dès cette annonce, le cours du mark a glissé sous le seuil des 3,39 francs pour revenir à 3,370 francs à la veille du week-end, au plus bas depuis la fin juin 1991. Cette amélioration de la tenue du franc s'effectue, certes, vis-à-vis de la devise d'un pays qui rencontre certaines difficultés - déficit budgétaire important et inflation trop forte - mais elle s'est maintenue en fin de semaine malgré le redressement du mark face au dollar.

On observe, également, que les cours du franc, depuis un certain temps, épousent des variations régulières tout au long de l'année, comme le relève M. Philippe Sigogne, directeur du département de diagnostic de l'OFCE, dans sa lettre du 28 février, en fonction de l'évolution du dollar face au mark et au yen. Ainsi, la devise française, après une chute vis-à-vis de la monnaie allemande, à l'approche

de la fin de l'année, se redresse à l'approche du printemps pour faiblir à l'automne : pour l'instant, nous sommes dans la phase ascendante. On peut noter aussi que pour les échéances de fin d'année, assez difficiles en Allemagne, les taux d'intérêt se tendent, ce qui fait monter le mark et donc baisser le franc. En tout cas, la devise allemande valait près de 3,42 francs en décembre 1991, et pourrait, selon M. Sigogne, fléchir à 3,37 francs en juillet. Toutes ces variations correspondent à un cours moyen de 3,39 francs, comme le prévoyait, la semaine dernière, M. Chevallier, de la BFCE. A ce propos, une erreur de transmission a transformé, dans notre chronique de la semaine dernière, en « effet de reprise » l'effet de surprise provoqué par l'attitude de la Banque de France, qui n'a pas profité du raffermissement du franc depuis quelques semaines pour baisser ses taux directeurs.

Les incertitudes sur l'échéancier de la reprise de l'économie américaine et, notamment, sur l'évolution du chômage, ont pesé sur les cours du dollar. Ainsi, 19 000 emplois seulement ont été créés en mars, au lieu des 30 000 prévus, et encore faut-il noter que 39 000

emplois ont été créés dans la fonction publique, ce qui signifie une réduction dans l'industrie et le commerce. Si on ajoute la forte contraction de la masse monétaire au 23 mars (- 10,2 milliards de dollars pour M2 et - 14,9 milliards pour M3 - 2,9 soit le bas de la fourchette (2,5-6,5 %) retenue par le FED), on comprendra que les cours du dollar aient été ramenés de 1,65 DM à 1,625 DM et de 5,59 francs à 5,52 francs.

En Europe, la livre sterling a faibli à l'approche des élections législatives britanniques, bien que le ministre des finances « fantôme » d'un gouvernement travailliste éventuel, M. Smith, ait affirmé que les parités de la devise anglaise seraient maintenues. De même, la lire a dû être soutenue par la Banque d'Italie à l'approche d'un scrutin national dont le résultat ne devrait guère faciliter la mise en œuvre d'une politique budgétaire plus stricte.

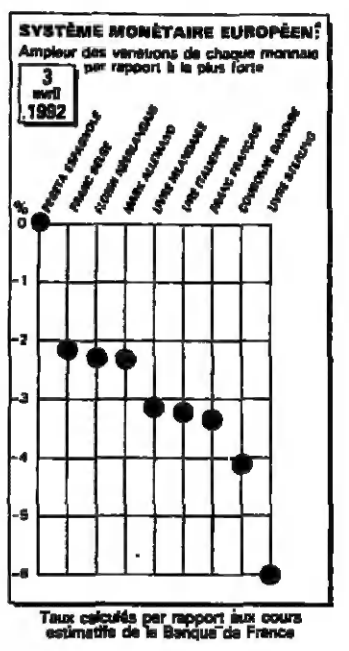
F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 30 MARS AU 3 AVRIL 1992

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Unité	30 MARS	30 MARS	30 MARS	30 MARS	30 MARS	30 MARS
		Unité	Unité	Unité	Unité	Unité	Unité
New-York	1.000	16,6335	16,6335	61,1995	2,7085	54,3478	6,0008
	1.000	17,8794	17,8794	66,6478	2,8485	53,8502	6,0008
Paris	100 F	16,6335	16,6335	61,1995	2,7085	54,3478	6,0008
	100 F	17,8794	17,8794	66,6478	2,8485	53,8502	6,0008
Zurich	100 S	16,6335	16,6335	61,1995	2,7085	54,3478	6,0008
	100 S	17,8794	17,8794	66,6478	2,8485	53,8502	6,0008
Frankfurt	100 M	16,6335	16,6335	61,1995	2,7085	54,3478	6,0008
	100 M	17,8794	17,8794	66,6478	2,8485	53,8502	6,0008
Bonn	100 M	16,6335	16,6335	61,1995	2,7085	54,3478	6,0008
	100 M	17,8794	17,8794	66,6478	2,8485	53,8502	6,0008
Amsterdam	100 G	16,6335	16,6335	61,1995	2,7085	54,3478	6,0008
	100 G	17,8794	17,8794	66,6478	2,8485	53,8502	6,0008
Milan	100 L	16,6335	16,6335	61,1995	2,7085	54,3478	6,0008
	100 L	17,8794	17,8794	66,6478	2,8485	53,8502	6,0008
Tokyo	100 Y	16,6335	16,6335	61,1995	2,7085	54,3478	6,0008
	100 Y	17,8794	17,8794	66,6478	2,8485	53,8502	6,0008

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 3 avril, 4,1424 F contre 4,1958 F le vendredi 27 mars 1992.



MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

L'ombre de l'Allemagne

Une certaine amélioration du climat à Paris avec l'accession de M. Pierre Bérégovoy à Matignon, des rumeurs pessimistes à Francfort, et des rumeurs optimistes à New-York : les situations étaient très contrastées sur les marchés à la veille du week-end.

Après la nomination de M. Bérégovoy, un très vif soulagement était observé à Paris et à l'étranger, surtout à Londres où les maisons américaines Salomon et Morgan Stanley, très actives sur le MATIF, se sont réjouies de la priorité donnée à la continuité. « Mitterrand aurait même pu nommer un huissier à la tête du ministère des finances, cela n'aurait inquiété personne du moment que Bérégovoy collait le tout à Matignon », s'exclamaient, en plaisantant, un opérateur étranger. Le spectre d'un changement brutal de politique étrangère étant donc écarté - la signature du traité de Maastricht, dit-on, impose la rigueur, - le marché pouvait réagir librement aux influences de l'extérieur.

Jeudi, par exemple, après une forte remontée des cours sur le MATIF, de 107,30 à 107,90, un vif repli était enregistré en raison de la dégradation du climat en Allemagne, où le rendement du Bund dix ans atteignait 8,05 %, après l'accélération de l'inflation, en mars, + 0,3 % sur février et + 4,7 % sur mars 1991, soit la plus forte hausse en glissement annuel depuis dix ans. En outre, M. Otmar Isenhardt, membre du directoire de la Bundesbank, menaçait : « La stabilité de la politique actuelle de la Banque ne doit pas être perdue comme de l'habitude. Le vice-président de la Banque, M. Tiesmeyer, de son côté, mettait à nouveau en garde contre l'inflation, que le ministre de l'Économie, M. Mollath, juge « nettement trop élevée ».

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que des rumeurs de relèvement des taux directeurs de la Bundesbank aient couru, jeudi, avant la réunion du conseil d'administration de l'établissement qui s'est achevée sans aucune décision dans ce sens. Certains analystes s'exclament, toutefois, un relèvement dans la semaine à venir.

Aux États-Unis, la faiblesse persistante de l'emploi (voir en rubrique Devises et or) milite en faveur d'une nouvelle diminution des taux directeurs de la Réserve fédérale, ce qui a

poussé à la hausse (107,77) le cours de l'échéance juin sur le MATIF, compte tenu également de la poursuite des rachats de vendeurs à découvert. A cette occasion, les analystes sur graphiques de la Société générale se montrent moins pessimistes et, bien que la tendance à court terme reste baissière, ils estiment qu'il est possible, maintenant, d'espérer une amélioration.

An Japon, enfin, la Banque centrale a ramené de 4,50 à 3,75 son taux d'escompte, quatrième diminution, et la plus importante depuis juillet 1991, date à laquelle ce taux culminait à 6 %. Cette mesure n'a eu qu'un effet sur le yen, qui a baissé, une journée.

Sur le marché obligataire, où le rendement de l'FOAT dix ans s'établissait en fin de semaine à 8,70 % environ, au lieu de 8,75 % huit jours auparavant, avec un écart de 0,71 point avec le Bund dix ans, le climat s'est un peu amélioré in fine, en liaison avec le redressement du MATIF. L'adjudication mensuelle du Trésor en a souffert, au départ du moins, et les rendements offerts aussi, puisque les 10,55 milliards de francs adjugés, la tranche à dix ans a valu 8,71 % au lieu de 8,46 % un mois auparavant. La tranche à trente ans rapporte 8,69 % au lieu de 8,45 % en mars. En fin de semaine, profitant de l'embellie, les spécialistes en valeurs du Trésor souscrivaient, en supplément, 1,64 milliard de francs. Ledit Trésor encastra le 8 avril, par adjudication « à la hollandaise », 400 à 500 millions d'euros d'obligations assimilables à la ligne 8,50 % 2002.

Les turbulences de la première moitié de la semaine ont rendu plus difficile la souscription de l'emprunt de 1,5 milliard de francs de Financier (pour le compte des SDR) en deux tranches à 8,60 % et 9 %, avec garantie de l'Etat. La Poste, en revanche, a placé très aisément, dans ses guichets et à l'extérieur, son emprunt de 1 milliard de francs à 9,20 % nominal et 8,96 % réel, sa signature gardant un caractère « magique » notamment aux yeux du grand public. Pour les quinze prochains jours sont annoncées des émissions de la CRH, de la SNCF (2 à 3 milliards), du Crédit local de

France (2 milliards), du Crédit agricole (2 à 2,5 milliards) et de la BFCE.

M. Emmanuel Hau, directeur financier d'EDF, et ses collaborateurs étaient très satisfaits à la veille du week-end : leur seconde offre publique d'échange (OPE), lancée avec le concours de la Caisse des dépôts, sur seize emprunts totalisant 32 milliards de francs, a été un succès puisque environ 50 % des titres ont été offerts à l'échange (15,6 milliards de francs en nominal et 16,6 milliards de francs en valeur boursière) contre 40 % pour l'OPE d'avril 1991, d'un montant de 25,5 milliards de francs. M. Hau tablit sur 7 à 8 milliards de francs, peut-être 11, et se montre donc ravi. Du coup, EDF va disposer de la plus forte « ligne », soit plus de 16 milliards, des titres admis dans le système SVP (spécialistes en valeurs du secteur public), ce qui constitue une référence de poids auprès des investisseurs institutionnels à la recherche de « gisements » dotés d'une bonne liquidité.

On notera que sur les 65,4 milliards de francs de titres à taux variable à références courtes (PIBOR trois mois) le taux d'échange a été exceptionnel (78 %), les lignes correspondantes faisant l'objet de marges transactionnelles. La marge était moindre sur les titres à taux variable à références longues (TMO, TRA), mais le pourcentage d'échange a, quand même, été fort : 69 %. La liquidité se montrait plus acceptable sur les titres à taux fixe, d'où la faiblesse relative du pourcentage d'échange (24 %).

En conclusion, les investisseurs institutionnels sont attirés par la liquidité et, probablement, escomptent une baisse des taux longs d'ici une douzaine de mois. D'où le souci de garder du papier à taux fixe, qui se valorise avec la baisse de rendement, et celui de se débarrasser des titres à taux variable, pour la raison inverse. On notera enfin que les non-résidents ont été très nombreux à échanger, et que le volume gisement constitué par l'OPE 8,60 % avril 2004 a été, déjà, très travaillé. L'écart de son rendement avec celui de l'FOAT de durée correspondante revenant de 0,40 point au lancement à 0,37 point.

FRANÇOIS RENARD

MATIÈRES PREMIÈRES

Le Brésil favorable aux quotas sur le café

A la veille de la réunion à Londres du conseil de l'Organisation internationale du café (OIC), du 6 au 10 avril, les professionnels s'attendaient à voir enfin le Brésil adopter une position plus conciliante en matière de quotas d'exportation. Depuis leur suspension en juillet 1989, les cours du café sont tombés de 1,2 dollar la livre (le plancher alors défendu) à la veille de l'accord international à quelque 69 cents début avril. Courant février, on a même vu les prix toucher leur plus bas niveau de ces quinze dernières années, à 52,96 cents.

Premier producteur mondial de café arabisca, le Brésil - et plus précisément le secteur privé - refusait, depuis de longs mois, une revitalisation de l'accord de stabilisation, fondé sur un système de quotas d'exportation. Les Brésiliens se rangent, semble-t-il, derrière les arguments très libéraux des États-Unis, prônant le démantèlement des accords internationaux. En outre, ils craignent qu'une redistribution des quotas se traduise par une limitation de leur

part de marché face aux nouveaux producteurs (centro-américains et asiatiques). Ils redoutaient aussi de voir les consommateurs faire prévaloir leur point de vue en matière de qualité de café. Le précédent accord laissait la part trop belle aux arabicas du Brésil et de Colombie, au détriment des variétés dites « autres doux » d'Amérique centrale, jugées nettement supérieures par la torréfaction.

Les prochaines discussions de Londres permettront-elles de réunir les conditions d'un nouvel accord ? Le réchauffement de la position brésilienne peut en tout cas préfigurer une reprise moins houleuse du dialogue entre producteurs et consommateurs, mais aussi entre les producteurs eux-mêmes. Le réchauffement remonte au mois de janvier lorsqu'à Carthagène, pendant la huitième session de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la Colombie avait appelé solennellement à l'organisation d'une grande conférence internationale consacrée aux matières premières. A la même époque, le Brésil s'était montré plus souple quant à la possibilité de rétablir les fameux quotas. Le président, M. Fernando Collor de Mello, a encore été plus clair la semaine passée, en annonçant que son pays soutiendrait le principe des contingents d'exportation pour l'ensemble du marché mondial.

Sur le dos de l'Afrique

Mais depuis la levée des quotas, il y a presque trois ans, le monde du café a changé. Plus précisément, il s'est élargi. Les nouveaux venus, comme l'Indonésie, la Thaïlande ou le Vietnam, viennent ajouter leur production aux « origines » traditionnelles, et chacun se demande comment seraient distribués d'éventuels futurs quotas. D'autant que certains gros producteurs, comme la Colombie, ont profité de la disparition des plafonds d'exportation pour accroître sensiblement leurs récoltes et leurs ventes au cours des dernières

années. On peut aussi s'interroger sur la compatibilité entre un accord international sur le café et les liens commerciaux nouveaux créés, par exemple, entre le Canada, les États-Unis et le Mexique dans le cadre de l'accord de libre-échange. Mexico limiterait-il ses exportations de café à destination de Washington, au nom d'un accord de régulation des prix ? Autre question : comment distinguera-t-on les fèves mexicaines des fèves du Guatemala, sachant que ces dernières transitent en chemin de fer par le Mexique ?

« Si les discussions aboutissent, un nouvel accord se fera sur le dos de l'Afrique », estimait, en fin de semaine, un professionnel. Une réflexion qui traduit le peu d'audience du continent noir, essentiellement producteur de café robuste, dans le concert international. Il n'est qu'à regarder les rayons « café » de la grande distribution pour constater l'écart de traitement entre les beaux paquets noirs à lettres d'or, vantant les bienfaits du 100 % arabica, et les paquets aux couleurs ternes et grises, mentionnant à peine, comme à regret, la qualité « robuste ». Il est probable que la mauvaise image dont souffre le produit africain régitil sur sa production caféière, même si la France importe encore aujourd'hui davantage de robuste que d'arabica (conséquence notamment de son passé colonial).

L'Afrique souffre aussi d'un manque de professionnalisme dans ses filières de ramassage et de sélection du café, les fèves de mauvaise qualité n'étant pas rigoureusement écartées des circuits d'exportation. Dans un contexte de pénurie, que se poursuit depuis plusieurs campagnes, les stocks chez les producteurs et les consommateurs atteignent au moins dix millions de sacs de 60 kilos, les discussions de Londres devraient donner quelque respiration au marché. Les professionnels attendent pas cependant de réformes spectaculaires, seulement un réajustement.

ÉRIC FOTTORINO

PRODUITS	COURS DU 3/4
Café (Arabica) (livres/tonne)	1 317 (+ 14)
Aluminium (livres/tonne)	1 325 (+ 21)
Nickel (livres/tonne)	7 590 (+ 95)
Sucre (livres/tonne)	274,7 (+ 6,2)
Café (Robusta) (livres/tonne)	885 (+ 45)
Cacao (New-York) (livres/tonne)	968 (+ 28)
BMI (Chicago) (livres/tonne)	366 (+ 18)
Matière (Chicago) (livres/tonne)	260 (+ 10)
Soja (Chicago) (livres/tonne)	174,2 (+ 3,4)

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Le Portugal se rapproche de ses partenaires de la CEE

Lisbonne annonce l'entrée de l'escudo dans le SME

Créant la surprise générale sur les marchés financiers, le Portugal a annoncé, vendredi 3 avril, son intention d'adhérer au système monétaire européen (SME). Cette décision signifie que, dès lundi 6 avril, le taux de change de l'escudo, la monnaie portugaise, sera lié à celui des dix autres monnaies appartenant au SME. Selon le premier ministre, M. Aníbal Cavaco Silva, le Portugal a demandé à ses partenaires que sa monnaie bénéficie d'une marge de fluctuation élargie à 6 % de part et d'autre du cours de change «pivot» défini par le SME. «Cette décision historique va entraîner une baisse plus rapide des taux d'intérêt et elle est fondamentale pour que le Portugal continue sa marche vers l'union économique et monétaire et puisse recueillir tous les bénéfices de la monnaie unique, comme cela a été décidé à Maastricht», a conclu le ministre.

Actuellement, toutes les monnaies des pays de la Communauté, à l'exception de la drachme grecque, font partie du mécanisme de change. L'Espagne (en juin 1989) et la Grande-Bretagne (en octobre 1990) ont été les derniers pays à avoir adhéré au SME. Tous deux bénéficient aussi d'une marge de fluctuation élargie à 6 %, contre 2,25 % pour les autres.

Vendredi 3 avril, les cambistes exprimaient leur étonnement après l'annonce du gouvernement portugais, qui a visiblement choisi de profiter des six mois de présidence portugaise de la CEE (jusqu'en 1992). Dans les salles de marché, les spécialistes s'inquiétaient quelque peu du niveau très élevé des taux d'intérêt portugais (17 % environ sur le court terme), susceptibles de tirer à la hausse les cours de l'escudo et de mettre en péril l'équilibre du système. Un tel phénomène s'était produit au premier semestre de 1991 à propos de la peseta, attirée par les rémunérations attractives offertes sur les placements en pesetas, les opérateurs avaient opéré des achats massifs, et le raffermissement de la

monnaie qui en avait découlé avait contraint les banques centrales de plusieurs États, notamment la Banque de France, à vendre de réserves de change afin de préserver l'écart maximum autorisé par le système.

Une nette appréciation

Au Portugal, les entrées et les sorties de capitaux restent étroitement contrôlées, le pays ayant reçu une dérogation à la libre circulation des capitaux, entrée en vigueur au 1^{er} juillet 1990. Compte tenu des importantes entrées de capitaux enregistrées au cours des deux dernières années, provoquées notamment par l'afflux de capitaux étrangers, l'escudo a subi une nette appréciation.

En raison du niveau élevé des taux d'intérêt et de l'inflation (la hausse des prix de détail a atteint 10,2 % en rythme annuel en février, soit 5 points de plus environ que la moyenne européenne), les autorités portugaises ont proposé de fixer un taux de change relativement élevé, de 180 escudos pour un écu (soit 25,7 escudos pour un franc), contre 176 escudos vendredi 3 avril, avant l'entrée dans le SME. Le même jour, 100 escudos valaient 3,340 francs à la cotation officielle de Paris.

Tout comme ce fut le cas avec la Grande-Bretagne, l'adhésion du Portugal au SME devrait aider les autorités du pays à mettre en œuvre une politique de désinflation, et à se rapprocher des résultats économiques du reste de l'Europe. Actuellement, le Portugal ne respecte aucun des cinq critères (inflation, déficit budgétaire, endettement, niveau des taux d'intérêt, appartenance à la marge de fluctuation étroite du SME) retenus à Bruxelles pour mesurer, dans le cadre de la préparation de l'union économique et monétaire (UEM), les performances des douze membres de la Communauté.

F. L.

M. Jacques de Larosière plaide pour un marché des changes «actif». Le gouverneur de la Banque de France, M. Jacques de Larosière, a plaidé, vendredi 3 avril, en faveur du maintien d'un «marché des changes actif» à Paris et la création de «conditions favorables au développement de l'écu», dans la perspective de l'union économique et monétaire.

Devant l'assemblée générale des associations de cambistes, M. de Larosière a souligné qu'environ 45 % des transactions courantes de la France avec l'étranger étant réglées en devises européennes, le passage à la monnaie unique soustraira mécaniquement au marché des changes une part substantielle de son chiffre d'affaires.

La coopération militaire en Europe

M. Joxe a invité en France plusieurs ministres de la défense de pays de l'Est

M. Pierre Joxe, ministre français de la défense, et M. Lubos Dobrovsky, son homologue tchécoslovaque, ont signé, vendredi 3 avril, à Paris, un accord de coopération militaire qui prévoit, notamment, des échanges entre les deux pays en matière de formation des cadres et dans le domaine de l'armement avec la création d'une commission mixte appelée à se réunir régulièrement dans les capitales des deux pays.

Du 1^{er} au 4 avril, M. Dobrovsky devait visiter les forces stratégiques (à Taverny), le 4^e régiment de Dragons (à Mourmelon), la force aérienne tactique et la 1^{re} armée (à Metz). Il a demandé à son interlocuteur français que le groupe Matra-Défense - dont il a visité des installations - soit autorisé à donner «certaines informations» qu'il n'a pas davantage précises mais qui pourraient être utiles, a-t-il expliqué, à l'industrie d'armement tchécoslovaque.

Cette rencontre entre dans le cadre d'une large réflexion entamée en France sur l'avenir de la sécurité en Europe et elle précède une série de visites à Paris, d'ici à juin, du maréchal Evgeni Chaptchikov, commandant en chef des forces armées de la Communauté des États indépendants (CEI), puis des ministres hongrois, polonais et bulgare de la défense.

Le 1^{er} avril, à Bruxelles, les ministres de la défense de seize pays membres de l'OTAN et leurs homologues de dix-neuf pays de l'Europe de l'Est et de la CEI se sont réunis dans le cadre du Conseil de coopération créé, au siège bruxellois de l'Alliance atlantique, pour analyser les problèmes de leur sécurité commune. La France, qui ne fait plus partie de la structure militaire intégrée depuis 1966, a refusé d'être présente, en dépit de remarques de son propre ministre de la défense qui s'est lui-même étonné (le Monde du 4 décembre 1991) de

rester «le dernier ministre de la défense de toute l'Europe à ne pas participer aux réunions de l'OTAN».

En pratiquant la politique de la chaise vide, la France, qui privilégie la coopération en Europe (CSCE) et l'Union de l'Europe occidentale (UEO) comme forums de la sécurité Est-Ouest, risque de s'isoler du nouveau contexte européen. M. Joxe, en organisant des rapports bilatéraux avec ses homologues est-européens sur le modèle des contacts qu'il vient d'avoir avec M. Dobrovsky, donne l'impression de vouloir nouer un dialogue direct avec eux. Le ministre tchécoslovaque, du reste, a indiqué qu'il avait entendu à Bruxelles «beaucoup de mots pour déplorer l'absence de la France» à une réunion qui «avait une période d'intimité» entre les anciennes alliances.

J. I.

La délégation générale pour l'armement envoie des missions dans la CEI

Sous l'autorité de l'ingénieur général Paul-Yvan de Saint-Germain, la direction des recherches, études et techniques (DRET), qui dépend de la délégation générale pour l'armement (DGA), est chargée, en accord avec les ministères de la défense et de la recherche, de lancer des actions en direction de la Communauté des États indépendants (CEI) pour coordonner la coopération entre chercheurs et valoriser le potentiel scientifique de l'ancienne Union soviétique. Dans ce but, la DRET disposera d'un budget de 50 millions de francs.

À l'heure actuelle, selon la revue Info-DGA d'avril, une centaine de chercheurs de la CEI travaillent dans des laboratoires français et une dizaine d'entre eux sont même employés dans des centres d'études sous contrat avec la DGA. Les collaborations avec

l'Est représentent actuellement un engagement financier de l'ordre de 150 millions de francs.

«La difficulté que vit la recherche russe, écrit la revue, avec l'aggravation des difficultés économiques et des restrictions en cours, constitue une perte pour la recherche mondiale et surtout, font craindre une dissémination incontrôlée des connaissances sensibles».

La DRET a donc décidé d'envoyer des missions dans la CEI pour explorer et recenser les domaines d'une coopération, sous des formes diverses comme des contrats d'études, des achats de licences et jusqu'à des transferts de technologie.

Il ne s'agit pas de dépouiller la CEI de son potentiel de recherche, mais d'apprendre aux spécialistes de la CEI à travailler selon des normes de sécurité et de qualité

qui leur sont inconnues. Les actions de la DRET seront complétées - pour le compte de la DGA - par des missions sur place du service central des affaires industrielles (SCAI), qui dirige l'ingénieur général Jean-Paul Gillybœuf, et de la délégation aux relations internationales (DRI), animée par M. Gérard Chauvalon.

Plusieurs sujets de coopération entre la France et les diverses Républiques de la CEI ont été retenus, comme l'espace, la «remotorisation» des avions gros-porteurs, les systèmes de régulation de l'espace aérien, l'économie, les matériaux nouveaux, la métallurgie, la propulsion hyperphonique, l'optique et l'optronique (en particulier les lasers de puissance), la télécommunication et la sécurité des pilotes.

La campagne électorale en Iran

Les radicaux affirment être victimes d'un «processus d'élimination»

L'Association des religieux combattants (ARC, radicale), formation majoritaire au Parlement sortant, a réaffirmé, vendredi 3 avril, sa participation au scrutin législatif du 10 avril, tout en dénonçant le «climat lourd» pesant, selon elle, sur la campagne électorale.

«Nous prévoyons que le processus d'élimination en cours des candidats révolutionnaires ne s'arrêtera pas là. Il se poursuivra après le vote par l'annulation des résultats des urnes», affirme l'ARC dans un communiqué publié par le journal Salam, organe des radicaux. Regroupant les opposants à la ligne du président Rafsanjani, jugé trop modéré, l'ARC dénonce l'attitude «unilatérale» des autorités, «notamment travers des émissions de la radio et la télévision d'État».

De nouvelles personnalités radicales ont été écartées du scrutin: M. Assadollah Bayat, un des deux vice-présidents du parlement sortant, M. Ghorbani Salehabadi, député de la ville sainte de Machhad, et M. Behzad Nabavi, ancien ministre de l'Industrie lourde. - (AFP)

EN BREF

La coalition gouvernementale polonaise va être élargie. La coalition au pouvoir en Pologne et les autres partis politiques issus de Solidarité, l'Union démocratique de M. Tadeusz Mazowiecki et le Congrès libéral-démocrate de M. Jan Krzysztof Bielecki, sont parvenus, jeudi 2 avril, à un accord de principe sur l'élargissement de la coalition gouvernementale. Cet accord, s'il est suivi d'un autre accord sur le programme économique, devrait permettre à un gouvernement renoué, toujours dirigé par M. Jan Olszewski, de faire adopter au Parlement la loi de finances, grâce à une assise politique plus large. - (Reuters, AFP)

Report des négociations en Moldavie. - La réunion des ministres des affaires étrangères de Moldavie, Roumanie, Russie et Ukraine sur le conflit entre Moldaves et russophones en Moldavie, prévue vendredi 3 avril à Kichinev, a été reportée au lundi 6 avril. Aucune explication n'a été fournie à cet ajournement, alors que la situation restait très tendue dans la région du Dniestr. - (Iar-Tass)

L'Allemagne demande à la France de faciliter un compromis au GATT. - L'Allemagne a soutenu, vendredi 3 avril, les pressions sur la France afin qu'elle ouvre la voie à un compromis rapide dans les négociations de l'Uruguay Round, au lendemain de la formation du gouvernement de M. Berengery. Le ministre allemand de l'économie, M. Jürgen Moellenmann, a indiqué qu'il «espérait que le gouvernement français serait disposé à prendre des décisions permettant à la CEE de parvenir à un compromis». Il a exprimé l'espoir que le gouvernement allemand était prêt à faire de même. «Des décisions politiques doivent être prises par les gouvernements de la CEE, du Japon et des États-Unis, principalement concernant l'agriculture et les services», a-t-il souligné.

Débat du lieutenant-colonel Salgueiro Maia. L'un des principaux protagonistes de la «révolution des lilas». - Le lieutenant-colonel Fernando Salgueiro Maia, l'un des

principaux protagonistes de la «révolution des lilas», est mort d'un cancer, vendredi 3 avril, dans un hôpital militaire de Lisbonne, à l'âge de quarante-sept ans. Il avait joué un rôle déterminant dans le coup d'État militaire du 25 avril 1974, en marchant sur Lisbonne à la tête d'une colonne de mutins et en contraignant à la reddition le premier ministre Marcello Caetano, successeur du dictateur Antonio Oliveira Salazar. - (AFP)

Un appel en faveur d'un 1^{er} mai contre les exclusions. - Les quatre associations de défense des droits de l'homme, qui avaient organisé la manifestation antiraciste du 25 janvier à Paris, ont rendu public, vendredi 3 avril, un appel pour «faire des manifestations du 1^{er} mai un temps fort de la lutte contre toutes les exclusions et pour l'égalité des droits». La Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), la Ligue des droits de l'homme, le MRAP et SOS-Racisme appellent à multiplier les «initiatives unitaires» avec les syndicats afin de faire converger les revendications sociales et la lutte contre la xénophobie.

L'UNI et l'UNEF réclament le retrait des projets de rénovation universitaire. - Deux syndicats d'étudiants, l'UNI (proche du RPR) et l'UNEF (proche du Parti communiste) ont demandé, dès vendredi 3 avril, au nouveau ministre de l'éducation nationale, M. Jack Lang, le retrait des projets de rénovation universitaire. L'UNEF indique dans un communiqué que M. Lang doit «pour commencer, annoncer sans ambiguïté le retrait définitif du projet Jospin». Évoquant la préparation d'une manifestation nationale étudiante à Paris, M. Olivier Meier, président de l'UNEF, déclare que «les étudiants ne donnent pas de chèques en blanc à M. Lang. Sans l'annonce claire du retrait du projet Jospin, nous serons des milliers dans les rues de Paris mardi 7 avril». De son côté, l'UNI «espère que les projets de réforme tant des premier et deuxième cycles universitaires que des lycées ne seront plus que de mauvais souvenirs».

La valse, entre banlieue et Haïti

Que peut-on faire un dimanche après-midi dans Paris désert? Danser. La rue de Lappe, version dancing rétro, a fait son temps. Aujourd'hui, on écoute du raf dans les cafés, on savoure les tampoires latinos ou du zouk antillais, et la musette a toujours mauvaise presse, même si une poignée d'inconditionnels, assisient à tout prix d'en effacer l'image de ringardise. Panama tropical - l'accordéoniste et pianiste Antoine Larcher et ses comparses qui allient l'amour du blues à celui du Brésil ou des Antilles - marie le tout en poussant la chansonnette, sans prétention, mais avec accordéon, saxos, guitare, percussions et harmonica. Petites jeves rock, jolis valse en valent de jazz, ce Panama tropical s'est trouvé une nouvelle allée en la personne d'Emeline Michel, chanteuse haïtienne qui gagne en simplicité au contact des garçons.

Haiti a aussi de jolies valse à son répertoire. Emeline en compose, et la chanson française des banlieues mélangées d'aujourd'hui a emprunté à chacune des communautés qui la peuplent. La guitaristes Jean-Philippe Clavier a accompagné les Brésiliens de l'immigration des années 70 et après les années de la musique nord-américaine, il a eu son tour. Vincent Bucher joue de l'harmonica «comme aux États» et Antoine Larcher navigue depuis longtemps («Bien avant les Négrasses vertes») entre orgue de barbare, accords musette et jazz sans complexe. L'arrivée d'Emeline Michel dans ces tropiques imaginaires n'a surpris aucun des musiciens de Panama tropical. Elle avait besoin d'un peu plus de naturel, le marquant d'un point de ralliement vocal. Ils se sont rencontrés et sont maintenant capables de mener le bal des heures durant...

V. Mo. Antoine Larcher et Emeline Michel au New-Morning, le 4 avril à partir de 15 heures.

Détenu gracié au Maroc. - A l'occasion de l'Aïd el Fitr, fête qui marque la fin du ramadan, le roi Hassan II a gracié deux cent cinquante et un détenus, a annoncé, vendredi 3 avril, le ministre marocain de la justice. Cent trente-cinq prisonniers devaient être libérés immédiatement, tandis que les cent seize autres bénéficieraient d'une remise de peine. - (AFP)

Pavarotti à Lyon, Marseille et Toulouse. - La représentation d'Un bal masqué de Verdi, donnée lundi 6 avril, à 19 h 30, à l'Opéra-Bastille, sera diffusée en direct sur écran géant non seulement place de la Bastille, à Paris, mais aussi, grâce à l'initiative de RMC, place Bellecour à Lyon, sur le Vieux Port de Marseille et place du Capitole à Toulouse. Rapports qu'Antenne 2 et France-Musique diffuseront l'enregistrement de cette représentation le 27 mai, à 22 h 15.

M. François Bayrou invité du «Grand Jury RTL-Le Monde»

M. François Bayrou, député UDC des Pyrénées-Atlantiques, délégué général de l'UDF, sera l'invité de l'émission hebdomadaire le «Grand Jury RTL-Le Monde», dimanche 5 avril, de 18 h 30 à 19 h 30. M. François Bayrou, qui a été élu vendredi président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, répondra aux questions d'André Passeron et de Daniel Carton du Monde et de Richard Aron et de Paul Joly de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet. Les membres du nouveau gouvernement ayant été invités à ne pas participer à de grandes émissions avant que M. Berengery ne précise son programme, M. René Teulade, nouveau ministre des affaires sociales et de l'intégration, a dû annuler sa participation au «Grand Jury RTL-Le Monde» qui avait été annoncée dans le Monde daté du 4 avril.

SOMMAIRE

DÉBATS

Il y a cinquante ans, l'agonie de la Seconde guerre mondiale 2

ÉTRANGER

Italie : la préparation des élections générales des 5 et 6 avril 3
La démission du président albanais Ramiz Alia 3
«Loin des capitales» : Les groupements Paquots du «Bois-aux-Remarques» 4
États-Unis : la «première» démocrate de New-York 4
Libye : le colonel Kadhafi rejette la résolution de l'ONU prévoyant des sanctions contre Tripoli 4
Chine : les conservateurs ne baissent pas les bras 6

POLITIQUE

Après la nomination du gouvernement Bérégovoy 6 et 7
Livres politiques, par André Larroque : deux «Tapié» 7
L'élection des présidents des conseils généraux 8 et 9
M. Juvenot évincé M. Vermeulen de la présidence de la Polynésie 9

SOCIÉTÉ

L'audition de M. Gaudin par le juge Murciano dans l'affaire Seincene est reportée 10
Le procès de Fouad Salah à Paris : exaltations contrôlées 10
Les nuits de l'affaire Nice-Opéra : un nouveau mandat d'arrêt est requis contre M. Jacques Médéric 10
En dépit de la décision du Conseil d'État, la reprise des travaux du port de Trébeurden reste incertaine 10

HEURES LOCALES

Référendum municipal contesté aux Pays-Bas • Lutter contre l'exclusion • Le rural se prend en charge • Dialogues autour d'une ligne de banlieue • Une étude de démographie sur les critères de délocalisation : les entreprises en quête d'un nouveau site privilégient la qualité des routes et les cadres communications 11 à 13

CULTURE

Photographie : une exposition sur Nick Waplington, le photographe des laissés-pour-compte du théâtrisme 15

ÉCONOMIE

Le quarante-deuxième congrès de la CDT 17
La Cnrc et ses filiales sont mises en liquidation 17
Vingt médecins parisiens démissionnaires pour non-respect des tarifs 17
Le FMI soutient le programme d'austérité du gouvernement polonais 17
Revue des valeurs 18
Crédits, changes, grands marchés 19

Services

Abonnements 2
Carnet 14
Météorologie 14
Mots croisés 14
Télévision 14
Spectacles 16

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de «Le Monde» daté 4 avril 1992 a été tiré à 553 323 exemplaires.

RAYONNAGES BIBLIOTHÉCAIRES À VOS MESURES



PRIX TRÈS COMPÉTITIFS 25 années d'expérience R-AL LEROY, libraire - 28, rue de la Harpe 75004 Paris, 01 46 54 57 46